
Déplacement interne en



Évolution des tendances (2009-2023)

Avec nos remerciements

Le rapport a été produit grâce à la contribution généreuse des partenaires suivants: Agence des États-Unis pour le développement international, Agence suédoise de développement et coopération internationale, Fondation Robert Bosch, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein, ministère norvégien des Affaires étrangères, Office des affaires étrangères allemande et Union européenne.

Images de couverture:

Mogadishu, Somalia © Giles Clarke/Getty Images Reportage

Bentiu and Rodriak, South Sudan © UNOCHA/Alioune NDIAYE

Rodriak, South Sudan © UNOCHA/Sarah WAISWA



Définitions et mesures clés

Définition du déplacement interne

Le déplacement interne désigne le mouvement forcé de personnes à l'intérieur du pays dans lequel elles vivent.

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcées ou obligées de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État (Principes directeurs des Nations unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, 1998).

Mesurer le déplacement interne

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays est un aperçu du nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne à un moment précis et dans un lieu précis. Ce rapport établit ce moment à la fin de chaque année. Ce nombre comprend les personnes déracinées au cours d'une année et qui n'ont pas pu rentrer chez elles ou trouver une autre solution à leur déplacement, ainsi que les personnes qui ont été déplacées au cours des années précédentes et qui n'ont pas trouvé de solution durable.

Un déplacement interne correspond à chaque nouveau mouvement forcé d'une personne à l'intérieur des frontières du pays de sa résidence habituelle enregistré au cours de l'année. Une même personne peut être déplacée plusieurs fois au cours d'une période donnée avant de trouver une solution à son déplacement. Chaque fois qu'une personne est forcée de se déplacer, le nombre de déplacements internes augmente. Ce chiffre illustre la dynamique du déplacement dans une crise spécifique.

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Frontières et régions

Ce rapport utilise la division sous-régionale de l'Union africaine, dans le but d'informer les politiques et les actions au niveau régional et sous-régional.

Les frontières des pays et des territoires, les dénominations et désignations utilisées sur les cartes n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Résumé exécutif

Il y a 15 ans, l'Afrique était à l'avant-garde des réponses globales au déplacement interne. En 2009, l'Union africaine a adopté la Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, connue sous le nom de Convention de Kampala. C'était le premier - et reste le seul - instrument régional juridiquement contraignant qui s'attaque à toutes les causes et à toutes les phases du déplacement. La Convention reflète la détermination des pays africains à faire face au phénomène et à établir des normes internationales pour sa gestion.

Pourtant, à la fin de l'année 2023, le continent abritait 35 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ceci représente près de la moitié du total mondial et trois fois plus qu'en 2009. Au cours des 15 dernières années, de nombreux pays ont élaboré des cadres juridiques et politiques et réalisé des investissements significatifs pour lutter contre le déplacement interne, mais les données montrent qu'il reste encore beaucoup à faire.

Les conflits et la violence sont les principaux facteurs de déplacement interne en Afrique, avec 32,5 millions de personnes déplacées à la fin de l'année 2023. Le nombre de mouve-

ments liés à des catastrophes a également augmenté rapidement sur le continent, se multipliant par près de six au cours des 15 dernières années. Les inondations sont à l'origine de plus de trois quarts des déplacements, et là où les données sur le déplacement lié aux sécheresses sont disponibles, elles montrent que cet aléa à évolution lente cause de plus en plus de déplacements.

De nombreuses personnes ont été déplacées à plusieurs reprises et/ou pendant des périodes prolongées. Les conflits, la violence et les catastrophes se chevauchent souvent ou se répètent, complexifiant encore d'avantage les crises de déplacement. Ces situations s'ajoutent à un faible niveau de développement socio-économique, à l'insécurité alimentaire et à d'autres défis, plaçant les personnes déplacées dans un cycle de vulnérabilité et à risque de déplacement répété.

La persistance des conflits et de la violence, ainsi que l'impact croissant des catastrophes et du changement climatique, augmentent le nombre de personnes susceptibles d'être déplacées et accroissent les besoins et les vulnérabilités des personnes vivant déjà en

situation de déplacement. Tous ces facteurs constituent des obstacles supplémentaires sur la voie du développement durable du continent.

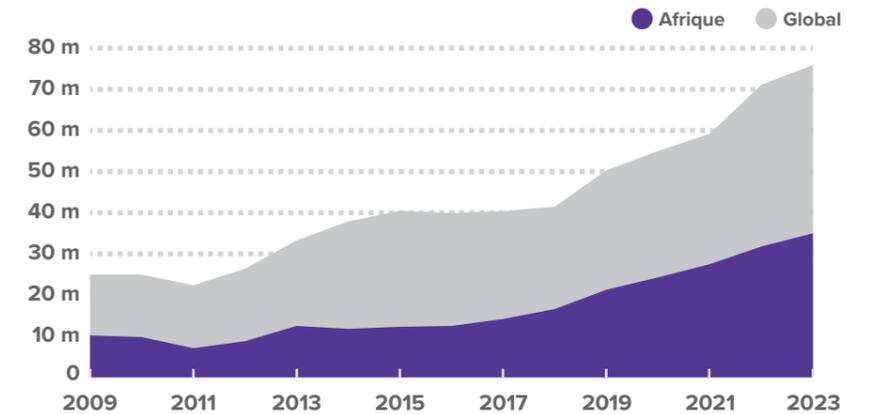
La convention de Kampala souligne le fait que les gouvernements sont les premiers à être responsables de la protection et de l'assistance aux personnes déplacées, et de nombreux États intègrent progressivement ses obligations dans leurs cadres juridiques et politiques nationaux. Toutefois, la plupart de ces politiques mettent l'accent sur les réponses au déplacement plutôt que sur sa prévention.

Répondre aux besoins spécifiques des personnes déplacées les aide à court terme et, avec une planification adéquate, peut les mettre sur la voie de la résolution de leur déplacement. Mais pour inverser la tendance à la hausse, il est essentiel de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de ce phénomène. Certains pays y parviennent en investissant dans des domaines tels que la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et la consolidation de la paix, ce qui peut servir d'exemple à d'autres.

La stabilité politique et un financement suffisant sont des ingrédients nécessaires à la réussite des efforts de prévention, de réponse et de résolution du déplacement. Il en va de même pour les données. Des lacunes importantes subsistent, mais des progrès ont été réalisés au cours des 15 dernières années. De plus en plus d'informations sur l'ampleur, la durée et l'impact des déplacements sont disponibles, permettant aux gouvernements et à leurs partenaires de développer des politiques et des actions plus efficaces qui améliorent la vie des personnes déplacées et réduisent le risque de déplacements futurs.

Les déplacements dus aux conflits sont très concentrés : cinq pays accueillent à eux seuls près de 80 % des personnes déplacées par les conflits et la violence sur le continent, en plus de subir une augmentation au fil des années. Le changement climatique rend les aléas météorologiques plus fréquents et plus intenses, et il amplifie d'autres facteurs qui rendent les communautés plus vulnérables aux déplacements liés aux catastrophes, augmentant ainsi le risque de futurs mouvements. Si les gouvernements et leurs partenaires ne redoublent pas leurs efforts

L'Afrique contribue de plus en plus au nombre total de personnes déplacées



pour faire face à ce défi majeur, le nombre de personnes contraintes de quitter leur foyer continuera probablement d'augmenter.

En mettant en lumière l'ampleur, les causes et l'impact du déplacement interne en Afrique, et en démontrant que des progrès sont possibles, ce rapport vise à susciter un regain d'intérêt et à accroître les investissements dans la résolution de cette situation.

Un village inondé dans la province de l'Ennedi Ouest, au Tchad. Le pays a récemment adopté des lois et des politiques reconnaissant les catastrophes et le changement climatique comme des facteurs importants de déplacement, qui incluent des mesures visant à prévenir et à gérer le phénomène.

Table des matières

1	Le déplacement interne lié aux conflits et à la violence augmente en Afrique	21	Afrique centrale En détail: République démocratique du Congo	49	Afrique du Nord
5	Les inondations et les sécheresses mènent à une augmentation des déplacements	31	Afrique de l'Ouest En détail: Nigeria En détail: Burkina Faso	55	Avancées politiques sur le déplacement interne en Afrique
9	Afrique de l'Est En détail: Soudan En détail: Somalie	41	Afrique australe En détail: Mozambique	61	Vers de meilleures données sur le déplacement interne en Afrique
				65	Références
				76	Remerciements



Vue aérienne de bateaux sur la rivière Buzi dans la province de Sofala, au Mozambique. Au cours des 15 dernières années, le pays a été frappé par des cyclones et des inondations qui ont provoqué des déplacements internes.

Le déplacement interne lié aux conflits et à la violence augmente en Afrique



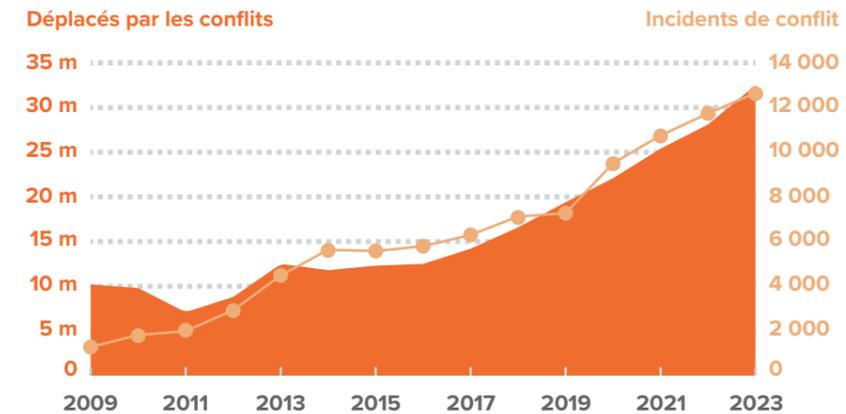
Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison des conflits et de la violence en Afrique a plus que triplé au cours des 15 dernières années, passant de 10,2 millions en 2009 à 32,5 millions en 2023. Le chiffre a presque doublé depuis 2018. Les personnes déplacées par des conflits passés continuent à faire face à des difficultés pour résoudre leur déplacement, et dans certains pays où les personnes vivent un déplacement prolongé, les conflits et la violence se sont même intensifiés, notamment en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan (voir p.29 et p.17).

De nouveaux conflits ont également éclaté dans des pays comme le Mozambique et le Burkina Faso, où le nombre de personnes déplacées internes a fortement augmenté (voir p.47 et p.39). L'augmentation des conflits et des déplacements ne crée pas seulement des défis humanitaires immédiats, elle a aussi des conséquences à long terme sur le développement et la stabilité des pays.

Un site pour personnes déplacées dans la région de Dalow, en Somalie. Le nombre de personnes déplacées dus aux conflits et à la violence en Afrique a plus que triplé au cours des 15 dernières années.

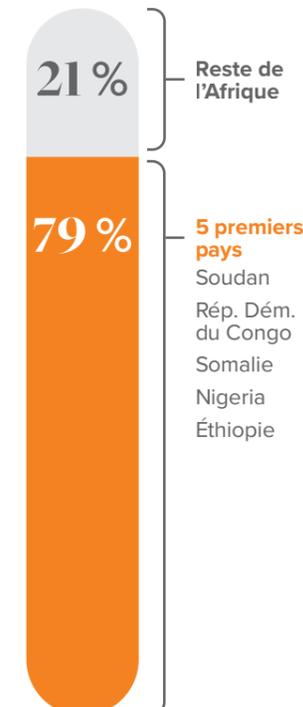
Le déplacement lié aux conflits est très concentré

La montée des conflits provoque et prolonge les déplacements



Sources: IDMC et ACLED

Cinq pays représentent près de 80 % des personnes déplacées par les conflits et la violence en Afrique



Reste de l'Afrique

5 premiers pays
Soudan
Rép. Dém. du Congo
Somalie
Nigeria
Éthiopie

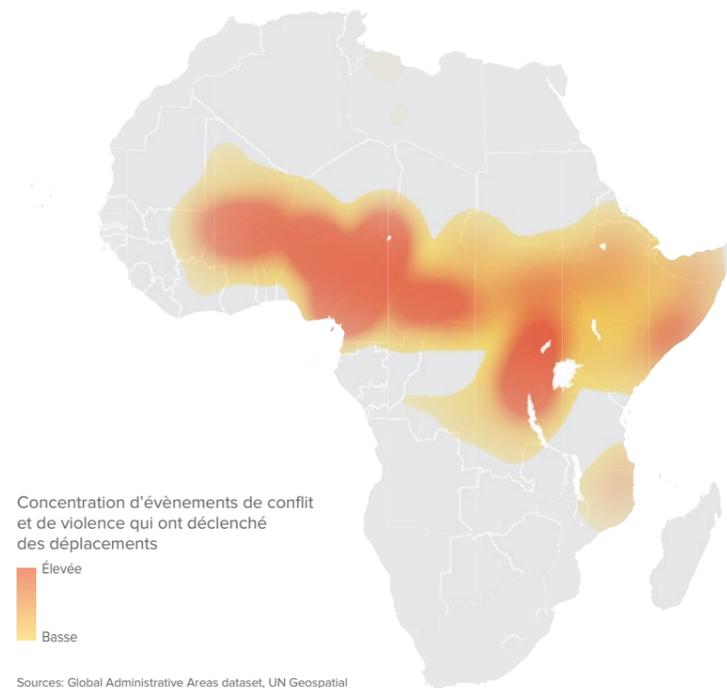
À eux seuls, le Soudan, la RDC, la Somalie, le Nigeria et l'Éthiopie hébergeaient près de 80 % des personnes déplacées par les conflits et la violence en Afrique à la fin de l'année 2023.

Les déplacements sont également concentrés dans des zones spécifiques à l'intérieur même des pays. Notamment dans l'est de la RDC, la région du Darfour au Soudan, la région du Tigré en Éthiopie, la province de Cabo Delgado au Mozambique, le bassin du lac Tchad et les zones frontalières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.



Le maintien de la collecte de données au niveau local permet aux gouvernements et à leurs partenaires de comprendre la dynamique des déplacements dans l'espace et dans le temps. Il s'agit d'informations essentielles pour la conception, la planification et la mise en œuvre de mesures visant à prévenir, à répondre et à résoudre le phénomène.

Zones enregistrant le plus grand nombre d'événements de déplacements par conflits et violence



Les données géolocalisées sur les déplacements montrent que les événements de conflit et de violence qui ont déclenché des déplacements depuis 2018 sont particulièrement concentrés.

La pauvreté et la marginalisation attisent la violence et rendent les communautés plus vulnérables au déplacement interne

Les causes de la violence et du déplacement sont spécifiques à chaque contexte, mais la pauvreté, l'inégalité et la marginalisation font souvent partie des facteurs qui attisent de nouvelles crises ou les prolongent, car les groupes armés non étatiques exploitent les griefs liés au manque de moyens de subsistance et de services de base, ainsi que les tensions communales de longue date. Le déplacement interne aggrave ensuite le niveau de pauvreté, expose les personnes déplacées les plus vulnérables au risque de déplacements multiples, et prolonge leur situation.

L'investissement dans les moyens de subsistance ruraux, la résolution des disputes foncières et liées à la propriété, et l'intégration des communautés marginalisées dans les efforts de résolution des conflits et de consolidation de la paix pourraient briser ce cycle. Les lois et les politiques relatives au déplacement interne jouent également un rôle clé dans l'orientation des mesures de prévention et de réponse (voir p.55).



La paix et le développement durable sont essentiels pour prévenir et résoudre le déplacement

L'augmentation des déplacements liés aux conflits entraîne une hausse des besoins humanitaires, mais à mesure que les situations s'aggravent et deviennent plus complexes, l'aide d'urgence ne suffit pas à les résoudre.

Afin de contrecarrer les causes sous-jacentes et les vulnérabilités à l'origine des conflits et des déplacements, il est nécessaire de renforcer la résolution des conflits, la consolidation de la paix et les investissements dans le développement durable. Ces actions aideraient les personnes déplacées à retourner à leur lieu d'origine, à se réinstaller ailleurs dans leur pays, ou à s'intégrer dans leurs communautés d'accueil de manière durable, en plus de réduire le risque de nouveaux déplacements (voir p.55).

Une femme et un enfant dans un site de déplacement dans la région de Lac, au Tchad. La pauvreté, l'inégalité et la marginalisation alimentent souvent des crises, nouvelles et prolongées, qui entraînent des déplacements en Afrique. © UNOCHA/Ivo Brandau

Les inondations et les sécheresses mènent à une augmentation des déplacements

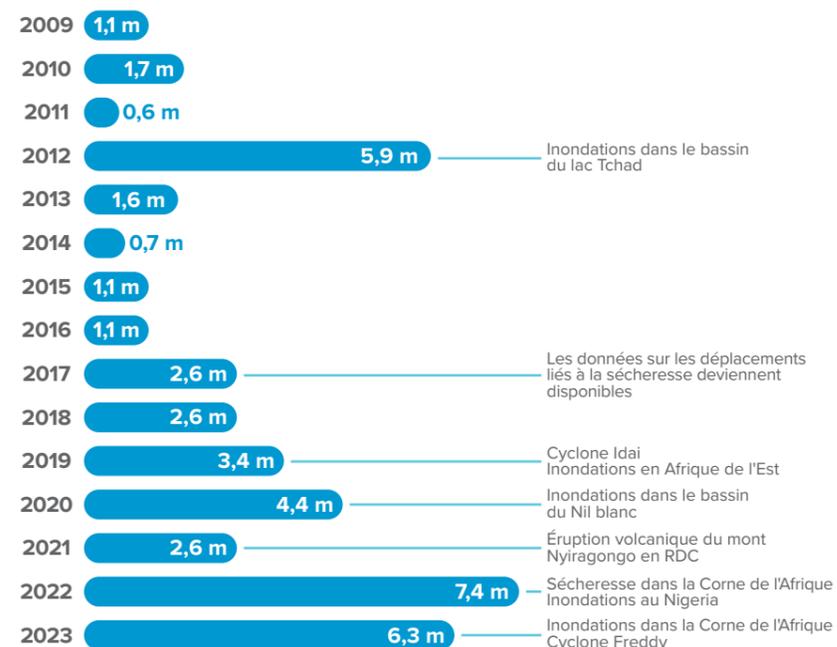
Le nombre de déplacements internes provoqués par des catastrophes a presque sextuplé sur le continent au cours des 15 dernières années, passant de 1,1 million en 2009 à 6,3 millions en 2023. La plus grande disponibilité des données explique en partie cette augmentation, mais le nombre croissant de personnes exposées et vulnérables aux aléas est également un facteur important. Des mesures telles que l'alerte précoce, l'aménagement du territoire et la gestion de l'eau seront essentielles pour courber cette tendance.

C'est au Nigeria que les chiffres sont les plus élevés, notamment en raison des inondations de 2012 et 2022 (voir p.37). Les cyclones en Afrique australe, tels qu'Idai et Freddy, ont également provoqué d'importants déplacements, tandis que des communautés dans la Corne de l'Afrique ont été forcées de se déplacer en raison des impacts consécutifs des sécheresses et des inondations (voir p.41 et p.9).

Inondations dans un site de déplacement dans la province du Nord-Kivu, en RDC. Les inondations ont été à l'origine de plus de trois quarts des déplacements internes en Afrique au cours des 15 dernières années. © UNICEF/UNI470852/Benekire

Les données sur les déplacements liés aux inondations peuvent contribuer à la préparation et à la réduction des risques

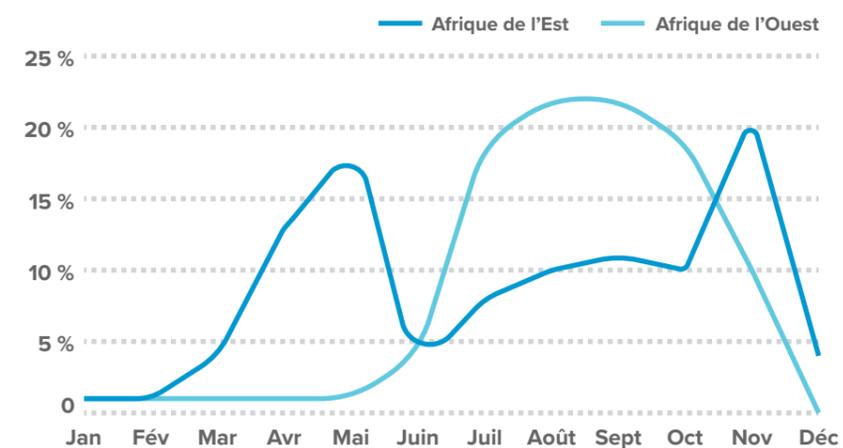
Déplacements internes liés aux catastrophes en Afrique (2009-2023)



Les inondations sont à l'origine de plus des trois quarts des déplacements liés aux catastrophes en Afrique, et la plupart d'entre eux ont eu lieu pendant la saison des pluies de chaque région. En Afrique de l'Est, la plupart des déplacements sont enregistrés pendant la saison *Gu*, entre mars et mai, et pendant la saison *Deyr*, entre octobre et décembre. En Afrique de l'Ouest, ils ont lieu entre juin et septembre.

La nature saisonnière des inondations les rend relativement prévisibles, ce qui signifie que les gouvernements et leurs partenaires peuvent prendre des mesures préventives pour réduire leurs impacts, y compris le déplacement. Celles-ci comprennent des systèmes d'alerte précoce, des mesures nationales de préparation, et des initiatives locales visant à renforcer la résilience des communautés.

Les déplacements dus aux catastrophes suivent souvent des schémas prévisibles

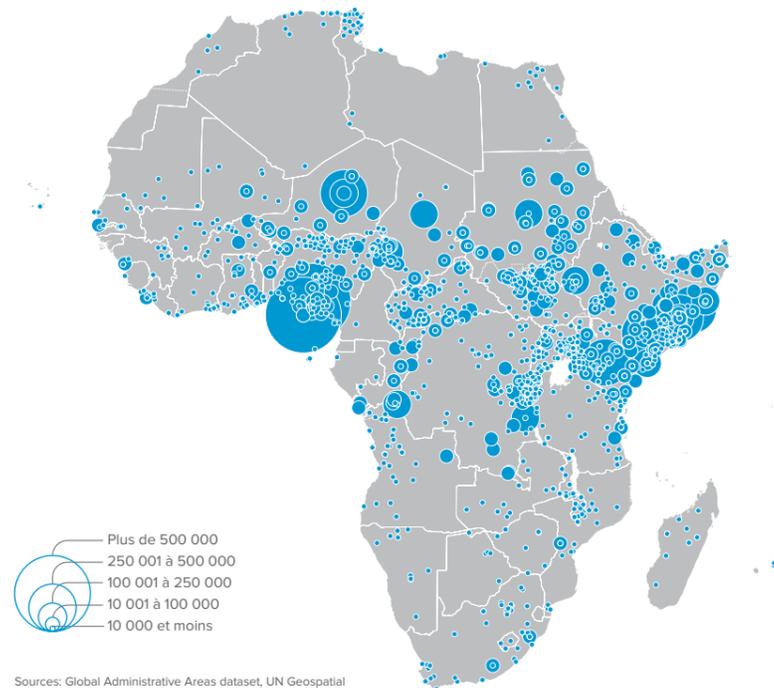


Répartition mensuelle des déplacements liés aux catastrophes entre 2016 et 2023, en %



La disponibilité croissante de données géolocalisées met en lumière les zones les plus touchées, offrant des informations précieuses pour informer les actions locales qui soutiennent les communautés à risque de nouveaux déplacements ou de déplacements répétés liés aux inondations. Si la collecte de données continue de s'améliorer, les gouvernements seront plus à même d'aider les personnes déplacées à surmonter leurs vulnérabilités, quelle que soit la durée ou la gravité de leur situation.

Localisation des déplacements dus aux inondations en Afrique



Les inondations provoquent des déplacements de population sur l'ensemble du continent

Les données sur les déplacements liés à la sécheresse se sont améliorées, mais il faut aller plus loin

Aucune région d'Afrique n'a été épargnée par des périodes de sécheresse, mais la disponibilité des données sur les déplacements liés à celles-ci a été limitée à une poignée de pays, et ce, depuis 2017. Un meilleur suivi, en particulier en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, a commencé à révéler l'ampleur du phénomène et les impacts significatifs qu'il a sur les moyens de subsistance de millions de personnes dans les zones rurales qui ont été forcées de se déplacer vers les zones urbaines (voir p.19).

Malgré ces limites, les données révèlent que 11 % des déplacements liés aux catastrophes en Afrique au cours des 15 dernières années ont été liés à des sécheresses, ce qui en fait un déclencheur important. Étant donné que le changement climatique devrait entraîner des sécheresses plus longues et plus intenses, il est nécessaire de produire des données plus complètes sur l'ampleur et l'impact des déplacements liés à la sécheresse et à d'autres aléas à évolution lente.

Un enfant est accroupi sur la terre craquelée près du barrage d'al-Massira dans la province de Settat, au Maroc. En 2022, le pays a connu sa pire sécheresse depuis au moins quatre décennies, mais aucune donnée sur le déplacement n'étaient disponibles.
© Fadel Senna/AFP/Getty Images

Les conflits et les catastrophes se chevauchent souvent, exacerbant les vulnérabilités des personnes déplacées et prolongeant leur déplacement

Dans certains cas, les personnes déjà déplacées par des catastrophes sont ensuite touchées par des conflits et des violences qui les obligent à se déplacer à nouveau, ce qui affaiblit leur résilience et rend leurs chances de trouver des solutions encore plus inaccessibles. Les conflits poussent également les gens vers des zones exposées aux aléas, notamment les zones urbaines informelles et les camps de déplacés qui sont souvent inondés, ce qui les oblige à se déplacer à nouveau, prolongeant ainsi leur situation. La gestion des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques dans les zones de conflits et autres contextes fragiles sont nécessaires pour briser ce cycle et réduire les risques de déplacement de façon durable (p. 55).

Afrique de l'Est



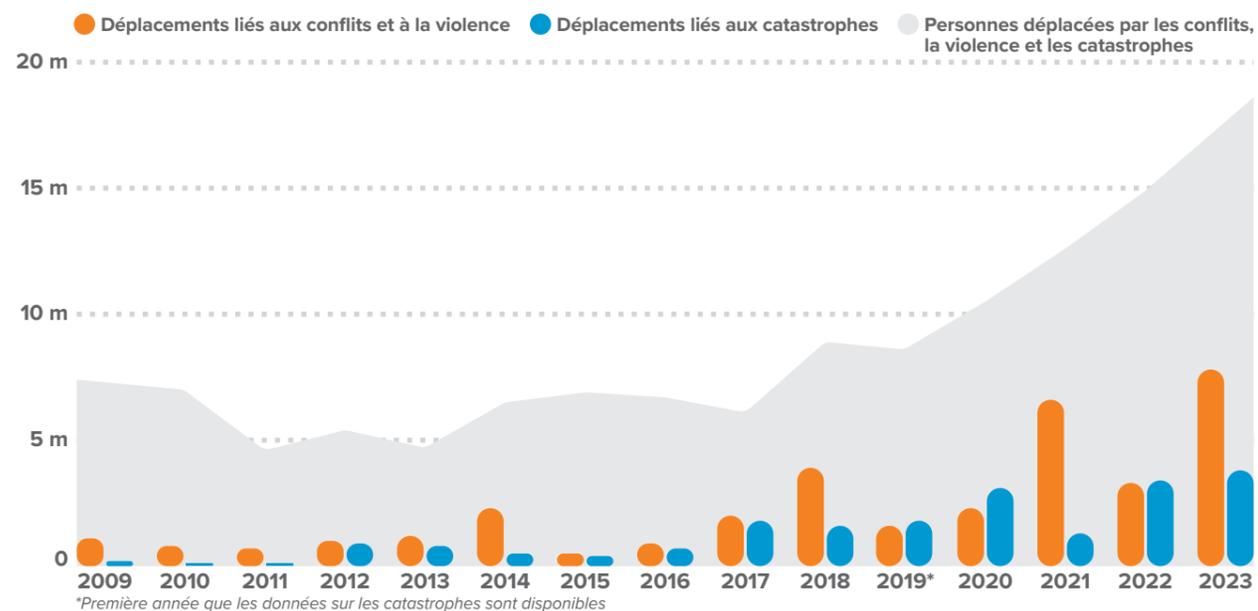
L'Afrique de l'Est a enregistré plus de déplacements internes que toute autre sous-région africaine entre 2009 et 2023, avec 56,3 millions, soit 46 % du total pour le continent. Les conflits et la violence ont provoqué 35,9 millions de mouvements et les catastrophes 20,5 millions. La sous-région a été le théâtre de certaines des plus grandes crises de déplacement liées à des conflits, notamment dans la région du Tigré en Éthiopie et, plus récemment, au Soudan. D'autres pays, comme la Somalie et le Soudan du Sud, ont également connu des conflits et des déplacements prolongés.

Par rapport à d'autres sous-régions, davantage de données sur les déplacements liés à la sécheresse sont désormais disponibles, ce qui a permis de mettre en évidence la manière dont cet aléa à évolution lente s'est superposé à d'autres facteurs de déplacement, notamment les inondations et les conflits, en particulier dans la Corne de l'Afrique (entendue ici comme l'Éthiopie, la Somalie et le Kenya).

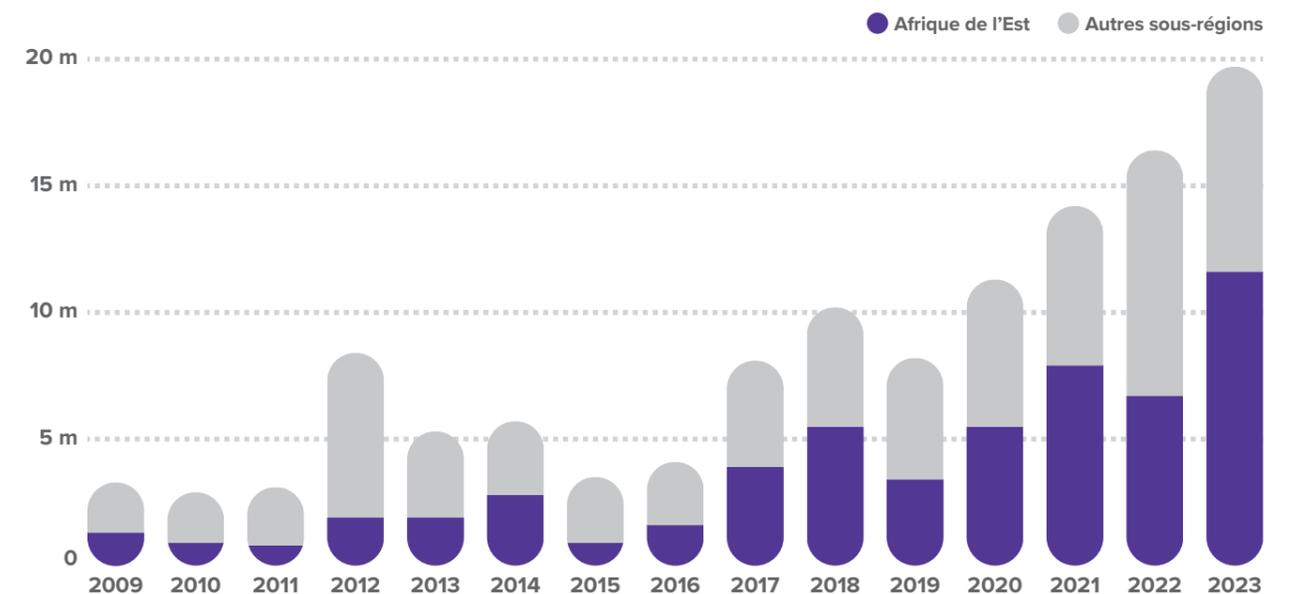


Après des inondations, des femmes retournent pour construire des abris au camp de déplacés de Bentiu, dans l'État d'Unity, au Soudan du Sud. Les catastrophes et les conflits se superposent régulièrement dans le pays, obligeant les personnes déplacées à fuir à répétition.
© UNOCHA/Sarah Waiswa

Déplacements internes dus aux conflits, à la violence et aux catastrophes, et nombre total de personnes déplacées en Afrique de l'Est (2009-2023)



Part des déplacements internes en Afrique de l'Est par rapport au total continental (2009-2023)



Conflits et violence

Autour de 16,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement en Afrique de l'Est en raison des conflits et de la violence à la fin de l'année 2023. Le Soudan, la Somalie, l'Éthiopie et le Soudan du Sud représentaient plus de la moitié du total continental. Le **Soudan** à lui seul accueillait 9,1 millions de personnes déplacées, ce qui en faisait la plus grande crise de déplacement au monde, ainsi que l'une des plus négligées (voir «En détail», p.17).

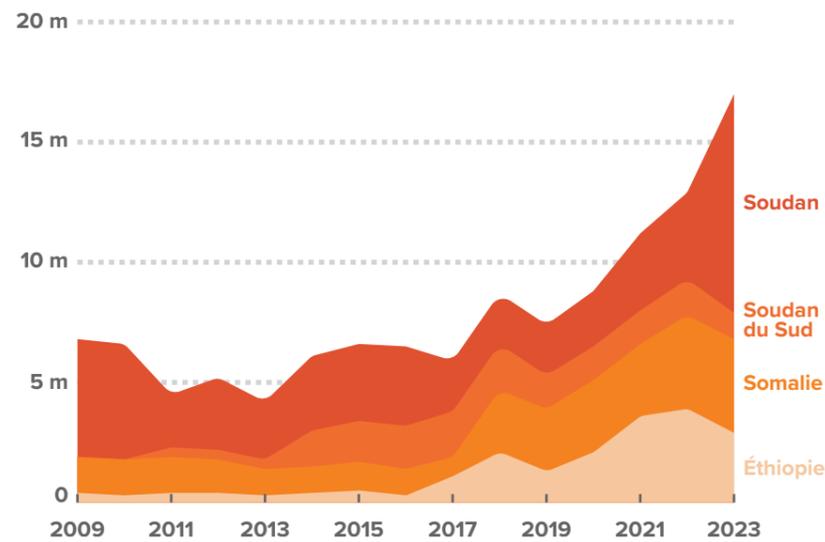
La **Somalie** arrive en deuxième position avec près de 3,9 millions de personnes, un chiffre en augmentation depuis 2017 (voir «En détail», p.19). La plupart des déplacements ont eu lieu dans les zones rurales des régions du sud et du centre du pays, à la suite d'attaques menées par Al-Shabaab et d'affrontements entre le groupe, l'armée nationale et ses partenaires, notamment l'Union africaine.¹ Des violences communales ont aussi provoqué des déplacements de moindre ampleur ailleurs dans le pays.

Les attaques d'Al-Shabaab ont également entraîné des déplacements dans le **Kenya**, mais les violences communautaires et politiques ont été les principaux déclencheurs. De nombreuses personnes ont été déplacées en raison de l'augmentation des affrontements liés aux élections générales de 2013. À la fin de l'année, 412 000 personnes étaient déplacées en raison des conflits et de la violence.² Ce chiffre était tombé à environ 40 000 à la fin de l'année 2023.

Après près de deux décennies de calme relatif, des violences communautaires ont éclaté en **Éthiopie** en avril 2018 et à nouveau en juin, en particulier dans la zone de Guji Ouest de la région d'Oromia et dans la zone de Gedede de la région connue auparavant sous le nom de Nations, Nationalités et Peuples du Sud (SNNP). Il en a résulté le plus grand nombre de déplacements liés à des conflits au niveau mondial cette année-là, soit 2,9 millions.³

Le déplacement a atteint de nouveaux records lorsqu'un conflit a éclaté dans la région du Tigré entre les forces armées éthiopiennes et le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) en novembre 2020. Les combats ont déclenché la majorité des 5,1 millions de déplacements internes signalés dans le pays en 2021, le chiffre annuel le plus élevé jamais enregistré pour un seul pays au niveau mondial à l'époque, et seulement dépassé depuis par l'Ukraine en 2022 et le Soudan en 2023.

Personnes déplacées par les conflits et la violence dans les pays les plus touchés en Afrique de l'Est (2009-2023)



D'abord concentré dans la capitale régionale, Mekelle, le conflit s'est étendu aux zones rurales du centre, du sud et de l'ouest du Tigré, puis aux régions voisines d'Amhara et d'Afar. Le TPLF a été contraint de se replier dans le Tigré en décembre 2021, ce qui a permis à de nombreuses personnes déplacées dans l'Amhara et l'Afar de rentrer chez elles.⁴ Les affrontements se sont toutefois poursuivis dans le Tigré pendant une grande partie de l'année 2022, laissant près de 3,9 millions de personnes déplacées en raison des conflits et de la violence à la fin de l'année, un chiffre record pour le pays. Le gouvernement et le TPLF ont signé un accord de paix en novembre qui a conduit à une amélioration de la sécurité et a permis à des centaines de milliers de personnes de retourner chez elles en 2023.⁵

Alors que le conflit dans le Tigré a diminué, un autre conflit a éclaté dans la région d'Amhara qui a laissé 326 000 personnes déplacées à la fin de l'année 2023, un chiffre conservateur compte tenu des contraintes d'accès.⁶ Les combats entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération de l'Oromo ont également provoqué des déplacements dans la région d'Oromia.⁷

Des efforts ont été déployés pour résoudre le problème de déplacement au cours de la période couverte par ce rapport. Une stratégie de solutions durables pour la région Somali, conforme aux Principes directeurs relatifs au déplacement interne et à la Convention de Kampala, a été proposée pour la période 2017-2020, puis renouvelée pour

la période 2022-2025.⁸ Un ministère de la paix a également été créé en 2018.⁹

De plus, le gouvernement fédéral a organisé une série de consultations nationales qui ont abouti à la ratification de la convention de Kampala en février 2020.¹⁰ D'autres initiatives, notamment des activités de consolidation de la paix visant à promouvoir les retours volontaires et des programmes d'aide pour les personnes qui préféraient s'intégrer localement ou s'installer ailleurs, ont également été entreprises.¹¹

Le **Soudan du Sud** figure parmi les dix pays les plus touchés par le déplacement lié aux conflits en Afrique et comptait 1,1 million de personnes déplacées à la fin de l'année 2023. Après son indépendance du Soudan en 2011, le pays a plongé dans un conflit interne en 2013 qui a laissé près de 1,5 million

de personnes en situation de déplacement interne à la fin de l'année suivante, soit une multiplication par près de quatre en un an.

Les parties au conflit ont signé un accord de paix revitalisé en septembre 2018, mais sa mise en œuvre s'est heurtée à de nombreux obstacles, et les violences communautaires, principalement entre éleveurs et agriculteurs, ont continué à provoquer des déplacements.¹² Pour faire face à ce défi, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le gouvernement du Soudan du Sud ont entrepris des consultations pour lancer une stratégie de solutions durables, une avancée prometteuse pour aider les personnes déplacées à mettre fin à leur situation.¹³



Un village dans l'État du Darfour du Sud, au Soudan, où de nombreux habitants sont retournés après avoir passé des années dans des camps de déplacement. Au cours des 15 dernières années, des millions de personnes ont été piégées dans un cycle de déplacements répétés. © IOM/Muse Mohammed

Catastrophes

Sécheresse et inondations dans la Corne de l'Afrique

La plupart des pays d'Afrique de l'Est connaissent du stress hydrique ou de la pénurie d'eau, et les périodes de sécheresse ne sont pas rares. Trois épisodes de sécheresse ont particulièrement touché la Corne de l'Afrique au cours des 15 dernières années, en 2011, 2017 et 2022, et les conséquences sur la production agricole et la sécurité alimentaire ont été importantes. La pénurie d'eau contribue dans certains cas à la violence et la compétition pour les ressources naturelles.¹⁴

Malgré le manque de données exhaustives, il a été démontré que la sécheresse de 2011 a entraîné de l'insécurité alimentaire et forcé des gens à quitter leur foyer. La famine a même été déclarée en Somalie, mais aucun suivi systématique des déplacements n'a été entrepris à l'époque.¹⁵ Les organisations humanitaires ont commencé à collecter des données sur le déplacement lié à la sécheresse en 2017, ce qui a permis de révéler l'ampleur et la portée réelles de la catastrophe. La sécheresse a déclenché 1,3 million de déplacements en Éthiopie et en Somalie durant l'année, dépassant les 1,1 million de déplacements liés aux conflits et à la violence.

Une autre sécheresse entre 2021 et début 2023, la pire en 40 ans, a été aggravée par un

phénomène La Niña prolongé. Elle a provoqué 2,1 millions de déplacements à travers l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie en 2022. Plus de la moitié ont eu lieu en Somalie, principalement dans les régions méridionales de Bay, Lower Shabelle et Bakool.¹⁶ La sécheresse a continué d'affecter les moyens de subsistance des éleveurs et des agriculteurs dans toute la Corne de l'Afrique, avec six saisons des pluies ratées qui ont contribué à l'insécurité alimentaire, y compris parmi les personnes déplacées internes.¹⁷ En Éthiopie, elle est arrivée en même temps que le conflit dans le nord du pays, ce qui a accru les besoins des personnes affectées.¹⁸

Entre les sécheresses, les inondations saisonnières ont provoqué d'importants déplacements de population dans la Corne de l'Afrique. Les conditions de sécheresse aggravent l'impact des inondations en réduisant la capacité d'absorption des sols. Ainsi, les déplacements liés aux inondations peuvent parfois être considérés comme une extension de l'impact de la sécheresse, ce qui affaiblit de nouveau la résilience des populations aux chocs climatiques.¹⁹

D'importants déplacements liés aux inondations ont été enregistrés en 2018, 2020 et 2023. Des centaines de milliers de déplacements ont eu lieu au Kenya, dans le sud de la Somalie et dans certaines parties des régions Somali et Oromia de l'Éthiopie en 2018. Les inondations au Kenya ont aggravé



Personnes déplacées dans le site de Badbaado II, dans le sud de la province de Lower Juba, en Somalie. Entre 2021 et début 2023, une sécheresse historique avec six saisons des pluies manquées consécutives a frappé la Corne de l'Afrique, provoquant 2,1 millions de déplacements en 2022. La moitié d'entre eux ont été enregistrés en Somalie. © OCHA/Marc Belanger

les épidémies, tandis que les personnes déplacées qui avaient fui la sécheresse en Somalie et en Éthiopie ont été contraintes de se déplacer à nouveau parce que leurs abris n'étaient pas en mesure de résister aux inondations.²⁰

Deux ans plus tard, l'apparition d'El Niño a entraîné une saison des pluies intense qui a entraîné 2,2 millions de déplacements dans les trois pays. Il a également contribué à une infestation de criquets pèlerins qui a dévasté la production agricole au milieu des préoccupations sanitaires liées à la pandémie de Covid-19.²¹

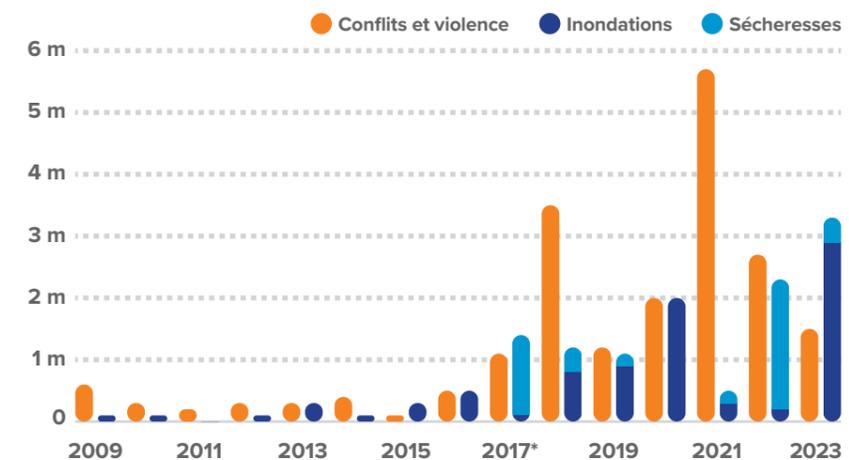
Le retour d'El Niño en 2023 a entraîné des inondations qui ont provoqué un nombre record de 2,9 millions de déplacements, soit près d'un tiers de tous les déplacements dus aux inondations dans le monde cette année-là. La **Somalie** en a enregistré 1,7 million, ce qui a incité le gouvernement fédéral à déclarer une situation d'urgence dans plusieurs États. Certains sites accueillant des personnes déplacées à Galmudug ont été inondés, obligeant certaines personnes à fuir à nouveau.²²

Le **Kenya** a également signalé le nombre le plus élevé de déplacements liés à des catastrophes en 2023, soit 641 000, à la suite d'inondations dans les comtés de Mandera et de Wajir, au nord-est, et dans les comtés de Garissa et de Tana River, à l'est.²³



Un homme se tient devant une hutte avec de l'eau jusqu'aux genoux dans le comté de Tana River, au Kenya. En 2023, le nombre de déplacements liés aux catastrophes a atteint un record national, avec 641 000 mouvements suite aux inondations qui ont frappé le nord-est du pays. © IOM/Moses Otunga

L'augmentation des déplacements dans la Corne de l'Afrique fait de l'Afrique de l'Est la sous-région la plus touchée



Note: Le graphique ne représente que les déplacements liés aux conflits et à la violence, les inondations et les sécheresses enregistrés en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. *Première année que les données de déplacement lié aux sécheresses sont disponibles

Déplacements internes par déclencheur en Éthiopie, au Kenya et en Somalie (2009-2023)

L'**Éthiopie** a enregistré 550 000 déplacements dus aux inondations, principalement dans les régions du sud et du sud-est, où les précipitations ont été supérieures de 300 % à la moyenne.²⁴ La région de Somali a été l'une des plus touchées, suivie par la région du sud de l'Éthiopie (anciennement SNNP). Les inondations ont également contribué à une épidémie de choléra, notamment parmi les populations déplacées.²⁵

Inondations saisonnières dans le bassin du Nil blanc

Des déplacements importants liés aux inondations ont été signalés dans les pays situés le long du bassin du Nil blanc, bien qu'à une moindre échelle. Des décennies de transformations importantes, notamment l'irrigation de terres cultivées de plus en plus étendues, la construction de barrages hydroélectriques et l'expansion urbaine, ont accru le risque d'inondation dans le bassin.²⁶

La saison des pluies de 2020 a été particulièrement intense, faisant sortir le Nil blanc et ses affluents de leur lit, obligeant certaines communautés à fuir à plusieurs reprises. Les inondations ont provoqué 966 000 déplacements à travers le Soudan, le Soudan du Sud et l'Ouganda.²⁷ Le **Soudan** a représenté près de la moitié du total avec 454 000 mouvements enregistrés, ce qui est de loin le chiffre le plus élevé enregistré pour le pays en termes de catastrophes. La capitale, Khartoum, qui se trouve près du confluent du Nil blanc et du Nil bleu, a été l'une des zones les plus touchées, les eaux des deux fleuves ayant atteint des niveaux record.²⁸

Au Soudan du Sud, le Nil blanc n'était pas encore complètement redescendu de son niveau de 2019 lorsque les pluies de 2020 ont débuté. La reconstruction des maisons et des infrastructures n'était pas terminée lorsque les inondations ont frappé, déplaçant à nouveau des communautés, y compris des déplacés internes et des réfugiés soudanais qui s'abritaient dans des zones à risque. Les routes submergées ont considérablement retardé l'acheminement de l'aide.²⁹

Les inondations ont provoqué un nombre encore plus élevé de déplacements au cours de la saison des pluies 2022, soit 596 000 personnes. Les conflits et la violence n'ont pas eu de cesse durant ces catastrophes, les groupes armés non étatiques ayant profité de la situation dans les États d'Unity et de Jonglei pour multiplier les points de contrôle

le long du fleuve, piller les convois d'aide et extorquer les organisations humanitaires.³⁰

Les inondations se sont également superposées au conflit au Soudan en 2023, mais les combats ont entravé la collecte des données, ce qui signifie que les 58 000 mouvements enregistrés sont probablement largement sous-estimés. Le chevauchement des déplacements liés aux catastrophes et aux conflits était notable dans l'État du Nil, qui a enregistré la plus grande part des déplacements liés aux inondations du pays tout en accueillant un nombre important de personnes déplacées par le conflit.³¹

Tempêtes et sécheresse à Madagascar

Madagascar est exposée à la saison des cyclones du sud-ouest de l'océan Indien. Cette situation, combinée à la pauvreté et à la vulnérabilité, en fait l'un des pays les plus à risque de catastrophes.³² Les tempêtes, y compris les cyclones tropicaux, ont déclenché 90 % des 1,4 million de déplacements internes dans le pays entre 2009 et 2023. Les



Un quartier inondé dans la région d'Atsimo-Andrefana, à Madagascar. Le pays est l'un des plus à risque de catastrophes.
© UNICEF/UN0845856/Andriantsoarana

tempêtes Giovanna et Irina en 2012, Enawo en 2017 et Ana en 2022 sont à l'origine de la plupart des déplacements.³³

La sécheresse a également forcé de nombreuses personnes à fuir. La région Grand Sud a connu sa pire sécheresse depuis quatre décennies à partir de 2019 et pendant les deux années suivantes. Elle a provoqué environ 66 000 déplacements entre 2019 et 2021, un chiffre conservateur compte tenu de la difficulté de faire un suivi adéquat du phénomène.³⁴ Soixante pour cent des récoltes de la région ont été perdues en 2021, laissant des millions de personnes dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Beaucoup ont quitté leurs maisons et leurs terres à la recherche de ressources plus au nord et dans les villes.³⁵

La sécheresse a également réduit la capacité d'absorption des sols, aggravant les impacts de six tempêtes consécutives et des inondations associées au cours du premier trimestre 2022. Celles-ci ont entraîné 291 000 déplacements, le chiffre le plus élevé jamais

enregistré pour le pays. L'expansion urbaine rapide et informelle de la capitale, Antananarivo, a également contribué à leurs impacts, étant donné qu'environ 700 000 personnes vivent dans les quartiers informels de la capitale exposés aux inondations.³⁶

Déplacements par type d'aléa en Afrique de l'Est

69 %
Inondations



23 %
Sécheresses



8 %
Tempêtes



En détail: Soudan

La plus grande crise de déplacement au monde a été largement négligée

Avant que le conflit n'éclate au Soudan en avril 2023, le pays connaissait déjà l'une des situations de déplacement interne les plus larges et les plus prolongées au monde, avec 3,6 millions de personnes déplacées. Le nouveau conflit a entraîné un nombre record de 9,1 millions de personnes déplacées à la fin de l'année 2023, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour un pays au niveau mondial. La crise a continué à s'aggraver et est devenue l'une des plus sévères et des plus négligées au monde, en particulier en ce qui a trait à la région du Darfour, qui a connu des épisodes incessants de violence et de déplacement au cours des deux dernières décennies.³⁷

Au cours des quinze dernières années, des millions de personnes déplacées ont été piégées dans un cycle de déplacements répétés, incapables de mettre fin à leur situation. Par conséquent, le Soudan a toujours figuré parmi les cinq pays africains comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à cause des conflits et de la violence, et parmi les dix premiers au niveau mondial.

Pendant la majeure partie de cette période, le pays a été dirigé par Omar al-Bachir, qui a consolidé son pouvoir militaire, politique et territorial en exploitant, entre autres, les griefs et les tensions entre les différentes communautés. Cela a alimenté de fréquents épisodes de violence intercommunautaire qui ont provoqué des déplacements de population.³⁸

Dans la région du Darfour en particulier, cela a conduit à l'émergence et à l'expansion des Janjawids, un groupe armé soutenu par le gouvernement qui a perpétré des crimes à grande échelle et provoqué des

millions de déplacements.³⁹ L'ampleur de la violence avait incité la Cour pénale internationale à accuser al-Bachir de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.⁴⁰

Parallèlement à cette évolution politique, le Soudan et le Soudan du Sud se sont séparés en 2011 après des décennies de conflit. Le manque de données et de clarté quant au statut de nombreuses personnes de part et d'autre de la nouvelle frontière expliquent en partie la baisse du nombre de personnes déplacées entre 2010 et 2011. Le Soudan continuait cependant d'abriter la plus grande population vivant en situation de déplacement interne d'Afrique, avec 2,2 millions de personnes à la fin de 2011, dont 1,9 million au Darfour.⁴¹

Dans les années qui ont suivi, les personnes déplacées ont eu des difficultés à accéder aux services de base, aux marchés et aux moyens de subsistance, ainsi qu'à exercer leurs droits fonciers et de propriété.⁴² La situation s'est détériorée en 2018 lorsqu'une crise économique a encore perturbé les services publics et l'activité agricole, entraînant une hausse significative des prix des denrées alimentaires de base.⁴³ Cette situation a déclenché des manifestations dans tout le pays, qui ont abouti à la chute d'al-Bachir et à la mise en place d'un gouvernement de transition civilo-militaire.⁴⁴

Cette situation a poussé plusieurs groupes armés non étatiques à participer à des négociations visant à instaurer une paix et une stabilité durables, qui ont abouti à la signature de l'accord de paix de Juba en octobre 2020.⁴⁵ Cet accord a permis de réduire les combats entre les forces armées soudanaises et plusieurs groupes armés non étatiques. Cependant, certaines communautés se sont senties exclues du processus. La crainte de perdre le contrôle des terres et des ressources a entraîné des tensions et des violences en 2021, en particulier au Darfour.⁴⁶

Le retrait de l'opération hybride des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) en juin de la même année a

exacerbé un vide sécuritaire qui a laissé les civils, y compris les personnes déplacées, largement sans protection. Les villages et les sites de déplacement ont été attaqués et incendiés, en particulier dans le Darfour du Nord et Occidental où les terres étaient contestées.⁴⁷

La situation politique s'est considérablement détériorée en octobre 2021 après la prise de contrôle du gouvernement par l'armée.⁴⁸ La montée de la violence a multiplié par plus de cinq le nombre de déplacements internes par rapport à l'année précédente, et le nombre de personnes déplacées a augmenté de près de 900 000 pour atteindre 3,2 millions à la fin de l'année.

Des désaccords, notamment sur la réforme du secteur de la sécurité entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces paramilitaires de soutien rapide (RSF), issues des Janjawids, ont conduit à des tensions croissantes en 2022. Ces tensions ont atteint un point critique le 15 avril 2023, lorsqu'un conflit a éclaté entre les deux parties.⁴⁹

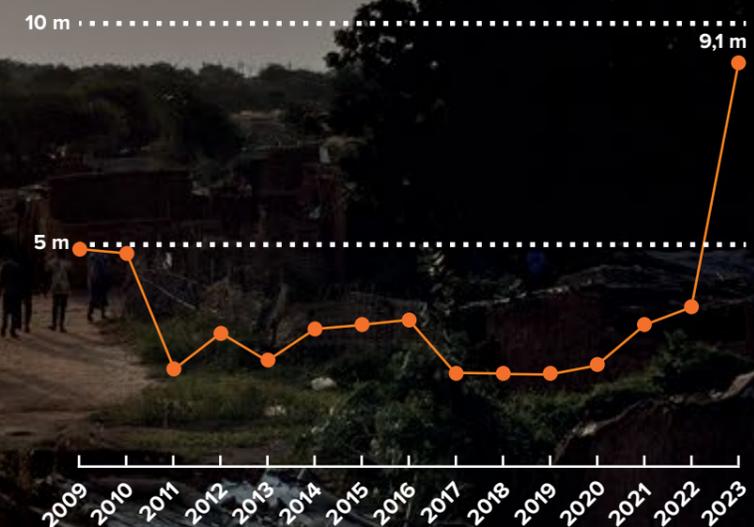
Près des deux tiers des déplacements internes enregistrés en 2023 provenaient de l'État de Khartoum, mais le conflit s'est progressivement étendu à d'autres grandes villes et a pris une ampleur nationale. La destruction d'infrastructures essentielles concentrées dans les centres urbains a eu des répercussions importantes sur l'accès des personnes déplacées aux services de base et aux moyens de subsistance.⁵⁰

Au-delà de Khartoum, le Darfour du Sud et du Nord ont été les principaux États d'origine et de destination des personnes déplacées.⁵¹ Parmi les 1,9 million de mouvements enregistrés dans la région du Darfour au cours de l'année, beaucoup concernaient des personnes qui vivaient déjà dans une situation de déplacement prolongé et qui étaient confrontées à des vulnérabilités importantes. Les camps accueillant des personnes déplacées ont subi des attaques à grande échelle de la part des forces de sécurité et d'autres groupes armés non étatiques, qui ont ciblé les civils selon leur appartenance communautaire.⁵²

La région du Darfour accueillait plus de la moitié des personnes déplacées au Soudan à la fin de l'année 2023



Nombre de personnes déplacées par conflit et violence au Soudan (2009-2023)



- 2011 : Séparation entre le Soudan et le Soudan du Sud
- 2019 : Fin du régime d'Omar al-Bachir
- 2020 : Adoption de l'Accord de Juba pour la paix au Soudan
Fin du mandat des forces de MINUAD
- 2021 : Prise de contrôle du gouvernement par les militaires
- 2023 : Nouvelle vague de conflit

Le camp d'Otash pour personnes déplacées dans l'État du Darfour du Sud, au Soudan. Avec 9,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays à la fin de l'année 2023, le Soudan est devenu la plus grande crise de déplacement interne au monde.

En détail: Somalie

Conflit, sécheresse et inondations se chevauchent et augmentent les déplacements vers les villes

La combinaison de conflit prolongé, sécheresses et inondations répétées a entraîné une augmentation des déplacements internes en Somalie depuis 2009. Le pays figure régulièrement parmi les dix pays qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées dans le monde et parmi les cinq pays en Afrique. Ces chiffres ont plus que doublé en 15 ans, passant de 1,5 million en 2009 à 3,9 millions en 2023, dans un pays qui compte moins de 20 millions d'habitants.⁵⁶ Au cours de cette période, les déplacements ont principalement eu lieu de la campagne vers la ville, entraînant d'importants changements démographiques et socio-économiques.⁵⁷

Les conflits et la violence, principalement associés aux attaques d'Al-Shabaab dans les zones rurales des régions sud et centre du pays, ont été les principaux déclencheurs des déplacements. Le nombre de mouvements a fluctué au fil des années, mais il a constamment augmenté depuis 2019 pour atteindre le chiffre record de 673 000 en 2023.⁵⁸

Certaines de ces violences ont été empirées par des sécheresses de plus en plus graves, notamment en 2011, 2017 et 2022. Celles-ci ont réduit la résilience des communautés rurales et augmenté la compétition pour les terres et les ressources naturelles.⁵⁹ Les inondations saisonnières ajoutent à la complexité de la situation et, bien qu'elles soient susceptibles de contrebalancer les effets d'une saison des pluies ratée, ce n'est souvent pas le cas. La sécheresse endommage la végétation, ce qui réduit la capacité d'absorption des sols, augmentant le risque que de fortes pluies mènent à des inondations sans pour autant réapprovisionner les nappes phréatiques.⁶⁰

Depuis 2017, les sécheresses et les inondations ont déclenché plus de déplacements que les conflits et la violence, et elles touchent souvent les mêmes lieux et les

mêmes communautés. L'interaction de ces facteurs est complexe, mais le déplacement interne et l'insécurité alimentaire ont été parmi les principaux résultats, accentuant les vulnérabilités et les besoins des communautés déplacées et non déplacées.⁶¹

La situation des agropasteurs est particulièrement préoccupante, car leurs moyens de subsistance ont été gravement compromis par la perte des récoltes, du bétail et des pâturages, ce qui les a contraints à se déplacer vers les zones urbaines à la recherche d'aide humanitaire.⁶²

Certaines personnes déplacées ont trouvé de nouveaux moyens de subsistance et un degré de protection dans les zones urbaines, mais les villes ne sont pas nécessairement des havres de paix pour beaucoup d'entre elles.⁶³ L'exode rurale a contribué à l'expansion urbaine informelle, ce qui risque d'aggraver la marginalisation et les inégalités qui sont à l'origine de certains conflits. Les femmes et les enfants, qui représentent au moins deux tiers des personnes déplacées en Somalie, sont confrontés à des problèmes de protection particuliers, notamment à la violence sexiste.⁶⁴ Les villes n'ont pas non plus été épargnées par les attaques d'Al-Shabaab.

Souvent dépourvues de régime foncier formel et de la protection de leurs clans, de nombreuses personnes déplacées ont été expulsées de leur logement ou victimes de harcèlement et d'autres formes de violence, ce qui les a obligées à se déplacer à nouveau.⁶⁵ Les évictions ont atteint un pic en 2017 après un afflux important de personnes fuyant le conflit et la violence ainsi qu'une grave sécheresse, principalement vers Mogadiscio. Des efforts coordonnés de prévention, un moratoire sur les évictions et la formalisation des contrats de bail dans les sites de déplacement ont depuis contribué à réduire l'ampleur du problème.⁶⁶

L'expansion urbaine informelle a également augmenté le risque de déplacement lié aux inondations. Vivant souvent dans des abris incapables de résister aux fortes pluies et aux inondations dans des zones où la gestion de l'eau n'est pas adéquate, de nombreuses personnes déplacées ont été forcées à fuir encore une fois au sein même des villes.⁶⁷ La ville de Beledweyne, dans la région de Hiraan, qui est sujette aux inondations, en est un bon exemple.

Près d'un tiers de tous les déplacements liés aux saisons des pluies *Deyr* et *Gu* à Beledweyne en 2023 concernaient des personnes déplacées forcées de fuir à nouveau.⁶⁸

L'intégration locale a été difficile pour de nombreux éleveurs pastoraux, qui doivent adapter leurs compétences à leur nouvel environnement urbain. La planification et le financement du développement étant limités, la dépendance à l'aide humanitaire est une réelle préoccupation.⁶⁹ Le déplacement de ces communautés rurales vers les zones urbaines a également miné la production agricole, aggravant l'insécurité alimentaire.⁷⁰ Étant donné que la population urbaine surpassera la population rurale d'ici 2026 en Somalie, et que le secteur agricole représente 70 % du PIB du pays, le déplacement interne risque d'avoir des effets à long terme sur le développement socio-économique.⁷¹

Briser le cycle

De nombreuses initiatives ont été mises en place ces dernières années dans le but de prévenir, de répondre et de résoudre le déplacement interne en Somalie. Le pays a ratifié la Convention de Kampala en 2019, une étape importante pour orienter les programmes visant à trouver une solution à cette problématique.⁷² Une Unité de solutions durables a également été créée au sein du ministère de la Planification, des Investissements et du Développement économique (MPIED) la même année, et dans le cadre de celle-ci, un Secrétariat des solutions durables.⁷³

Le plan de développement national 2020-2024 reconnaît les niveaux élevés de pauvreté et de vulnérabilité auxquels sont confrontées les personnes déplacées, et comprend des éléments visant à répondre à leurs besoins. Le gouvernement a également élaboré une stratégie nationale de solutions durables pour la même période.⁷⁴

Le MPIED dirige l'Enquête sur les progrès des solutions durables, qui a débuté en 2024, en coordination avec les autorités fédérales et locales, l'OIM-DTM et le Consortium Danwadaag.⁷⁵ L'enquête, menée dans les centres urbains qui accueillent la plupart des déplacés internes du pays, mesure les progrès vers des solutions au niveau des quartiers en comparant

les besoins des déplacés internes et des communautés d'accueil afin d'informer les interventions gouvernementales.

Les acteurs locaux ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration de programmes visant à améliorer les moyens de subsistance des personnes déplacées et à remédier aux vulnérabilités liées au déplacement. À Mogadiscio, l'autorité régionale de Banadir a travaillé avec les Nations unies et le secteur privé pour créer une unité de solutions durables qui soutient la création d'emplois et l'entreprenariat.⁷⁶

La production de données complètes et actualisées sur les déplacements joue un rôle clé dans l'élaboration de ces initiatives. Le Groupe de travail sur le déplacement interne a établi une base de données beaucoup plus précise sur la dynamique des déplacements en produisant des données plus harmonisées, interopérables et désagrégées qui informent les réponses politiques et opérationnelles.⁷⁷ Ces données sustentent également la modélisation émergente des déplacements liés à la sécheresse afin d'informer les mesures préventives et les actions d'anticipation.⁷⁸

Des discussions ont eu lieu sur la création d'un système statistique national sur le déplacement interne au sein du Bureau national des statistiques. Soutenu par plusieurs partenaires internationaux, dont le Joint IDP Profiling Service, le système suivrait les Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux déplacés (IRIS), proposées par le Groupe d'experts sur les réfugiés, les personnes déplacées et les apatrides (EGRIS).⁷⁹ Cette initiative permettrait au gouvernement de mieux s'approprier du système de données sur le déplacement, ce qui contribuerait à structurer les mesures de prévention, de réponse et de solutions durables.

Le site de déplacement de Ladan dans la région de Dolow, en Somalie. Le nombre de personnes vivant en déplacement interne dans le pays a plus que doublé en 15 ans, passant de 1,5 million en 2009 à 3,9 millions en 2023.

Afrique centrale



L'Afrique centrale abrite une des plus larges populations déplacées du continent, soit 9,1 millions de personnes à la fin de l'année 2023, le chiffre le plus élevé pour la sous-région au cours des 15 dernières années. La majorité d'entre elles ont été déplacées par les conflits et la violence, en particulier dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo (RDC) (voir « En détail », p.29).

Le bassin du lac Tchad est une autre zone de conflit où de nombreux mouvements, nouveaux et répétés, ont été enregistrés dans et entre la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, la province du Lac au Tchad, la région de Diffa au Niger et l'État de Borno au Nigeria (pour plus d'informations sur le Niger et le Nigeria, voir l'aperçu de l'Afrique de l'Ouest, p.31).

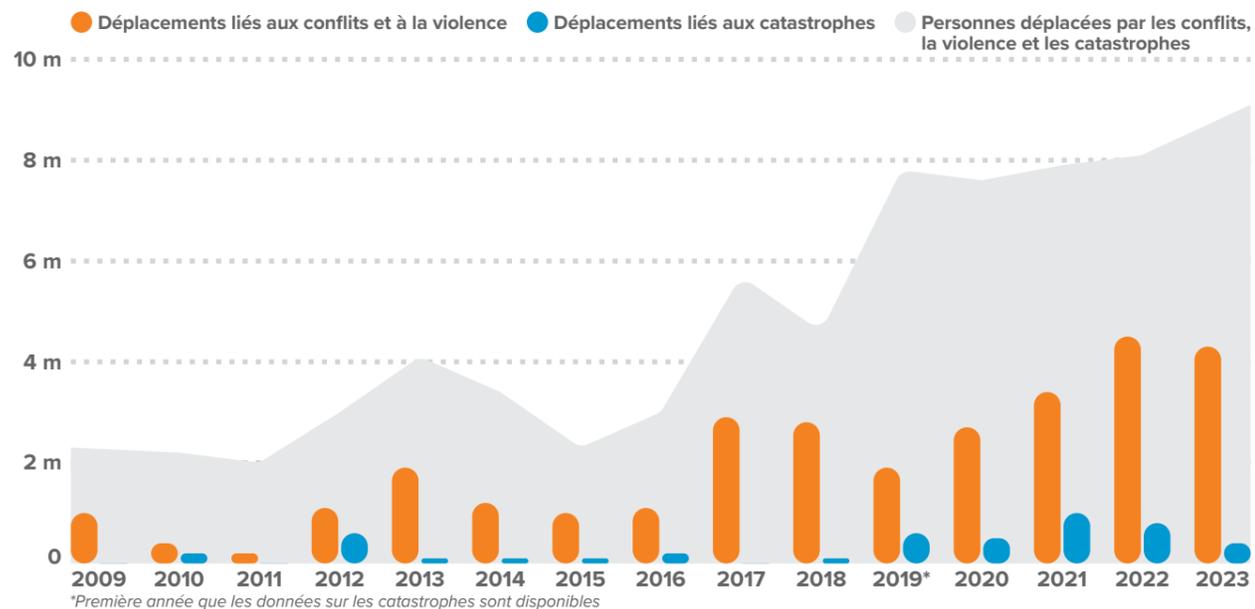
Même dans les pays où le nombre de mouvements a diminué ces dernières années, comme le Cameroun et la République centrafricaine (RCA), le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de conflits et de violences est resté élevé, ce qui témoigne des difficultés inhérentes à la recherche de solutions durables.

Les inondations ont provoqué plus des trois quarts des 4,7 millions de déplacements liés à des catastrophes enregistrés dans la sous-région entre 2009 et 2023. La RDC et le Tchad ont été les plus touchés, mais aucun pays n'a été épargné. Une éruption du Mont Nyiragongo en RDC en 2021 a également déclenché près de 600 000 mouvements. Cette éruption et d'autres catastrophes ont forcé certaines personnes qui avaient déjà fui les conflits et la violence à se déplacer à nouveau.

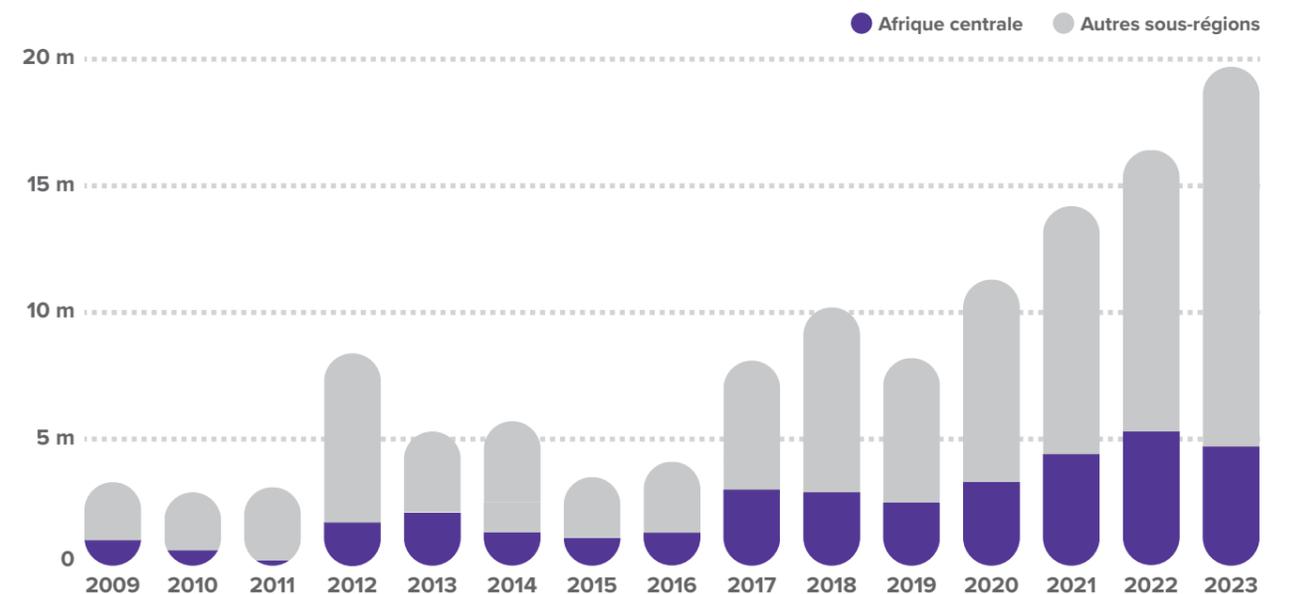


Une jeune fille traverse un camp de personnes déplacées dans la préfecture de Ouaka, en République centrafricaine. Le nombre de personnes déplacées en Afrique centrale a plus que doublé au cours de la dernière décennie, et celles-ci rencontrent des difficultés persistantes pour trouver des solutions durables.
© UNICEF/UN0239504/Gilbertson VII Photo

Déplacements internes dus aux conflits, à la violence et aux catastrophes, et nombre total de personnes déplacées en Afrique centrale (2009-2023)



Part des déplacements internes en Afrique centrale par rapport au total continental (2009-2023)



Conflits et violence

La **RDC** a enregistré le plus grand nombre cumulé de déplacements internes en Afrique et dans le monde au cours des 15 dernières années, mais il est difficile de déterminer l'ampleur réelle du phénomène. Les données disponibles montrent une tendance à la hausse, principalement liée à la persistance des conflits dans les provinces orientales de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Les tensions entre les chefs locaux et le gouvernement central ont également dégénéré en conflit dans la région du Grand Kasai en 2016-2017. Plus de 488 000 déplacements ont été enregistrés en 2017, portant le nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence dans le pays à 2,2 millions à la fin de l'année.⁸⁰

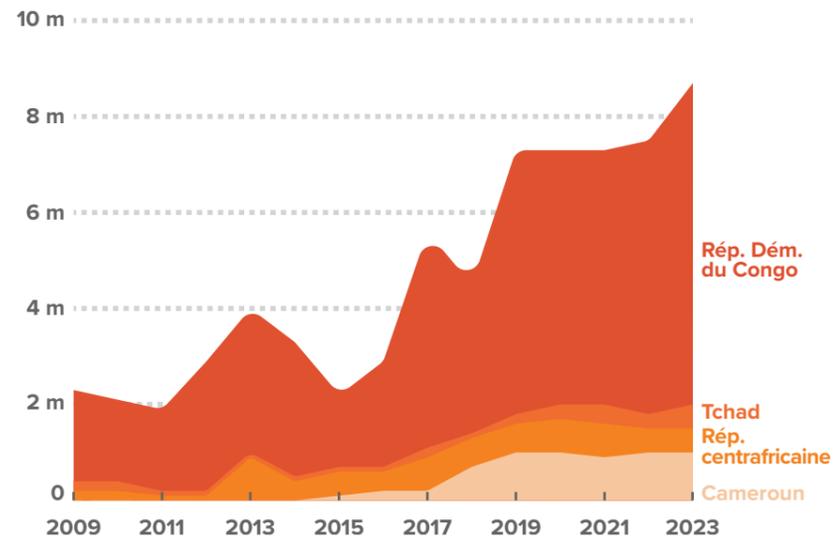
Depuis, le conflit s'est apaisé et certaines personnes déplacées ont pu retourner chez elles, mais beaucoup ont été confrontées à l'insécurité alimentaire et à des difficultés pour retrouver leurs moyens de subsistance.⁸¹ L'absence de données détaillées sur leurs conditions empêche de comprendre dans quelle mesure elles ont pu atteindre des solutions durables à leur déplacement.

L'insécurité alimentaire s'est accrue dans tout le pays, en particulier dans les provinces orientales.⁸² Des épidémies d'Ebola, de rougeole et de choléra ont également eu lieu, affectant parfois les personnes déplacées, qui ont un accès limité aux soins de santé.⁸³

Le **Cameroun** avait, à la fin de 2023, le deuxième plus grand nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence de la sous-région, soit plus d'un million, dont 422 000 dans la région de l'Extrême-Nord. Les attaques de Boko Haram, qui ont commencé en 2014, ont déclenché la plupart des mouvements. Les populations ont été contraintes de fuir à plusieurs reprises, tant à l'intérieur du pays qu'au Nigeria et au Tchad. Les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga, situés le long de la frontière avec le Nigeria, ont été les plus touchés en 2023.⁸⁴

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont aussi été impactées, en particulier depuis 2016 lorsque la minorité anglophone a manifesté contre la discrimination et la marginalisation et qu'un conflit s'est ensuivi.

Personnes déplacées par les conflits et la violence dans les pays les plus touchés en Afrique centrale (2009-2023)



Des groupes armés non étatiques (GANE) réclamant l'indépendance ont commencé à combattre l'armée, ce qui a provoqué d'importants déplacements, notamment en 2018.⁸⁵ De nombreuses personnes déplacées ont cherché refuge dans les régions de l'Ouest et du Littoral.⁸⁶

L'éducation, qui est au cœur du conflit, a été perturbée tant pour les enfants déplacés que les non-déplacés au vu de l'interdiction des GANE de réouvrir les écoles formelles qui utilisaient des curriculums en français. Certaines ont été incendiées, tandis que d'autres ont subi des menaces si elles ne respectaient pas l'interdiction.⁸⁷

La région du Nord-Ouest comptait 114 000 personnes déplacées à la fin de l'année 2023, la région du Sud-Ouest 169 000, la région de l'Ouest 189 000 et la région du Littoral 80 000. Il reste difficile d'établir exactement combien d'entre elles ont été déplacées pour des raisons autres que ce conflit. Les besoins des personnes déplacées n'ont pas été pris en compte dans toutes les régions touchées, ce qui fait du Cameroun l'une des crises de déplacement les plus négligées au monde.⁸⁸

Les conflits et la violence ont également entraîné une forte augmentation du nombre de personnes déplacées au **Tchad**, qui est passé de 90 000 à la fin de 2018 à 452 000 à la fin de 2023. Environ la moitié d'entre elles

vivaient en déplacement prolongé dans la province du Lac, dans le bassin du lac Tchad à la frontière de l'État de Borno au Nigeria, et de la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, où Boko Haram et d'autres GANE sont actifs.⁸⁹

Les données sur les déplacements ne sont devenues disponibles pour la province du Lac qu'en 2019, lorsqu'environ 52 000 mouvements ont été enregistrés. Ce chiffre a atteint 92 000 en 2023, car les GANE ont continué à opérer à travers les frontières, menant des attaques, des enlèvements et des extorsions qui ont forcé des communautés entières à fuir, souvent à plusieurs reprises.⁹⁰ Les violences communautaires ont également déclenché des déplacements dans la province, en raison d'un ensemble complexe de facteurs, notamment la compétition pour les ressources naturelles et la vulnérabilité socio-économique.⁹¹

D'autres provinces du centre et du sud du Tchad ont également été de plus en plus touchées par des violences communautaires, principalement entre éleveurs et agriculteurs, ce qui a forcé les gens à fuir.⁹²

La réponse humanitaire à la situation de déplacement au Tchad a été compliquée par le conflit et la violence dans la région du Darfour au Soudan, qui ont entraîné un afflux important de réfugiés au fil des années. Le conflit qui a éclaté au Soudan en avril 2023 a également incité environ 136 000 réfugiés tchadiens à rentrer du Soudan, mais ils sont retournés à une situation de déplacement interne.⁹³

En **République centrafricaine (RCA)**, les déplacements liés au conflit ont fortement augmenté en 2013, lorsqu'un GANE connu sous le nom de Séléka a renversé le président en mars. Une coalition de GANE nommée anti-balaka s'est formée pour combattre la Séléka, déclenchant un cycle d'attaques et de représailles.⁹⁴ Environ 935 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année 2013, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays. Celui-ci s'explique en partie par les combats qui ont eu lieu dans la capitale, Bangui, où plus de 512 000 personnes ont été déplacées.⁹⁵ En conséquence, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisa-



Deux femmes vont vendre du bois au marché de la région de l'Extrême-Nord, au Cameroun. Avec plus d'un million de personnes déplacées par les conflits et la violence à la fin de 2023, le Cameroun est le deuxième pays d'Afrique centrale ayant le plus grand nombre de personnes déplacées.

tion en République centrafricaine (MINUSCA) a été déployée depuis 2014 pour aider le gouvernement à améliorer la sécurité.⁹⁶

Le conflit et les déplacements se sont toutefois poursuivis et, malgré un accord de paix facilité par l'Union africaine en février 2019, la situation sécuritaire s'est détériorée à la fin de l'année 2020 lorsque des violences électorales ont éclaté. Cette situation a été aggravée par l'émergence d'une nouvelle alliance de GANE, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), qui réunit plusieurs signataires de l'accord de paix de 2019.⁹⁷ Le groupe s'est affronté aux forces gouvernementales et ses partenaires internationaux, ce qui a entraîné une augmentation significative des déplacements, en particulier en 2021.⁹⁸

Des retours, y compris de l'étranger, ont eu lieu, mais compte tenu de l'insécurité persistante, nombre d'entre eux n'ont pas été durables.⁹⁹ Même dans les régions relativement sûres du pays, les villages manquent

souvent d'infrastructures de base et d'opportunités économiques à long terme. De nombreuses maisons ont également été endommagées, détruites ou occupées, ce qui empêche les retournés de retrouver leurs moyens de subsistance.¹⁰⁰ À la fin de l'année 2023, environ 512 000 personnes étaient encore déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence.

D'autres déplacements ont également eu lieu dans la sous-région au cours des 15 dernières années, bien qu'à une moindre échelle. En République du Congo, un GANE connu sous le nom de Ninja est réapparu dans le département du Pool en 2016 et a mené des attaques contre les infrastructures gouvernementales et les forces de sécurité. Le conflit s'est intensifié en 2017 après une élection contestée, laissant environ 108 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays à la fin de l'année.¹⁰¹ Toutes les personnes déplacées ont trouvé une solution au cours des années suivantes.¹⁰²



*Un petit ballon fait à la main dans la province de Makamba, au Burundi. Depuis 2015, le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne a progressivement diminué, car certaines personnes ont pu rentrer chez elles.
© UNICEF/UNI201440/Nijimbere*

Avant que la violence politique n'éclate au Burundi en 2015, le pays comptait plus de 77 000 personnes déplacées, dont la plupart avaient fui durant la guerre civile de 1993 à 2005.¹⁰³ La violence, nourrie par des griefs concernant la réélection pour un troisième mandat du président de l'époque, Pierre Nkurunziza, a laissé 99 000 personnes déplacées à la fin de l'année 2015.¹⁰⁴ La plupart d'entre elles ont depuis pu rentrer chez elles, ramenant le chiffre à 8 000 à la fin de 2023, dont la moitié se trouvaient dans les villes de Bujumbura Mairie et Muyinga.¹⁰⁵



Des enfants déplacés jouent dans le site de déplacement de Rhoé, dans la province d'Ituri, en RDC. Le pays a enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Afrique et dans le monde au cours des 15 dernières années, principalement en raison de la persistance du conflit dans les provinces orientales. © UNICEF/UNI443384/Benekire

Catastrophes

Les catastrophes, en particulier les inondations, ont provoqué 4,7 millions de déplacements internes en Afrique centrale entre 2009 et 2023, la **RDC** représentant plus de la moitié du total. La capitale, Kinshasa, abrite des millions de personnes vulnérables vivant dans des quartiers informels, dont certaines sont forcées de fuir lorsque le fleuve Congo sort de son lit. C'est ce qui s'est produit en 2015 et en 2022, lorsque les inondations ont provoqué 104 000 et 200 000 déplacements, respectivement.¹⁰⁶

D'importants déplacements liés aux inondations ont également été enregistrés dans la région des Grands Lacs, en particulier autour du lac Tanganyika, où la déforestation sur les rives du lac et l'urbanisation rapide, y compris la croissance des établissements informels liée à l'arrivée de personnes fuyant les conflits, ont augmenté l'exposition et la vulnérabilité des populations aux inondations et aux glissements de terrain.¹⁰⁷ Plusieurs territoires, dont la ville d'Uvira au Sud-Kivu, ont été inondés au cours d'une saison des pluies particulièrement intense aggravée par El Niño en 2020, ce qui a provoqué environ 176 000 déplacements.¹⁰⁸

De plus, 217 000 personnes ont été déplacées par les inondations dans la province de Tanganyika au cours du premier semestre 2021.¹⁰⁹ En outre, 36 000 personnes ont été déplacées au **Burundi** lorsque la capitale économique, Bujumbura, et ses environs ont été inondés en mai.¹¹⁰

L'éruption du Mont Nyiragongo en **RDC** en mai 2021 a été l'évènement déclenchant le plus grand nombre de déplacements internes liés aux catastrophes en Afrique centrale dans les derniers 15 ans, et a forcé de nombreuses personnes déplacées par le conflit et la violence de fuir à nouveau. Le volcan a détruit plus de 4 000 maisons et provoqué près de 600 000 déplacements, principalement à Goma, la capitale du Nord-Kivu. Les évacuations menées par le gouvernement ont représenté environ deux tiers du total.¹¹¹ Cet évènement a déclenché le plus grand nombre de déplacements associés à des éruptions volcaniques au niveau mondial depuis que les données sont disponibles en 2008, et le plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes en Afrique en 2021.

Les effets combinés du conflit et des catastrophes ont été particulièrement graves dans le Nord-Kivu. Ils ont compliqué la réponse à la pandémie de Covid-19 et aux épidémies d'Ebola, et ont aggravé les niveaux déjà élevés d'insécurité alimentaire dans la province.¹¹²

Le **Tchad** est le deuxième pays le plus touché par les déplacements liés aux inondations en Afrique centrale. L'évènement le plus important a eu lieu en 2012, lorsqu'une saison des pluies intense a fait sortir plusieurs rivières de leur lit, provoquant environ 500 000 déplacements. Le centre, l'est et le sud du pays ont été inondés, y compris de vastes zones au sud de la capitale, N'Djamena, qui est traversée par le fleuve Chari. Les inondations ont détruit environ 96 000 maisons et des centaines de milliers d'hectares de terres



Un marché inondé dans la région de N'Djamena, au Tchad. Le pays est le deuxième en Afrique centrale à être le plus touché par les inondations.
© UNOCHA/Pierre Peron

cultivées, aggravant l'insécurité alimentaire. Elles ont également entravé l'accès humanitaire à des milliers de personnes déjà déplacées par le conflit et la violence.¹¹³

Les fortes pluies ont rompu les digues et provoqué de nouvelles inondations importantes dix ans plus tard, entraînant 158 000 déplacements et incitant le gouvernement à déclarer l'état d'urgence.¹¹⁴ Les fleuves Chari et Logone sont sortis de leur lit, inondant un quart de N'Djamena.¹¹⁵ Près de 57 000 maisons ont été détruites et les autorités locales ont hébergé les personnes déplacées sur 20 sites.¹¹⁶ Cependant, nombre d'entre eux étaient surpeuplés, ce qui a conduit au développement d'établissements informels dans les zones inondables.¹¹⁷

D'autres pays d'Afrique centrale ont enregistré des pics de déplacements liés aux inondations lors de saisons des pluies particulièrement abondantes, souvent associées au phénomène El Niño. Ce fut le cas en 2019 en **RCA** et dans les départements de la Cuvette, de la Likouala, des Plateaux et de la Sangha en **République du Congo**.¹¹⁸

Déplacements par type d'aléa en Afrique centrale

80 %
Inondations



13 %
Éruptions volcaniques



6 %
Tempêtes



1 %
Autres

En détail: République démocratique du Congo

Les provinces de l'est, un épicode de conflit et déplacement interne

La République démocratique du Congo (RDC) a été le pays le plus touché par les déplacements internes liés aux conflits et à la violence en Afrique au cours des quinze dernières années et l'un des plus touchés au niveau mondial. Environ 6,7 millions de personnes étaient déplacées à la fin de l'année 2023 en raison des conflits et de la violence, dont 5,1 millions dans les provinces orientales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Leurs conditions de vie sont de plus en plus difficiles, et l'absence de paix et de sécurité limite leurs chances de trouver des solutions.

Le nombre de personnes déplacées a plus que triplé en 15 ans et les déplacements sont de plus en plus répétés et prolongés, aggravant ainsi l'une des crises humanitaires les plus complexes au monde. Les défis sont considérables, et les lacunes persistantes en matière de données rendent difficile la consolidation d'une base de référence solide sur la portée et l'ampleur du phénomène.

Une vulnérabilité socio-économique de longue date, associée à des tensions communautaires, a conduit à l'émergence et à la consolidation de plus de 120 groupes armés non étatiques dans l'est de la RDC, dont le Mouvement du 23 mars (M23), les Forces démocratiques alliées (ADF) et la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO). Ces groupes se sont battus entre eux, avec les forces gouvernementales (FARDC), la mission de stabilisation des Nations unies en RDC (MONUSCO) et les forces régionales des communautés économiques régionales d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.¹¹⁹

Au cours des quinze dernières années, la plupart des déplacements ont été signalés dans le **Nord-Kivu**, où le M23 a été le plus actif. Le groupe s'est brièvement emparé de la capitale provinciale de Goma en 2012, forçant 140 000 personnes à fuir en une semaine.¹²⁰ Les FARDC et MONUSCO ont repris la ville peu après, et un accord de paix a été suivi par la démobilisation des combattants du M23.¹²¹

La situation est toutefois restée fragile et d'autres événements locaux ont continué à provoquer des déplacements.¹²² Les difficultés liées au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, associées à des intérêts économiques et miniers, ont contribué à la réapparition du M23 en 2021 et à une augmentation significative de la violence et des déplacements, plus récemment dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru.¹²³

La situation de déplacement au Nord-Kivu a attiré le plus d'attention, tandis que celles en Ituri et au Sud-Kivu ont été largement négligées, malgré leur gravité comparable.¹²⁴

Après avoir été en proie à un conflit entre 1999 et 2007, l'**Ituri** a connu une paix et une stabilité relatives pendant une décennie, mais les violences communautaires ont repris en décembre 2017 dans un contexte de crise politique nationale.¹²⁵ La violence et l'insécurité ont entravé l'accès aux champs et aux marchés, nuisant aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire de millions de personnes dans une province où près de 70 % de la population dépend de la vente de produits agricoles comme principale source de revenus.¹²⁶

La réapparition et l'expansion du M23 en 2021 et 2022 ont entraîné le déplacement des forces gouvernementales de l'Ituri vers le Nord-Kivu, laissant un vide sécuritaire dont les ADF et d'autres groupes armés non étatiques ont profité pour intensifier leurs attaques, ce qui a provoqué de nouveaux déplacements et accru les besoins humanitaires des personnes déplacées.¹²⁷

Le **Sud-Kivu** a également été le théâtre de violences communautaires et de conflits armés. En 2019, par exemple, 401 000

déplacements ont été signalés après une montée de la violence, principalement dans les territoires de Mwenga et de Fizi.¹²⁸ Les personnes fuyant les violences au Nord-Kivu se sont déplacées vers le Sud-Kivu au fil des années, exerçant une pression sur les communautés d'accueil déjà vulnérables et aggravant les besoins des communautés déplacées et non déplacées.¹²⁹

Les contraintes d'accès et le manque de données interopérables font en sorte qu'il est difficile de dresser un tableau complet des tendances à long terme des déplacements internes en RDC, mais il est clair que le phénomène s'est accru au cours des cinq dernières années. Des millions de mouvements ont été enregistrés chaque année, dont un grand nombre de personnes déjà déplacées qui ont été forcées de fuir à nouveau.

Beaucoup ont recours à des mouvements pendulaires à court terme et sur de courtes distances comme stratégie initiale de survie, passant de leur lieu d'origine à leur lieu de refuge à la recherche de sécurité et d'aide humanitaire sans abandonner leur terre.¹³⁰ Cependant, avec la persistance du conflit et de l'insécurité, l'épuisement des ressources finit par contraindre les personnes déplacées et les communautés d'accueil à abandonner leurs moyens de subsistance agricoles et à se diriger vers les villes. De nombreuses personnes déplacées ont ainsi cherché refuge à Goma, où se concentre la majeure partie de l'aide humanitaire, ce qui met à l'épreuve les ressources déjà limitées de la ville.¹³¹

D'autres personnes déplacées sont dispersées dans de vastes zones rurales où les agences humanitaires ont du mal à accéder en raison de leur isolement, des restrictions de mouvement, et des dommages causés aux routes par les attaques et les inondations.¹³² Il est donc difficile de faire un suivi systématique des déplacements, ce qui laisse d'importantes lacunes en matière d'information pour orienter la réponse. Plus de 80 % des personnes déplacées dans les provinces orientales n'avaient pas accès à l'aide humanitaire en 2023, et cette proportion atteignait 90 % dans le Nord-Kivu.¹³³

Plus de 3/4 des personnes déplacées par le conflit en RDC vivent dans les provinces de l'Est



Sources: Global Administrative Areas dataset, UN Geospatial



Une femme déplacée dans le site de déplacement de Lushagala, dans la province du Nord-Kivu, en RDC. À travers le pays, le nombre de personnes déplacées a plus que triplé en 15 ans.
© UNICEF/UNI480903/Vigné

Afrique de l'Ouest



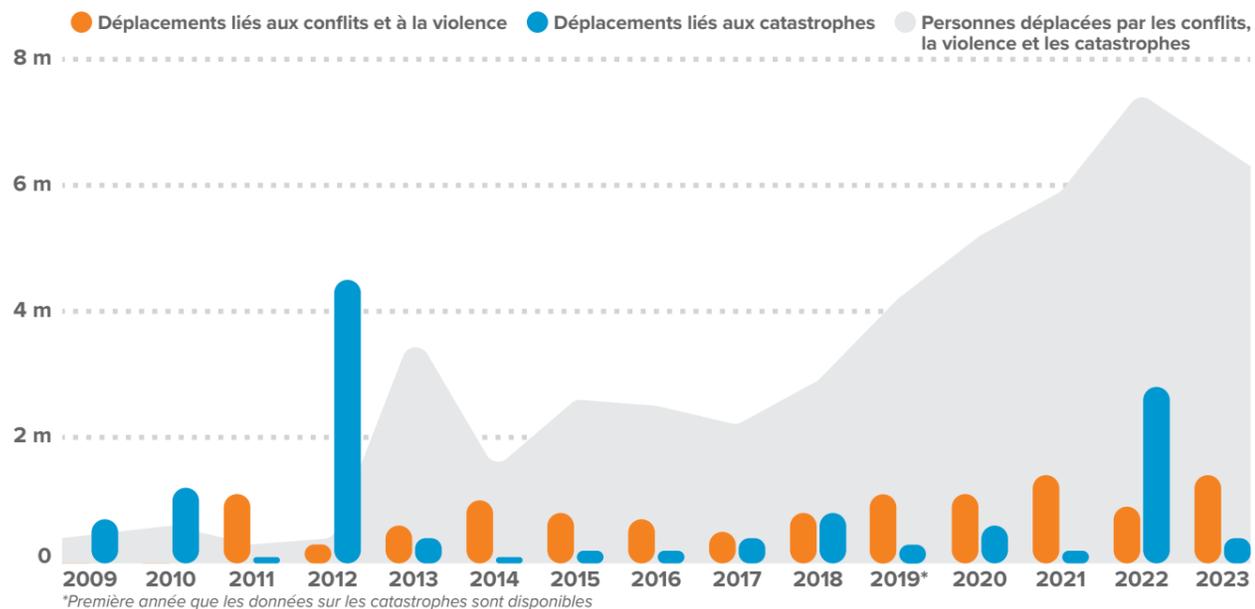
Environ **24,3 millions de déplacements internes ont été enregistrés en Afrique de l'Ouest entre 2009 et 2023**. Les conflits et la violence ont été à l'origine de 11,6 millions d'entre eux, dont la plupart ont été associés à Boko Haram dans le nord-est du Nigeria. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dans le Sahel central, ont également enregistré des chiffres importants. Le Burkina Faso est l'un des pays du continent où les déplacements internes ont augmenté le plus rapidement depuis que le conflit s'y est intensifié en 2018 (voir «En détail», p.39).

Les catastrophes, en particulier les inondations, ont provoqué 12,7 millions de déplacements. Le Nigeria a enregistré le chiffre le plus élevé avec 8,7 millions, dont les trois quarts ont été associés à deux saisons des pluies sévères en 2012 et 2022, devenant ainsi les plus grands événements de déplacement liés à des catastrophes en Afrique au cours des quinze dernières années (voir «En détail», p.37). Cependant, de nombreuses données sur les déplacements liés aux catastrophes restent manquantes dans la sous-région, ce qui rend les estimés conservateurs.

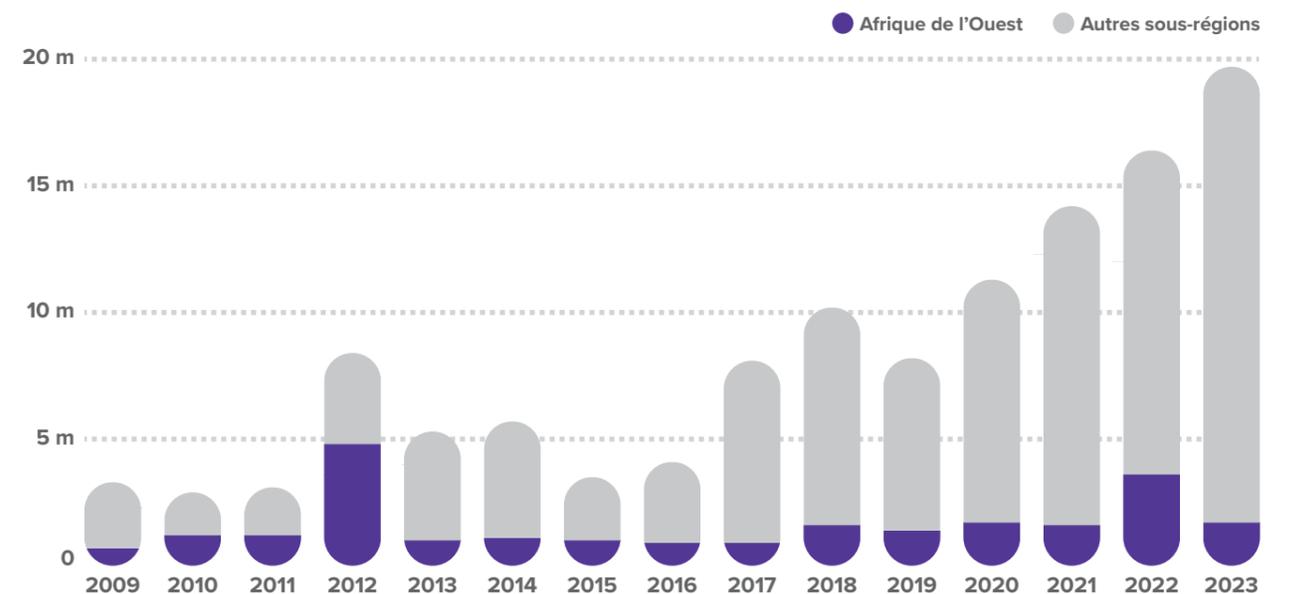


Une femme déplacée devant son abri dans la région de Diffa, au Niger. Depuis le début de l'année 2015, les attaques de Boko Haram et d'autres groupes armés non étatiques ont déplacé des communautés au Nigeria, puis, ces dernières années, au Niger. © IOM/Amanda Nero

Déplacements internes dus aux conflits, à la violence et aux catastrophes, et nombre total de personnes déplacées en Afrique de l'Ouest (2009-2023)



Part des déplacements internes en Afrique de l'Ouest par rapport au total continental (2009-2023)



Les conflits et la violence augmentent rapidement

Les déplacements internes liés aux conflits et à la violence sont un phénomène très contextuel, dont les causes, les tendances et les impacts varient considérablement, du bassin du lac Tchad au Sahel central, mais il existe tout de même certaines similitudes. La violence et les déplacements se sont produits dans des zones frontalières poreuses, où des groupes armés non étatiques (GANE), dont certains sont associés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, ont exploité les griefs locaux, notamment la marginalisation des communautés principalement rurales, pour recruter des jeunes ou les contraindre à rejoindre leurs rangs.¹³⁷

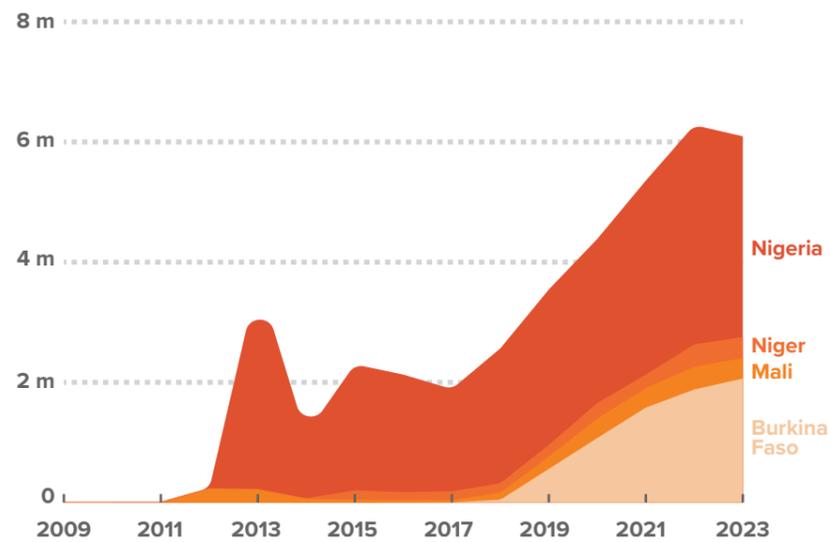
Différentes vagues de conflits et de violences ont entraîné parmi les plus importants mouvements de population d'Afrique, et la combinaison avec l'instabilité politique et le sous-développement continue de faire augmenter l'insécurité et de rendre les déplacements internes et transfrontaliers répétés et prolongés.¹³⁸ Les contraintes d'accès à l'aide humanitaire ont été importantes dans de nombreuses régions, entravant l'acheminement d'une aide indispensable ainsi que la collecte de données, ce qui rend les estimés de déplacements conservateurs.¹³⁹

Le **Nigeria** a été le plus touché, en particulier depuis 2012 lorsque Boko Haram, l'un des groupes armés non-étatiques (GANE) les plus importants du pays, a intensifié ses attaques contre les civils dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe.¹⁴⁰ La montée de la violence a entraîné une forte augmentation des déplacements en 2013 et encore plus en 2014, lorsque 975 000 mouvements ont été enregistrés, le chiffre le plus élevé de déplacements liés à un conflit jamais enregistré dans le pays.

Les déplacements se sont poursuivis au cours des années suivantes, bien qu'à une moindre échelle, et en l'absence de solutions durables, le nombre de personnes déplacées a continué d'augmenter. La destruction des maisons et l'insécurité dans les zones d'origine ont été parmi les principaux obstacles au retour des déplacés. L'accès limité aux services et à l'assistance dans les zones d'accueil est également resté un problème majeur.¹⁴¹

En 2018, les autorités de l'État de Borno ont lancé une stratégie de retour qui définit les

Personnes déplacées par les conflits et la violence dans les pays les plus touchés en Afrique de l'Ouest (2009-2023)



objectifs et les principes d'un retour digne et volontaire des personnes déplacées.¹⁴² Des initiatives visant à fermer les camps et à soutenir les retours ont démarré, mais certaines se sont déroulées dans un contexte d'insécurité persistante dans certaines zones, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la protection des personnes déplacées et à la durabilité de certains retours.¹⁴³

Une politique nationale sur les personnes déplacées internes, qui comprend des éléments visant à résoudre le problème des personnes déplacées par les conflits et la violence, a également été adoptée en 2021.¹⁴⁴ Cependant, à la fin de l'année 2023, 3,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne au Nigeria, dont plus de la moitié dans l'État de Borno.

Alors qu'il y a dix ans, la plupart des déplacements dans le pays étaient associés à des conflits, en particulier dans le nord-est, les affrontements entre éleveurs et agriculteurs sont devenus plus fréquents dans les États du nord-ouest et du centre-nord, où la violence criminelle a également augmenté. Ces deux types de violence ont déclenché à eux deux près des trois quarts des 291 000 déplacements enregistrés en 2023.¹⁴⁵

Boko Haram et d'autres GANE ont commencé à mener des attaques au **Niger** au début de l'année 2015, en particulier dans la région de Diffa. Les conflits fonciers, principale-

ment entre éleveurs et agriculteurs, ont également provoqué des déplacements, un problème aggravé par l'érosion des sols et la désertification.¹⁴⁶ Les déplacements se sont superposés à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux épidémies.¹⁴⁷ Environ 157 000 personnes vivaient en déplacement interne à Diffa à la fin de l'année 2023, soit près de la moitié du total national.

Des conflits entre éleveurs et agriculteurs ont également été signalés dans d'autres régions du pays, comme à Maradi, où la violence s'est propagée à partir du Nigeria, et les attaques des GANE ont forcé des personnes à fuir dans les régions de Tahoua et de Tillabéri, à la frontière avec le Mali et le Burkina Faso.¹⁴⁸

Les déplacements internes ont fortement augmenté au **Burkina Faso** depuis 2018, et la situation a été considérée comme la crise de déplacement la plus négligée au monde pour la deuxième année consécutive en 2023, quand au moins 707 000 mouvements ont été enregistrés et 2,1 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année (voir « En détail », p.39).¹⁴⁹ L'augmentation des attaques contre les civils a été l'un

des principaux facteurs de déplacement, en particulier dans les provinces du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. L'insécurité et le rétrécissement de l'espace humanitaire ont fait que de nombreuses personnes se sont déplacées à plusieurs reprises à la recherche de protection et d'assistance.¹⁵⁰

Une insurrection dans le nord du **Mali** s'est propagée en 2012.¹⁵¹ La recrudescence des conflits et des violences qui en a résulté a provoqué 227 000 déplacements internes cette année-là. Les GANE se sont regroupés dans le nord aride et se sont étendus jusqu'au centre fertile du pays, gagnant du terrain en recrutant des communautés d'éleveurs qui s'affrontaient également avec les agriculteurs au sujet des terres et des ressources.¹⁵²

Le gouvernement a signé un accord de paix avec un certain nombre de GANE en 2015, ce qui a permis de réduire les conflits et les déplacements entre 2014 et 2017.¹⁵³ Cependant, la mise en œuvre de l'accord a été lente et le conflit a repris en 2018, provoquant 126 000 déplacements, soit plus de trois fois plus que l'année précédente.

Les chiffres ont ensuite doublé en 2019 et sont restés élevés au cours des années suivantes. L'insécurité a augmenté dans un climat d'instabilité politique accentué par une prise de pouvoir militaire en mai 2021.¹⁵⁴ Les affrontements entre GANE ont provoqué d'importants déplacements, tout comme les violences intercommunautaires, notamment dans les régions de Tombouctou, Mopti et Gao.

Les troupes françaises et les forces de maintien de la paix de l'ONU se sont retirées du pays entre 2021 et 2023 à la demande du gouvernement, et les hostilités ont repris entre l'armée et les GANE signataires de l'accord de paix aujourd'hui désuet.¹⁵⁵ Environ 344 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne au Mali à la fin de l'année 2023.

Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les GANE ont profité de l'instabilité de la situation sécuritaire pour s'implanter et étendre leur influence, tandis que les interventions militaires nationales et internationales n'ont pas pleinement atteint leurs objectifs.¹⁵⁶ Après une prise de pouvoir militaire au Niger en 2023, les gouvernements des trois pays



Une femme déplacée et deux enfants dans une école de la région de Mopti, au Mali. L'insécurité et la violence persistantes ont provoqué d'importants déplacements de population dans tout le pays.

ont conclu un nouveau pacte militaire connu sous le nom d'Alliance des États du Sahel, et ont cherché d'autres soutiens étrangers pour leurs opérations militaires.¹⁵⁷

L'insécurité a progressivement gagné les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Togo et le Bénin, où environ 18 000 et 8 800 personnes respectivement vivaient en situation de déplacement en raison des conflits et de la violence à la fin de l'année 2023.¹⁵⁸ Le nombre de mouvements au **Togo** a considérablement augmenté depuis 2020, la plupart ayant lieu dans la région septentrionale des Savanes, où de nombreuses personnes déplacées n'ont pas pu retourner en raison de l'insécurité, y compris des munitions non explosées.¹⁵⁹

On craint de plus en plus que l'insécurité gagne également la Côte d'Ivoire, qui a accueilli un nombre croissant de personnes fuyant le Burkina Faso depuis 2021.¹⁶⁰ Conscient de la menace que représente l'expansion des GANE, le gouvernement a investi dans des programmes sécuritaires et socio-économiques dans ses zones frontalières du nord, notamment en faveur de l'inclusion sociale et de l'emploi des jeunes.¹⁶¹

Le pays a également connu des déplacements internes déclenchés par la violence politique liée à des élections contestées en

2010. Au plus fort de la crise en mars 2011, un million de personnes ont été déplacées, dont plus de 700 000 dans ou depuis la capitale, Abidjan, et 150 000 dans l'ouest du pays.¹⁶²

Les inondations sont à l'origine de la plupart des déplacements liés à des catastrophes

Environ 99 % des déplacements en Afrique de l'Ouest entre 2009 et 2023 ont été provoqués par des inondations, en particulier pendant la saison des pluies de la sous-région, qui s'étend de juin à septembre.¹⁶³ Ces déplacements ont eu lieu dans un contexte de croissance démographique rapide, d'expansion urbaine informelle et de planification inadéquate dans les villes situées le long des principaux bassins hydrographiques, ce qui accroît la vulnérabilité et l'exposition des populations aux inondations.¹⁶⁴ Les dernières études de la World Weather Attribution ont montré que l'augmentation des températures réduisait la période de retour des saisons des pluies intenses dans certaines de ces régions, notamment dans les bassins du lac Tchad et du fleuve Niger.¹⁶⁵

Le **Nigeria** illustre ces défis et a été le pays le plus touché par les déplacements liés aux inondations. Deux saisons des pluies exceptionnellement longues et sévères en 2012

et 2022 ont déclenché les plus importants déplacements de population en Afrique au cours des 15 dernières années (voir « En détail », p.37). Les camps de déplacés sont aussi parfois inondés, obligeant les personnes déplacées par les conflits et la violence à se déplacer à nouveau, comme cela s'est produit dans les États de Borno et d'Adamawa en 2019 et 2022.¹⁶⁶

Le **Niger** a également été durement touché par les inondations, enregistrant 2,2 millions de déplacements au cours des 15 dernières années. Les régions de Diffa, Maradi et Zinder ont été particulièrement affectées, mais des déplacements importants ont également été enregistrés dans la capitale, Niamey. Cela a incité le gouvernement à interdire la construction de maisons dans les zones inondables en 2017, mais la construction s'est poursuivie et les quartiers sont régulièrement inondés pendant la saison des pluies, ce qui déclenche des déplacements répétés.¹⁶⁷ Dans certaines régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua touchées par des conflits et de la violence, des personnes ont également été contraintes de fuir les inondations.¹⁶⁸

Le **Bénin** a enregistré le troisième plus grand nombre de déplacements liés aux inondations (397 000), dont plus des deux tiers ont été déclenchés en 2010 lorsque des précipitations exceptionnellement fortes ont fait

sortir plusieurs rivières de leur lit, notamment l'Ouémé, qui traverse le pays du nord au sud. Les deux tiers du pays ont été inondés et environ 55 000 maisons ont été endommagées. Les inondations ont également eu lieu à l'approche de la saison des récoltes, ce qui a gravement affecté la production agricole.¹⁶⁹

D'autres pays de la sous-région ont enregistré des chiffres nettement inférieurs, mais cela s'explique en partie par le fait que la collecte de données sur les impacts des catastrophes, y compris les déplacements, n'est pas systématique. Il est primordial de combler ces lacunes en matière de données, car l'Afrique de l'Ouest n'est pas épargnée par les effets des catastrophes et du changement climatique.¹⁷⁰

Les conséquences des inondations et des tempêtes sont parfois aggravées par d'autres facteurs, notamment l'érosion côtière, la déforestation des mangroves et l'urbanisation informelle. Cette situation est de plus en plus préoccupante pour les pays situés le long du golfe de Guinée, notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana, où de grandes parties de la côte reculent d'un à deux mètres par an.¹⁷¹ Des déplacements occasionnels ont été signalés dans des endroits tels que Saint Louis au Sénégal et Plantain Island en Sierra Leone, où des communautés ont été forcées de déménager parce que l'érosion côtière avait détruit leurs maisons.¹⁷²

D'autres aléas à évolution lente, tels que la sécheresse et la désertification, requièrent également un meilleur suivi, étant donné que certains éléments indiquent que la sécheresse modifie les moyens de subsistance des éleveurs dans des pays tels que le Mali et le Niger.¹⁷³ La sécheresse peut également nuire à la cohésion sociale et augmenter le risque de violence communautaire pour l'eau et d'autres ressources naturelles, en particulier dans le Sahel. Cependant, aucune donnée sur les déplacements n'est disponible.¹⁷⁴

Déplacements par type d'aléa en Afrique de l'Ouest

99 %
Inondations



1 %
Tempêtes



Un garçon marche sur des blocs de béton pour éviter les eaux de crue en quittant l'école primaire d'Avedji, dans le département de Mono, au Bénin. Le pays a enregistré 397 000 mouvements déclenchés par des catastrophes au cours des 15 dernières années.

© UNICEF/UNI96737/Asselin

En détail: Nigeria

Faire face au risque de déplacement lié aux inondations

Le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique. Il est situé au confluent des fleuves Niger et Bénoué, qui se jettent dans le golfe de Guinée à travers un vaste delta sur lequel se trouvent plusieurs grandes villes. La majeure partie du pays reçoit d'importantes précipitations pendant la saison des pluies, et les inondations dans les zones rurales et urbaines ne sont pas rares.¹⁷⁵ En conséquence, le Nigeria a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes en Afrique entre 2009 et 2023, avec 8,7 millions de mouvements, soit un cinquième du total continental.

Les inondations de 2012 et 2022 ont été particulièrement sévères. En 2012, la saison des pluies la plus dévastatrice de l'histoire du pays a entraîné des inondations généralisées qui ont provoqué 3,9 millions de déplacements, ce qui en a fait le plus grand événement de déplacement lié à des catastrophes en Afrique en 2012. Des zones fortement peuplées situées dans les basses terres le long des bassins du Niger et de la Bénoué ont été inondées, en particulier dans les États de Kogi, Bayelsa, Delta et Rivers.¹⁷⁶

Certains barrages ont été endommagés et d'autres risquaient de déborder. Les vannes ont dû être ouvertes pour libérer l'excédent d'eau, ce qui a entraîné de nouvelles inondations en aval. Les autorités camerounaises ont également dû libérer l'eau du barrage de Lagdo, en amont de la Bénoué, ce qui a entraîné de nouvelles inondations au Nigeria. Certaines des personnes déplacées avaient déjà fui la violence plus tôt dans l'année, et leur déplacement a accru leur vulnérabilité.¹⁷⁷

Le retour de nombreuses personnes déplacées a été entravé par le fait que leurs maisons avaient été gravement endommagées ou détruites. Sur les 686 000 maisons estimées avoir été détruites, presque toutes étaient des constructions traditionnelles en briques de terre, en bois ou en bambou.¹⁷⁸ Aucun camp officiel n'a été établi, laissant les personnes déplacées s'abriter dans des bâtiments publics surpeuplés tels que des écoles,

où la nourriture et les installations sanitaires et d'hygiène étaient jugées inadéquates.¹⁷⁹

Les inondations de 2022 ont provoqué plus de 2,4 millions de déplacements. L'État méridional de Bayelsa, dans le delta du Niger, a de nouveau été l'un des plus touchés, représentant la moitié du total, tandis que l'État voisin d'Anambra a enregistré plus de 500 000 mouvements. Le déversement des eaux excédentaires du barrage de Lagdo, au Cameroun, a de nouveau aggravé les impacts de la catastrophe. Les inondations ont également eu un effet dévastateur sur les moyens de subsistance agricoles, réduisant le rendement des cultures de 95 % des ménages dans les États les plus touchés.¹⁸⁰

Malgré les améliorations apportées aux systèmes d'alerte précoce et aux politiques de réduction des risques de catastrophe, seul un cinquième des ménages dans six des États les plus touchés étaient au courant des alertes gouvernementales et moins de 10 % ont été en mesure d'évacuer de manière préventive. Des camps d'urgence ont été mis en place, mais ils n'ont accueilli qu'environ 1,7 % des personnes déplacées. De plus, seulement 1,5 % des personnes touchées par les inondations ont reçu une aide du gouvernement.¹⁸¹

Environ un tiers des maisons détruites se trouvaient le long de la Bénoué dans les États orientaux d'Adamawa et de Taraba, qui comptent parmi les plus grands nombres de personnes déplacées du pays.¹⁸² La proportion de ménages déplacés dont les maisons ont été endommagées ou détruites a été plus élevée dans les zones rurales qu'urbaines, ce qui souligne leur vulnérabilité.¹⁸³

Des camps accueillant les personnes déplacées qui avaient fui le conflit et la violence dans l'État de Borno, au nord-est du pays, ont également été inondés, ce qui a contraint des milliers de personnes à un déplacement secondaire.¹⁸⁴ Environ 854 000 personnes étaient déplacées à la fin de l'année 2022 en raison des inondations, en attendant la reconstruction de leurs maisons.

L'expansion urbaine augmente le risque de déplacement dû aux inondations

La population du Nigeria a plus que doublé au cours des 30 dernières années pour atteindre environ 223,8 millions de personnes en 2023.¹⁸⁵ Cette croissance a contribué à une urbanisation rapide et

souvent non réglementée, qui a été un facteur majeur dans l'augmentation du risque de déplacement dû aux inondations. Si rien n'est fait, ce risque continuera d'augmenter puisque les projections affirment que 70 % de la population du pays vivra dans des zones urbaines d'ici 2050.¹⁸⁶

Les grandes villes situées dans les zones côtières et les principaux bassins fluviaux, notamment Lagos, Port Harcourt et Warri, abritent des millions de citoyens informels qui sont à risque d'être déplacés.¹⁸⁷ Nombre d'entre eux se sont déplacés à la suite de conflits, de catastrophes ou de l'absence d'opportunités économiques dans les zones rurales. Leur arrivée a exercé une pression sur les infrastructures urbaines, a contribué à une augmentation de la pauvreté urbaine, et a accru la vulnérabilité des populations aux catastrophes. Les plus pauvres sont souvent les premiers et les plus touchés par les conséquences des inondations, y compris le déplacement.¹⁸⁸ Leurs maisons sont trop souvent construites dans des zones inondables avec des matériaux incapables de résister aux impacts des inondations.¹⁸⁹

L'insuffisance des systèmes de gestion de l'eau a également accru le risque de déplacement dû aux inondations. Les infrastructures limitées dans les zones rurales et la gestion inadéquate des barrages ont laissé de vastes zones sujettes aux inondations. Plusieurs études ont souligné la nécessité d'améliorer ces systèmes, particulièrement le long de la Bénoué, étant donné qu'il est actuellement impossible de gérer l'excès d'eau qui s'écoule du Cameroun.¹⁹⁰

L'insuffisance des systèmes de drainage et de gestion des déchets est également un problème dans les zones urbaines, malgré plusieurs plans soulignant le besoin de les améliorer. Les déchets solides peuvent obstruer les égouts et aggraver les inondations, contaminer les sources d'eau et augmenter le risque de maladies liées à l'eau.¹⁹¹

Les inondations de 2012 et 2022 ont révélé des défis considérables, mais il ne suffira pas de regarder vers le passé pour éclairer l'élaboration des politiques et les actions visant à réduire les risques et à renforcer la résilience. Le modèle mondial de risque de déplacement lié aux catastrophes de l'IDMC montre que même dans un scénario optimiste de réchauffement climatique de 1°C, les inondations fluviales au Nigeria pourraient déplacer en moyenne un million de personnes dans n'importe quelle année

Les nombreux réseaux fluviaux du Nigeria le rendent très vulnérable aux déplacements dus aux inondations



future. Ce chiffre pourrait augmenter de 50 % dans un scénario pessimiste de réchauffement climatique de 5°C. Ces chiffres doivent être considérés comme conservateurs, car le modèle ne prend en compte que l'exposition actuelle de la population.¹⁹²

Intégration du déplacement dans la gestion des risques de catastrophes

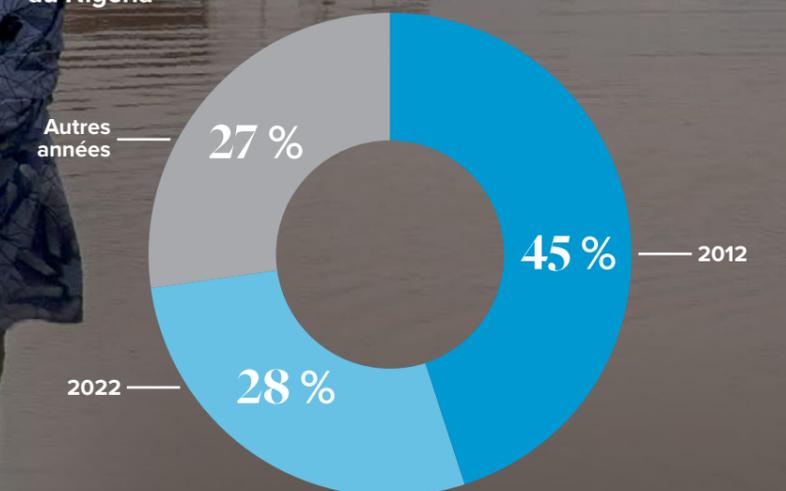
Reconnaissant l'existence d'un déficit institutionnel et de capacités, l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA) a présenté en 2018 une politique nationale de gestion des risques de catastrophe dans laquelle le déplacement interne est explicitement mentionné. Elle définit également le rôle de la NEMA dans la collecte de données sur les déplacements et la provision d'abris, de services et de protection aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.¹⁹³

La politique souligne l'importance de la coordination et de l'alignement entre les différentes institutions gouvernementales. Elle clarifie la répartition des rôles et des responsabilités entre la NEMA, qui a une couverture au niveau fédéral, et les agences de gestion des urgences des différents États, ainsi que les autres agences chargées des affaires humanitaires, notamment la Commission nationale pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.¹⁹⁴

La politique nationale sur le changement climatique, qui a été révisée en 2021, reconnaît également le nombre croissant de personnes déplacées et la menace que le déplacement de population représente pour la stabilité sociale et politique du pays.¹⁹⁵ Le gouvernement a aussi élaboré un plan national d'action stratégique pour la prévention et la gestion des inondations en 2022, et a approuvé un plan national de préparation et de réponse aux situations d'urgence en cas d'inondation, ce qui démontre qu'il reconnaît que le renforcement de la résilience aux inondations est une priorité.¹⁹⁶

Ces politiques et ces plans sont très holistiques, mais ils ont été élaborés en réponse à des catastrophes majeures plutôt qu'en prévision de celles-ci, ce qui signifie que des stratégies efficaces de gestion des risques doivent encore être mises à l'épreuve.

Les inondations de 2012 et 2022 ont représenté plus de 70 % de l'ensemble des déplacements dus aux inondations au Nigeria



Un enfant dans le camp inondé de Stadium à Maiduguri, au Nigeria, pendant la saison des pluies. Le Nigeria est le pays d'Afrique qui a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes entre 2009 et 2023, avec 8,7 millions de mouvements, soit un cinquième du total continental.

En détail: Burkina Faso

La crise de déplacement à la croissance la plus rapide en Afrique

Le Burkina Faso est en proie à un conflit qui a entraîné une forte augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, passant de 47 000 en 2018 à 2,1 millions en 2023, ce qui en fait la crise de déplacement interne à la croissance la plus rapide des dernières années en Afrique. Les déplacements se sont répandus à travers la plupart du pays et ont débordé de ses frontières, augmentant l'insécurité alimentaire et les besoins humanitaires, en particulier pour les femmes et les enfants déplacés.

Les causes du conflit et de la violence sont complexes. Le mécontentement social de longue date lié à l'absence de représentation politique, de services de base et d'infrastructures a commencé à croître en 2016, en particulier dans la province septentrionale de Soum, où des groupes armés non étatiques (GANE), dont certains sont affiliés à Al-Qaïda, ont exploité la situation. Des mouvements tels qu'Ansarul Islam, qui ont principalement recruté parmi les jeunes, ont accru leur présence, offrant aux personnes marginalisées la promesse d'une protection et de moyens de subsistance.¹⁹⁷

Le conflit s'est rapidement propagé à d'autres régions du pays et s'est considérablement aggravé en 2019, lorsque les chiffres des déplacements ont été multipliés par plus de dix.¹⁹⁸ Les forces armées burkinabées ont été attaquées presque quotidiennement et un nombre croissant de groupes d'autodéfense ont vu le jour, notamment les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), qui reçoivent un soutien financier du gouvernement.¹⁹⁹

Le conflit s'est ensuite étendu aux régions méridionales et aux régions côtières de l'Afrique de l'Ouest en 2022 et 2023, notamment au Togo, au Bénin et au Ghana, où les attaques croissantes des GANE ont provoqué des déplacements de population.²⁰⁰

Le paysage politique du Burkina Faso a également changé. L'armée a pris le pouvoir en janvier 2022 et une deuxième prise de pouvoir a suivi dix mois plus tard dans un contexte d'insécurité croissante.²⁰¹

Les femmes et les enfants au centre de la crise

Les femmes et les enfants, qui représentent environ 80 % des personnes déplacées dans le pays, sont confrontés à des risques de protection et ont des besoins spécifiques. Que ce soit dans leur lieu d'origine ou là où elles ont fui, de nombreuses femmes ont été victimes de harcèlement et de violence, y compris de violence sexuelle. Certaines ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives telles que la prostitution de survie ou le recrutement dans les GANE.²⁰²

Étant donné que les GANE tuent ou recrutent des hommes et des garçons, de nombreuses femmes déplacées sont devenues cheffes de famille. Dans un pays où les normes traditionnelles de genre placent les hommes dans ce rôle, certaines femmes ont été stigmatisées et exclues des processus de prise de décision et des réunions au niveau communautaire, y compris dans les camps de déplacés. Elles risquent ainsi de ne pas être tenues au courant d'informations essentielles sur la sécurité ou la distribution de l'aide.²⁰³

Pour faire face à ces défis, certaines femmes ont créé des organisations afin de rassembler leurs propres ressources et de partager des possibilités de création de revenus. Ces organisations servent également de filets de sécurité et de systèmes de soutien, notamment pour les victimes de violences.²⁰⁴

Les enfants déplacés ont aussi été victimes de recrutement et de violences sexistes de la part des GANE.²⁰⁵ L'insécurité alimentaire et la malnutrition ont également augmenté chez les enfants déplacés et non déplacés. Dans les zones les plus touchées, un enfant de moins de cinq ans sur dix souffrait de malnutrition aiguë à la fin de 2023.²⁰⁶

Le conflit a également eu de graves répercussions sur l'éducation. Les GANE ont pris les écoles pour cible et ont enlevé et tué des enseignants. Par conséquent, une école sur quatre était fermée en octobre 2023, tandis

que d'autres étaient utilisées comme abris pour les personnes déplacées, laissant environ un million d'enfants sans éducation au début de la nouvelle année scolaire. Avec le soutien de l'ONU, le ministère de l'Éducation s'est efforcé de soutenir le retour à l'école de plus de 3,8 millions d'enfants, en particulier dans les zones les plus touchées par le conflit et la violence.²⁰⁷

La multiplication des conflits, des déplacements et des difficultés d'accès augmentent l'insécurité alimentaire

La majorité de la population du Burkina Faso vit dans des zones rurales et dépend de moyens de subsistance agropastoraux. Par conséquent, les conflits et les déplacements ont eu un impact majeur sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En 2022, lorsque l'insécurité alimentaire était à son comble, les régions du Sahel et du Centre-Nord comptaient plus de la moitié des personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus d'un tiers des personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë, ou à la phase 3+ de l'IPC/CH.²⁰⁸

La province de Sanmatenga, dans la région Centre-Nord, comptait à la fois le plus grand nombre de personnes déplacées et le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans le pays. La province du Soum, dans la région du Sahel, comptait le deuxième plus grand nombre de personnes déplacées et était la seule province où la population était confrontée à la famine ou à la phase 5 de l'IPC/CH.²⁰⁹

Cette tendance s'est maintenue en 2023, lorsque la proportion de personnes déplacées confrontées à une insécurité alimentaire aiguë est restée plus élevée que celle des personnes non déplacées dans la plupart des provinces.²¹⁰ Le nombre de personnes déplacées, de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë et d'incidents violents ont tous augmenté depuis 2018.

Les GANE ont mis en place des sièges, en particulier dans les provinces du nord, créant un obstacle majeur à l'acheminement, entre autres, de l'aide alimentaire, aggravant les conditions d'approvisionnement en eau et

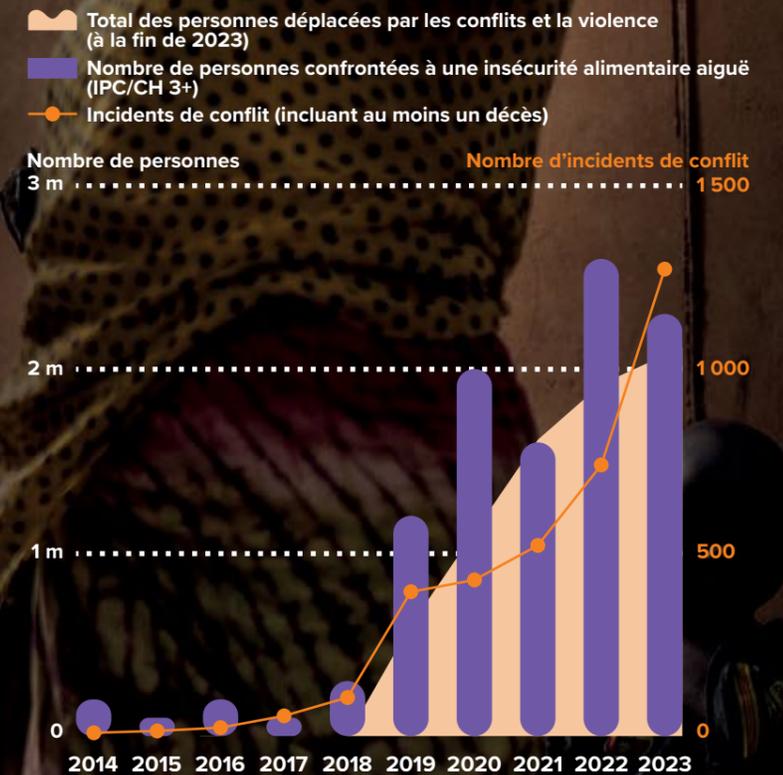
d'assainissement et entraînant une baisse significative de la production agricole.²¹¹ Ils ont également détruit des infrastructures de transport et attaqué des convois humanitaires pour les piller ou dissuader l'envoi d'autres convois.²¹² Ils ont empêché les camions d'eau d'atteindre les personnes dans le besoin, contaminé des puits, détruit des installations d'eau et saboté des générateurs d'eau pendant la saison sèche.²¹³

La collecte de données a également été sérieusement entravée, ce qui rend les chiffres relatifs aux déplacements conservateurs. Par exemple, le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année 2023, qui s'élevait à 2,1 millions, est un chiffre datant du mois de mars. Le nombre d'alertes sur les mouvements de population n'a cependant pas changé et a même augmenté à certaines périodes de l'année, ce qui laisse supposer que de nouveaux déplacements ont eu lieu.²¹⁴

Le nombre de communes assiégées a doublé en 2023, et l'approvisionnement des marchés locaux et l'aide alimentaire ont dû être acheminés par voie aérienne ou sous escorte militaire, ce qui a accru l'insécurité alimentaire et le risque de famine, en particulier dans la ville de Djibo, dans la province de Soum.²¹⁵

Améliorer l'accès humanitaire et permettre aux communautés rurales de réorganiser leurs activités agricoles et leurs moyens de subsistance pourrait contribuer à stabiliser les économies locales dans les zones touchées par le conflit.

L'augmentation des déplacements dus aux conflits et à la violence coïncide avec l'aggravation de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso



Sources: CONASUR, Cadre Harmonisé, ACLED.

Des femmes ayant fui leur village suite à une attaque armée ont trouvé refuge dans une école abandonnée dans la région du Nord, au Burkina Faso, où les déplacements internes ont fortement augmenté depuis 2018.

© NRC/Tom Peyre-Costa

Afrique australe



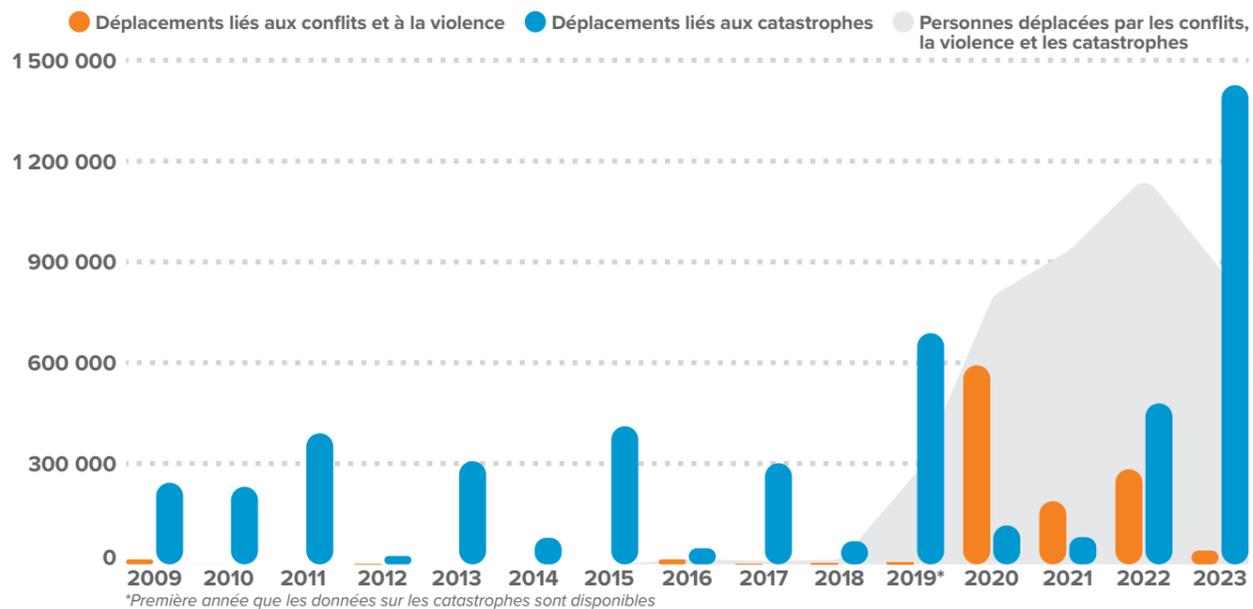
Environ 6 millions de déplacements internes ont été signalés en Afrique australe au cours des 15 dernières années, dont 4,9 millions ont été provoqués par des catastrophes et 1,1 million par des conflits et des violences. La plupart ont été enregistrés au Mozambique, qui est touché par les deux déclencheurs, et où les données sont plus disponibles en comparaison à d'autres pays. Il est difficile de dresser un tableau clair des tendances en matière de déplacements internes au niveau sous-régional, ce qui souligne la nécessité d'améliorer et de poursuivre les efforts de suivi.

L'Afrique australe est très exposée aux tempêtes, notamment aux cyclones tropicaux, qui ont provoqué 2,8 millions de déplacements entre 2009 et 2023, soit 59 % de tous les déplacements liés aux tempêtes sur le continent. En termes de conflit et de violence, la situation dans la province de Cabo Delgado au Mozambique a déclenché la plupart des déplacements (voir «En détail», p.47). Certains mouvements attribués à la violence ont également été enregistrés au Zimbabwe en 2009 et en Afrique du Sud entre 2019 et 2023, mais à une échelle beaucoup plus réduite.

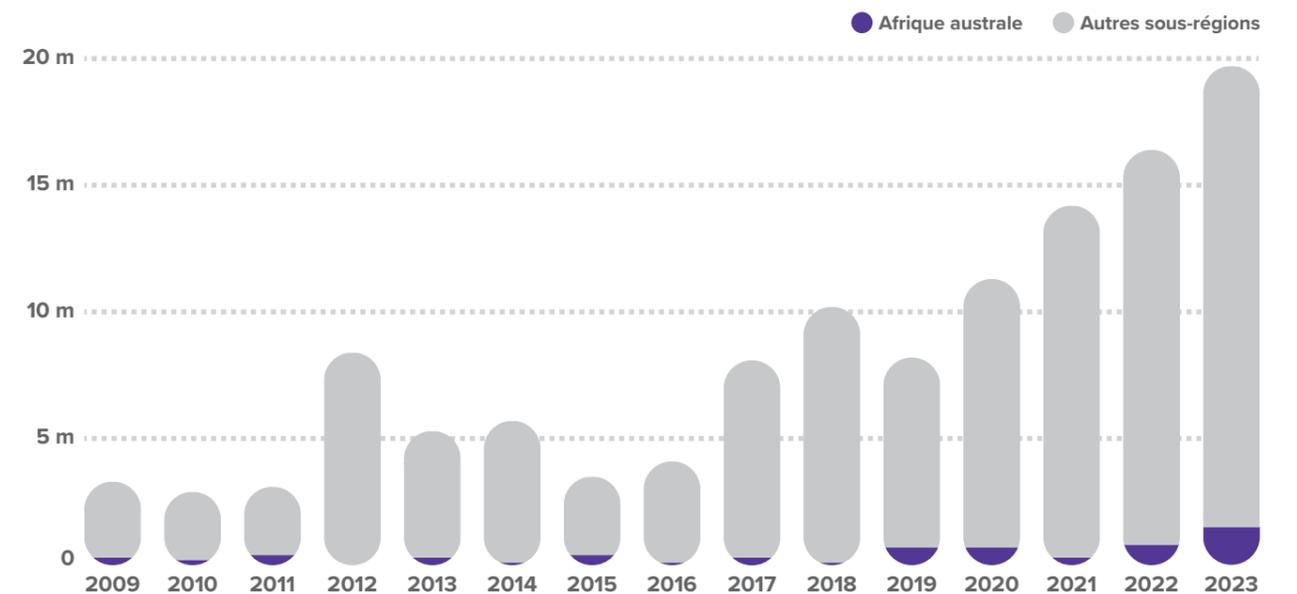


Des habitants discutent dans le camp de déplacés de Metuge, dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique. On estime à un million le nombre de déplacements internes liés au conflit et à la violence en Afrique australe au cours des 15 dernières années, la plupart d'entre eux s'étant produit au Mozambique.
© UNICEF/UN0381365/Bisol

Déplacements internes dus aux conflits, à la violence et aux catastrophes, et nombre total de personnes déplacées en Afrique australe (2009-2023)



Part des déplacements internes en Afrique australe par rapport au total continental (2009-2023)



Les tempêtes ont causé le plus de déplacements

Le Mozambique et le Malawi représentent à eux deux la majorité des déplacements liés aux tempêtes dans la sous-région au cours des 15 dernières années, avec respectivement 1,5 million et 1,1 million de mouvements. Ces deux pays sont exposés à la saison cyclonique du sud-ouest de l'océan Indien, qui s'étend de la mi-novembre à la fin avril.²¹⁶

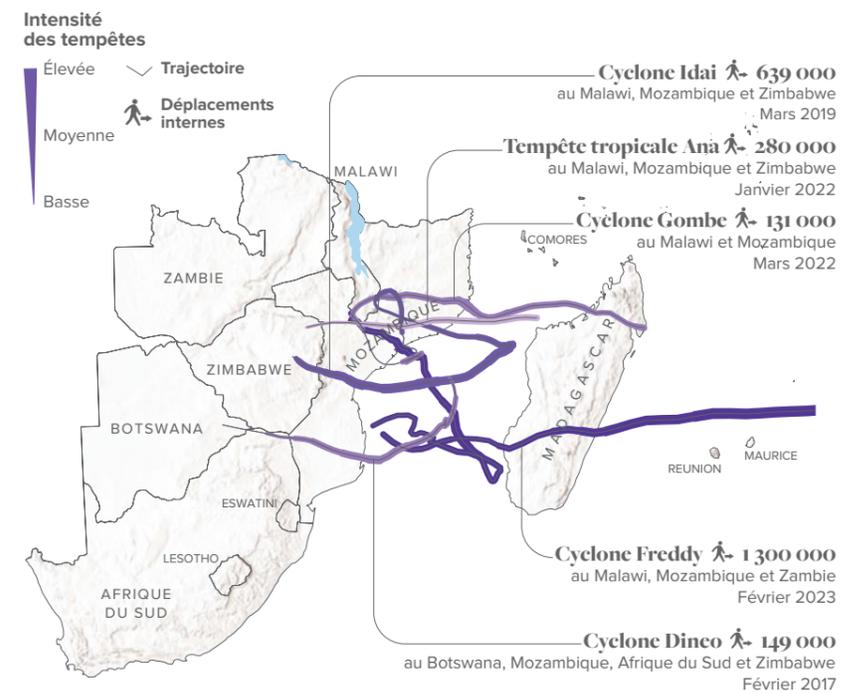
Les cyclones Idai et Kenneth en 2019 et Freddy en 2023 ont déclenché le plus grand nombre de mouvements. Idai, qui a commencé comme une dépression tropicale au début du mois de mars 2019, a provoqué de graves inondations dans le nord du **Mozambique** et du Malawi avant de repartir vers la mer où il s'est transformé en un cyclone tropical intense. Il a touché terre le 15 mars près de la ville de Beira au Mozambique, provoquant des inondations fluviales et soudaines, des glissements de terrain et d'importantes pertes humaines et matérielles. Idai a touché environ 2,2 millions de personnes et provoqué quelque 639 000 déplacements au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe.²¹⁷

Il a été rapidement suivi par Kenneth, qui a frappé Cabo Delgado six semaines plus tard, provoquant 24 000 déplacements supplémentaires et causant des dégâts et des pertes considérables, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.²¹⁸ Il a touché terre près de la ville de Pemba, où le conflit s'intensifiait à l'époque, perturbant l'accès et entravant l'intervention d'urgence.²¹⁹ La plupart des personnes déplacées dans les centres d'hébergement temporaire et les sites de relocalisation n'ont pas pu continuer à cultiver leurs terres parce qu'elles n'avaient pas accès à des parcelles ou aux intrants agricoles, ce qui a aggravé l'insécurité alimentaire.²²⁰

Les tempêtes tropicales Ana et Gombe ont frappé le Mozambique et le Malawi au début de l'année 2022, causant d'importants dégâts et provoquant respectivement 280 000 et 131 000 déplacements. Elles ont également alimenté la pire épidémie de choléra que le Malawi ait connue depuis 20 ans.²²¹

Les populations se remettaient encore d'Ana et de Gombe lorsque le cyclone Freddy a frappé au début de l'année 2023. Freddy

Cinq tempêtes ayant provoqué le plus grand nombre de déplacements internes en Afrique australe



Sources: Global Administrative Areas dataset, UN Geospatial

Environ 59 % de tous les déplacements liés aux tempêtes en Afrique depuis 2009 ont eu lieu dans les pays d'Afrique australe, le Mozambique et le Malawi étant les plus touchés.

Le gouvernement a également mis à jour ses plans de gestion des risques de catastrophe, en attribuant des rôles et des responsabilités pour évaluer le risque de différents aléas afin d'empêcher la reconstruction de maisons dans les zones les plus fréquemment touchées par les aléas et, si nécessaire, de reloger les personnes dans des zones plus sûres.

Comme Idai, Freddy a touché terre à deux reprises au **Mozambique**, le 24 février dans la province d'Inhambane et le 12 mars dans celle de Zambezia. La tempête a touché huit des dix provinces du pays et a détruit plus de 132 000 habitations, touchant parfois des ménages déjà déplacés par la violence.²²⁶ Elle a provoqué 640 000 déplacements, ce qui en fait la plus grande catastrophe jamais enregistrée au Mozambique.

Les évacuations préventives ont permis de sauver des vies par rapport aux cyclones antérieurs de puissance similaire. En se basant sur les leçons tirées d'autres catastrophes, le gouvernement a déployé des systèmes d'alerte précoce et des protocoles d'évacuation. Une meilleure technologie a permis d'identifier les zones les plus à risque, les itinéraires d'évacuation et les zones sûres, et une approche communautaire et multilingue a amélioré la dissémination de l'information.

s'est formé le 5 février et a maintenu des conditions cycloniques jusqu'à ce qu'il se dissipe au Malawi le 14 mars, ce qui en fait l'un des cyclones les plus longs jamais enregistrés dans le monde.²²² Il a provoqué 1,3 million de déplacements internes dans six pays et territoires.

Le **Malawi**, où Freddy a touché des provinces déjà affectées par Ana et Gombe, y compris Phalombe et Nsanje, a causé plus de 659 000 mouvements.²²³ Conscient de l'impact de ces catastrophes, le gouvernement a adopté la loi sur la gestion des risques de catastrophes un mois après le passage de Freddy. Celle-ci met davantage l'accent sur l'alerte précoce, la prévention et la réduction des risques, ainsi que sur la réponse et le rétablissement.²²⁴ La loi définit également le processus d'évacuation préventive, y compris une durée maximale d'hébergement dans les abris d'urgence, ce qui devrait permettre un meilleur suivi de la durée des déplacements.²²⁵

Le gouvernement a également inauguré un système radar quelques mois après Freddy afin d'améliorer ses capacités d'identification des risques et d'alertes précoces.²²⁷ Ces initiatives arrivent à point nommé, car la fréquence et l'intensité des cyclones devraient augmenter en Afrique australe avec le changement climatique.²²⁸

Le déplacement lié aux inondations n'est pas suffisamment suivi

Souvent difficiles à dissocier des tempêtes, les inondations ont provoqué environ 2,1 millions de déplacements internes en Afrique australe entre 2009 et 2023. Ce chiffre est conservateur, étant donné que de nombreux événements de petite et moyenne ampleur n'ont pas été comptabilisés dans plusieurs pays, ce qui limite la compréhension du phénomène et empêche l'élaboration de politiques efficaces de gestion des risques de catastrophes.



Une clinique boueuse après le passage du cyclone Freddy dans le district de Phalombe, au Malawi. L'Afrique australe est très exposée aux tempêtes, notamment les cyclones, qui ont provoqué 2,8 millions de déplacements au cours des 15 dernières années. © UNICEF/UN0809528/Chikondi

Près des trois quarts des déplacements signalés ont eu lieu au Malawi, au Mozambique et en Angola, la plupart au cours des trois premiers mois de l'année durant la saison des pluies. L'inondation la plus importante a eu lieu au **Malawi** en janvier 2015, déclenchant 336 000 déplacements après les plus fortes précipitations jamais enregistrées dans le pays.²²⁹ Les inondations ont touché les zones rurales et forcé les petits producteurs à fuir, réduisant de moitié le rendement agricole.²³⁰

Le **Mozambique** a subi de graves inondations en 2010 et 2013, qui ont provoqué 130 000 et 186 000 déplacements, respectivement. Les fortes pluies de février 2010 ont incité l'Institut national de gestion des catastrophes à activer un plan d'urgence, à reloger temporairement les personnes touchées et à leur fournir des articles de survie. Les inondations dans la ville de Beira ont été particulièrement graves après que la rivière Púnguè soit sortie de son lit.²³¹

Les mêmes zones touchées en 2010 avaient été inondées à plusieurs reprises au cours des années précédentes, et certaines communautés s'étaient définitivement relocalisées. La sécheresse a toutefois incité certains agriculteurs à retourner dans les zones inondables qu'ils avaient auparavant quittées, car les terres y étaient plus propices à l'agriculture. En conséquence, certaines communautés ont de nouveau été déplacées en 2010, ce qui illustre les défis liés à la réduction des risques de déplacement sur le long terme.²³²

En 2013, une longue saison des pluies a provoqué des mois d'inondations et a fait sortir le fleuve Limpopo de son lit. Les inondations ont entraîné une dévastation généralisée et des déplacements encore plus nombreux qu'en 2010, en particulier dans la province méridionale de Gaza.²³³

L'**Angola** a enregistré d'importants déplacements liés aux inondations entre 2009 et 2011, mais des chiffres plus modestes depuis. La saison des pluies de 2011 a été particulièrement sévère et a entraîné des inondations qui ont provoqué 227 000 déplacements, le plus grand chiffre jamais enregistré pour le pays. Les chiffres pour l'Angola doivent être considérés comme des sous-estimations, car les principales zones urbaines, y compris la capitale, Luanda, sont exposées

à un risque élevé d'inondation. Des rapports indiquent que des zones entières de la ville sont inondées pendant la saison des pluies, mais il est difficile d'obtenir des données complètes sur les déplacements.²³⁴

Les dernières données pour l'Angola font état de 79 000 déplacements dus à des catastrophes en 2023, dont 36 000 provoqués par des inondations dans la province côtière de Cuanza-Sul à la mi-décembre.²³⁵ Les fortes pluies et les inondations ont provoqué 6 800 autres déplacements dans la province de Malanje au début du mois de novembre.²³⁶

L'**Afrique du Sud** a également connu des inondations, notamment en 2011, 2022 et 2023. Les inondations dévastatrices de la saison des pluies de 2011 ont conduit le gouvernement à déclarer l'état de catastrophe nationale et plus de 52 000 déplacements ont été signalés, un chiffre conservateur, car aucune donnée complète n'a été mise à disposition après l'événement.²³⁷

La province côtière du KwaZulu-Natal, au nord-est du pays, a été frappée par de fortes pluies et des tempêtes en 2022, entraînant d'importantes inondations qui ont provoqué près de 62 000 déplacements, soit le chiffre le plus élevé du pays en matière de déplacement en cas de catastrophe depuis que les données sont disponibles en 2008. Le gouvernement a déclaré une urgence nationale en janvier lorsque les barrages ont commencé à déborder, et en avril, les provinces du KwaZulu-Natal et du Cap-Oriental ont de nouveau été inondées.²³⁸

L'ampleur de l'événement a conduit à l'activation de la Charte internationale des catastrophes, qui prévoit la diffusion de données satellitaires aux organisations humanitaires pour les aider dans leurs opérations.²³⁹ Le gouvernement a construit des abris temporaires pour les personnes déplacées et a soutenu le rétablissement des documents personnels perdus.²⁴⁰

En décembre 2022, 15 000 autres déplacements ont été enregistrés dans les provinces de Gauteng et du Nord-Ouest, mais la plupart des personnes ont pu rentrer chez elles. En 2023, 20 000 déplacements ont été signalés dans l'ensemble du pays. Les inondations au Cap en septembre ont été à l'origine de 9 100 déplacements.²⁴¹

L'augmentation des risques et des impacts des catastrophes dans la sous-région a incité la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à proposer en 2017 une stratégie et un fonds de préparation et de réponse aux catastrophes effectifs jusqu'en 2030.²⁴² La stratégie, qui est conforme au cadre de Sendai, reconnaît le déplacement comme l'un des impacts les plus importants des catastrophes, et constitue une bonne base pour guider les États membres à prendre des mesures pour réduire les risques de catastrophe, renforcer la résilience et soutenir des solutions durables dans le cadre du redressement et de la reconstruction.²⁴³

L'importance de combler les lacunes en matière de données

Les lacunes dans les données sur le déplacement soit pour certains pays, pour certaines années et pour différents aléas, compliquent la compréhension de l'évolution des tendances en Afrique australe. L'amélioration et le maintien du suivi systématique des déplacements devraient être une priorité, en particulier en ce qui concerne les catastrophes, car la sous-région continuera d'être affectée par les effets du changement climatique.²⁴⁴

Presque tous les pays d'Afrique australe connaissent des pluies saisonnières qui déclenchent souvent des inondations, des crues soudaines et des glissements de terrain de petite et moyenne ampleur, qui obligent les populations à fuir. Un suivi plus systématique des événements de cette ampleur permettrait de mettre en lumière l'impact des différents aléas sur les communautés rurales, isolées et marginalisées qui sont à risque d'être déplacées, même pour de courtes périodes, ce qui pourrait compromettre leur résilience et accroître leur vulnérabilité.

Les données sont actuellement manquantes ou difficiles à obtenir pour des pays comme l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe, qui sont traversés par d'importants bassins fluviaux, ainsi que pour le Botswana et la Namibie.

Les déplacements liés à la sécheresse constituent une autre lacune importante. Malgré plusieurs rapports montrant que la sécheresse a un impact significatif sur la production agricole et la sécurité alimen-

taire, les données sur le déplacement interne sont pratiquement inexistantes, à l'exception d'un événement survenu en Angola en 2021, au cours duquel 7 400 mouvements ont été enregistrés.²⁴⁵ Même dans les pays dotés d'un cadre de réponse à la sécheresse, comme le Mozambique, le déplacement n'est pas considéré comme un indicateur ou une conséquence de celles-ci.²⁴⁶

La SADC a publié de nombreux rapports qui reconnaissent les risques associés à la variabilité croissante du climat, tels que la sécheresse et la désertification, soulignant la nécessité d'améliorer les systèmes de gestion de l'eau.²⁴⁷ Elle a collaboré avec la Banque mondiale à une initiative de résilience à la sécheresse entre 2020 et 2023 afin de produire des profils de risque pour différents pays qui évaluent les niveaux de préparation et de réponse aux aléas.²⁴⁸

La sous-région fait également partie de l'Africa Drought Monitoring and Advisory, qui compile des données météorologiques pour évaluer le risque et le niveau de sécheresse à travers le continent afin de développer des systèmes d'alerte précoce.²⁴⁹ Il s'agit là de mesures positives visant à atténuer les effets du changement climatique, qui témoignent également de la coopération et de l'engagement de la région à lutter contre les effets de la sécheresse. La compréhension de son rôle en tant que déclencheur des déplacements devrait être une prochaine étape clé.

Il serait également utile d'évaluer le risque de déplacement et les incidences associées à d'autres aléas à évolution lente, notamment l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, étant donné qu'un nombre important de personnes dans des pays tels que l'Angola, le Mozambique et l'Afrique du Sud, ainsi que dans de petits États insulaires de l'océan Indien, vivent dans des zones côtières.²⁵⁰

Déplacements par type d'aléa en Afrique australe

57 %
Tempêtes



42 %
Inondations



1 %
Autres

En détail: Mozambique

Briser le cycle du conflit et du déplacement à Cabo Delgado

La province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, est l'une des plus pauvres et des plus marginalisées du pays, et est en proie à un conflit depuis 2017 quand Ahlu Sunna Wal-Jama (ASWJ), un groupe armé non étatique local, a émergé.²⁵¹

Au fil des années, l'ASWJ a étendu sa présence et recruté au sein de la population locale en exploitant des griefs politiques et sociaux de longue date, notamment le mécontentement suscité par la répartition jugée inégale des ressources provenant de l'exploitation du gaz naturel liquéfié par des sociétés étrangères.²⁵² Les forces gouvernementales et leurs partenaires internationaux ont chassé le groupe de nombreuses régions, mais les violences et les déplacements se sont poursuivis, laissant environ 592 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays à la fin de l'année 2023.

Les premières attaques d'ASWJ étaient principalement concentrées dans de petits villages, mais après son affiliation au groupe État islamique à la mi-2019, le conflit s'est étendu à des villes plus peuplées, et les attaques contre les forces gouvernementales et les infrastructures sont devenues plus fréquentes.²⁵³ En août 2020, l'ASWJ s'est emparée de la ville portuaire stratégique de Mocimboa da Praia, entraînant la destruction d'habitations et d'infrastructures qui ont laissé plus de 676 000 personnes déplacées à la fin de cette année.²⁵⁴ Environ 10 % d'entre elles vivaient dans des zones où les contraintes d'accès, les restrictions de mouvement et l'insécurité générale entravaient l'acheminement d'aide indispensable.²⁵⁵

L'arrivée de personnes déplacées dans la capitale provinciale de Pemba a augmenté la population de la ville de plus de 30 %, ce qui a exercé une pression sur les communautés d'accueil.²⁵⁶ D'autres ont fui vers les provinces voisines de Niassa, Nampula, Sofala et Zambézia.²⁵⁷

Les combats se sont poursuivis en 2021, provoquant des dizaines de milliers de déplacements supplémentaires, surtout à partir de la fin mars après un assaut sur Palma qui abritait déjà près de 44 000 personnes déplacées.²⁵⁸ La montée des violences a incité le gouvernement à faire appel à une force régionale composée de plusieurs États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe et à un déploiement bilatéral du Rwanda.²⁵⁹ Ces mesures ont aidé l'armée à reprendre le contrôle de certaines zones, notamment Mocimboa da Praia, et ont permis à des dizaines de milliers de personnes déplacées de rentrer chez elles.²⁶⁰ Toutefois, nombre d'entre elles sont retournées dans des maisons gravement endommagées ou détruites, avec des quantités insuffisantes de nourriture et d'eau.²⁶¹

Malgré les gains territoriaux réalisés par le gouvernement et ses partenaires en 2022, le conflit a fait augmenter le nombre de personnes déplacées de 40 % par rapport à 2021. Plus d'un million de personnes étaient déplacées à la fin de l'année 2022, le chiffre le plus élevé depuis le début du conflit.²⁶²

L'amélioration de la situation sécuritaire a permis aux retours de se poursuivre en 2023, mais de nombreuses personnes avaient encore besoin d'aide humanitaire.²⁶³ Compte tenu de l'étendue de la destruction des logements et des services de base, ainsi que de la perturbation des marchés et des moyens de subsistance, il est probable que peu de personnes sont parvenues à trouver des solutions durables à leur déplacement. Dans les zones de destination, la pauvreté a empiré dans certaines communautés d'accueil, ce qui a accru les tensions avec les déplacés internes.²⁶⁴

Soutenir les solutions durables

Ces développements montrent que si le renforcement de la sécurité est une étape nécessaire, il n'est pas suffisant pour empêcher de nouvelles vagues de déplacements. La pauvreté, les inégalités et le manque de services de base restent parmi les principales causes du conflit et empêchent les personnes déplacées de trouver des solutions.²⁶⁵ Pour briser ce cycle, il est essentiel de promouvoir les initiatives humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.²⁶⁶

Certaines initiatives ont déjà été mises en place, notamment le Plan de reconstruction de Cabo Delgado, qui est dirigé par les ministères compétents avec le soutien des Nations unies et d'autres partenaires humanitaires et de développement. L'un des éléments de ce plan est le Projet de relèvement à la suite de la crise dans le nord, qui vise à améliorer la cohésion sociale, à fournir des moyens de subsistance et des opportunités économiques aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil, ainsi qu'à réparer et à construire des infrastructures publiques. Il comprend des programmes de travail rémunéré, des formations professionnelles, ainsi que du matériel éducatif et agricole pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans différents districts.²⁶⁷

La Banque mondiale a également collaboré avec le gouvernement national pour fournir de nouveaux papiers d'identité à au moins 75 000 personnes déplacées, leur permettant ainsi d'accéder aux services publics.²⁶⁸ Elle a également financé des projets de cohésion sociale, notamment des dizaines de comités de consolidation de la paix, qui placent les personnes déplacées au centre des efforts de relance économique.²⁶⁹ Les autorités provinciales de Cabo Delgado ont mis en place une commission chargée de soutenir la réintégration et la relocalisation des personnes déplacées.²⁷⁰

Au niveau national, le gouvernement a approuvé une politique et une stratégie de gestion du déplacement interne en 2021, destinées à guider les initiatives visant à prévenir, à répondre et à résoudre le phénomène.²⁷¹ Cette politique s'aligne sur la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), le Cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe et les Objectifs de développement durable.²⁷²

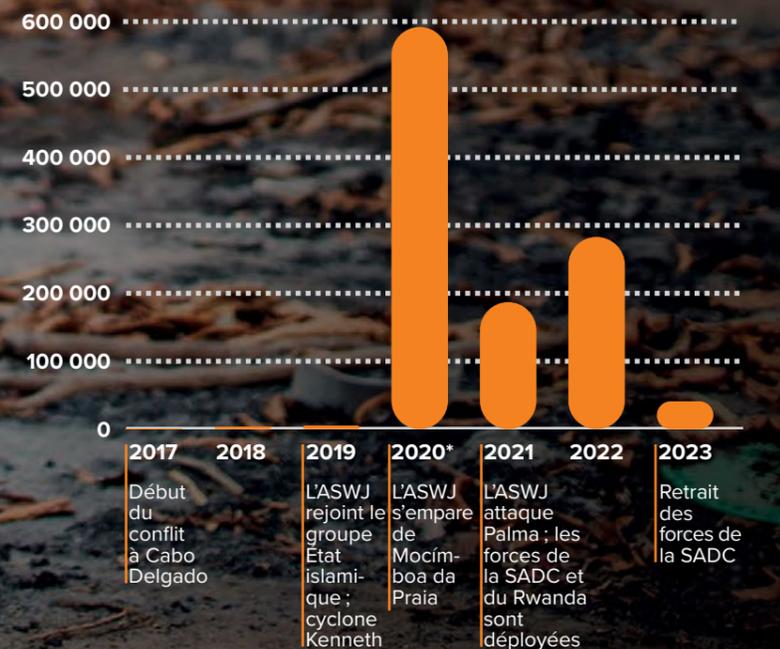
Dans l'ensemble, ces engagements témoignent de la volonté politique du gouvernement de résoudre le problème du déplacement interne par le biais d'une politique détaillée et d'une architecture opérationnelle qui va au-delà de la réponse humanitaire pour construire une paix et un développement durables, ainsi que prévenir de futurs déplacements.

La majorité des déplacements dus aux conflits et à la violence ont eu lieu dans la province de Cabo Delgado



Sources: Global Administrative Areas dataset, UN Geospatial

Déplacements internes dus aux conflits et à la violence au Mozambique (2017-2023)



*Début de la collecte de données par l'OIM DTM ; les données de 2017-2019 sont des sous-estimations en raison du manque de collecte de données.

Une femme tient son enfant dans les bras dans un village incendié dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique. Depuis 2017, le conflit a provoqué 1,1 million de déplacements internes. © Marco Longari/AFP/Getty Images

Afrique du Nord



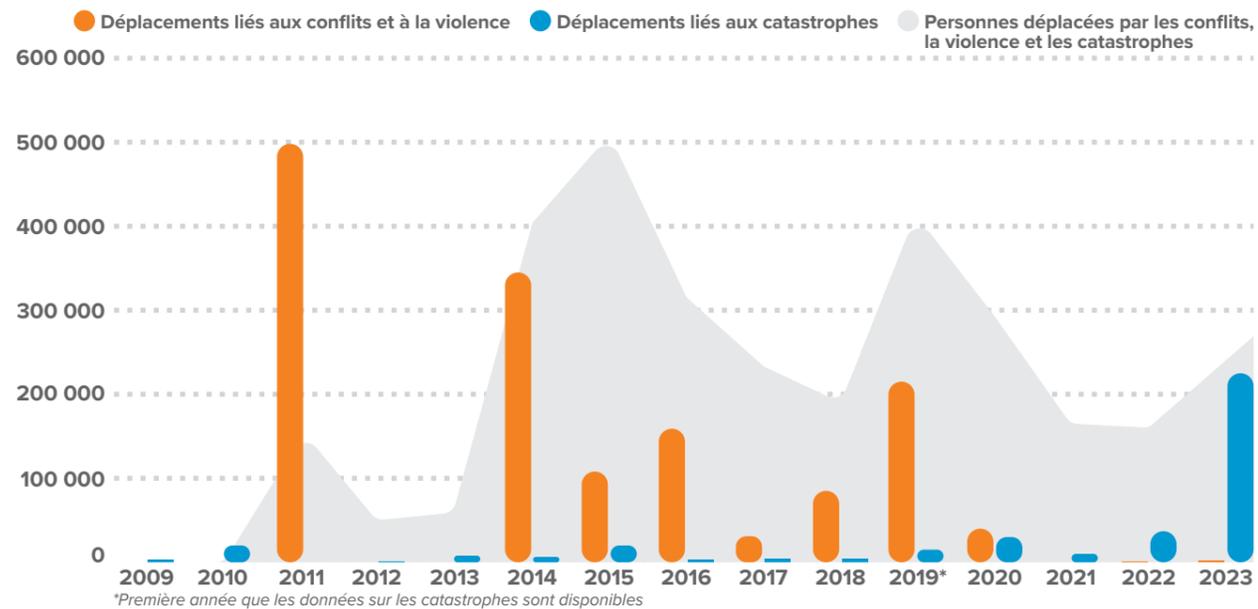
L'Afrique du Nord a enregistré 1,9 million de déplacements internes entre 2009 et 2023, un chiffre conservateur. Environ 1,5 million ont été déclenchés par des conflits et des violences, la majorité étant associée au conflit en Libye. Le nombre de personnes déplacées dans le pays est en baisse depuis 2019, des centaines de milliers de personnes ayant trouvé des solutions durables et d'autres étant sur le point d'y parvenir.²⁷³

Il existe des lacunes importantes dans les données sur le déplacement lié aux catastrophes dans la sous-région, ce qui rend difficile de dresser un tableau clair de l'ampleur et de la portée du phénomène. Les catastrophes ont déclenché 384 000 déplacements au cours des 15 dernières années, dont 146 000 ont été associés à un tremblement de terre qui a frappé le Maroc en septembre 2023. Les risques liés aux conditions météorologiques, en particulier les inondations et les incendies de forêt, ont été à l'origine de 58 % de tous les déplacements liés aux catastrophes.

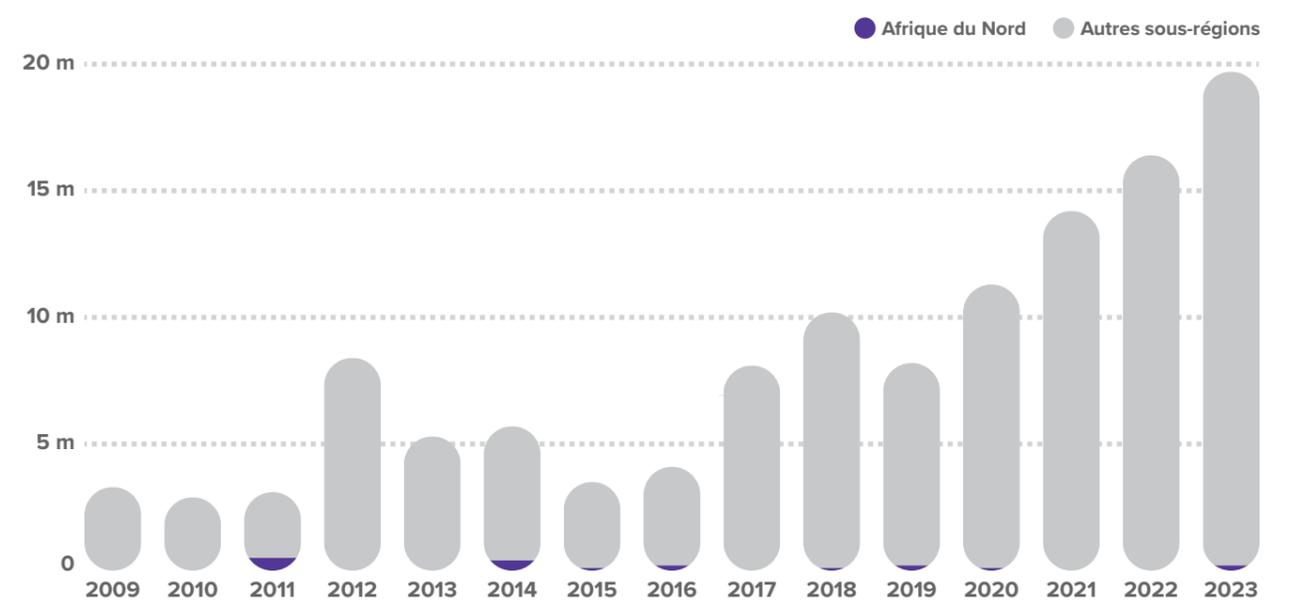


Une femme pose près de décombres à Imzalin, au Maroc. Un tremblement de terre de magnitude 6,8 en 2023 provoqua 146 000 déplacements, de loin le plus grand événement de déplacement dû aux catastrophes depuis que les données sont disponibles pour le pays.
© Alexi Rosenfeld/Getty Images

Déplacements internes dus aux conflits, à la violence et aux catastrophes, et nombre total de personnes déplacées en Afrique du Nord (2009-2023)



Part des déplacements internes en Afrique du Nord par rapport au total continental (2009-2023)



Conflits et violence

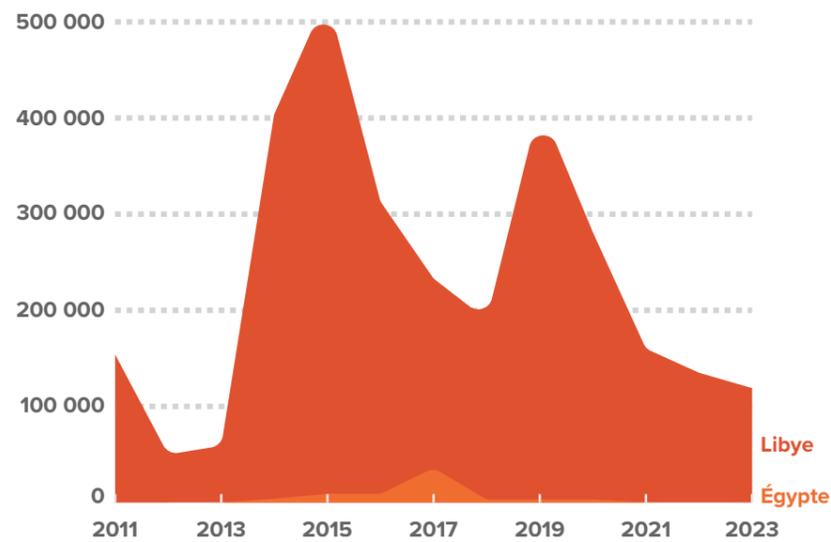
Le début de la dernière décennie a été marqué par des bouleversements politiques en Afrique du Nord lors du Printemps arabe en 2011. Des pays comme l'Égypte, la Libye et la Tunisie ont connu des incidents violents, mais des déplacements internes n'ont été signalés qu'en **Libye**, où les manifestations ont dégénéré en un conflit armé qui a provoqué près de 1,5 million de déplacements au cours des 12 années suivantes.

Au début de la crise, des civils ont affronté les forces de sécurité à Benghazi lors de manifestations contre le dirigeant de longue date du pays, Mouammar Kadhafi.²⁷⁴ Le conflit s'est rapidement étendu à l'ensemble du pays et a été particulièrement intense dans les montagnes occidentales de Nafusa et dans des villes comme Ajdabiya, Bani Walid, Misrata et Syrte, avec des sièges et des attaques soutenues, incluant des bombardements prolongés et des combats urbains. La plupart des personnes déplacées se sont réfugiées dans les villes voisines ou dans des quartiers plus sûrs au sein de la même ville, comme à été le cas à Ajdabiya, Misrata et Tripoli.²⁷⁵

Face à la multiplication des attaques contre les civils, le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé une opération militaire pour les protéger, qui a finalement abouti à la chute de Kadhafi.²⁷⁶ Un nombre record de 498 000 personnes déplacées a été signalé en 2011.²⁷⁷ Le conflit s'est ensuite calmé et la plupart des personnes déplacées ont pu retourner.²⁷⁸ La situation politique et sécuritaire est restée instable au cours des années suivantes étant donné les désaccords persistants sur la formation du gouvernement. La violence a continué à provoquer des déplacements, en particulier dans les centres urbains tels que Benghazi, Derna et Sebha.²⁷⁹

Les élections contestées de mai 2014 ont donné naissance à deux gouvernements distincts et belligérants. Le Congrès général national (GNC), dont le siège est à Tripoli, a pris le contrôle de l'ouest de la Libye, tandis que l'Armée nationale libyenne (LNA), dont le siège est à Tobrouk, a pris le contrôle de l'est et du sud. Les combats entre les deux parties ont provoqué près de 341 000 déplacements en 2014, le chiffre le plus élevé depuis 2011 alors que certaines des zones urbaines

Personnes déplacées par les conflits et la violence dans les pays les plus touchés en Afrique du Nord (2011-2023)



les plus peuplées du pays sont devenues des épicentres du conflit. De nombreuses personnes qui avaient été déplacées en 2011 ont été contraintes de fuir à nouveau.²⁸⁰

Le conflit s'est encore compliqué lorsque le groupe État islamique s'est emparé de certaines parties de la Libye à la fin de 2014 et au début de 2015. De nombreux autres groupes armés non étatiques (GANE) ont rejoint les combats, et les affrontements persistants ont déclenché un nombre important de déplacements. Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement a atteint son maximum, soit environ un demi-million, à la fin de l'année 2015.²⁸¹

En décembre de la même année, le GNC et la LNA ont formé un gouvernement d'accord national (GNA), mais de nombreuses questions sont restées non-résolues, et le conflit et les déplacements ont persisté en 2016.²⁸² Le groupe État islamique a été chassé de nombreuses régions en 2017, notamment des villes de Syrte et de Derna, et les lignes de front entre les deux gouvernements se sont stabilisées, ce qui a entraîné une diminution des nouveaux déplacements. C'est la première année depuis 2014 où il y a eu plus de retours que de déplacements, ce qui a ramené le nombre de personnes déplacées à 197 000.²⁸³

Le conflit s'est intensifié en 2018 et 2019, entraînant respectivement 64 000 et 215 000 déplacements. Un accord de cessez-le-feu global soutenu par l'ONU a finalement été signé en octobre 2020, ce qui a permis à des dizaines de milliers de personnes de retourner.²⁸⁴ Les nouveaux déplacements et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont depuis diminué, ce qui a permis de faire avancer les travaux de consolidation de la paix, de rétablissement et de recherche de solutions durables.²⁸⁵

De nombreuses personnes déplacées sont retournées dans des maisons gravement endommagées et des recherches récentes indiquent qu'elles sont toujours confrontées à l'insécurité alimentaire et au manque d'accès à l'eau.²⁸⁶ Celles qui ont cherché refuge dans de grandes villes comme Tripoli disent préférer s'intégrer localement, ce qui souligne le besoin de soutenir les moyens de subsistance dans les zones de destination et

d'autres mesures qui encouragent ce type de solution durable.²⁸⁷

Les dernières données de l'OIM révèlent que sur les quelque 126 000 personnes qui, selon les estimations, vivent encore en situation de déplacement en Libye, environ 76 000 sont « sur la voie de trouver une solution ». ²⁸⁸ Cependant, de nombreuses personnes sont encore vulnérables en raison de leur déplacement. À Murzuq, par exemple, un nombre important de personnes n'ont toujours pas accès aux services et à l'assistance dont elles ont besoin pour mettre un terme durable à leur déplacement, et ont souligné que le manque de sûreté et de sécurité en était l'un des principaux obstacles.²⁸⁹

L'Égypte a également enregistré des déplacements liés au conflit, dont la plupart ont eu lieu dans la péninsule du Sinaï après la chute d'Hosni Mubarak, le dirigeant de longue date du pays, en février 2011. Les GANE ont

lancé des attaques contre les infrastructures et les civils dans le gouvernorat du Nord-Sinaï au cours des trois années suivantes, ce qui a conduit le gouvernement à déclarer l'état d'urgence en octobre 2014 et à mener une série d'opérations militaires.²⁹⁰ Des maisons ont été démolies pour créer une zone tampon le long de la frontière avec la bande de Gaza, la plupart des mouvements ayant été signalés dans le district de Rafah entre 2014 et 2020.²⁹¹

Certaines des personnes contraintes de fuir ont été relogées et ont reçu une compensation financière pour la perte de leurs maisons et de leurs terres. Elles ont également reçu une aide financière pendant trois mois pour trouver un autre logement et scolariser leurs enfants.²⁹² Plusieurs comités ont été créés pour soutenir les personnes déplacées, surveiller leurs besoins et élaborer des programmes pour les aider.²⁹³ La situation s'est finalement stabilisée et, en 2021, il n'y avait plus de personnes déplacées en raison du conflit et de la violence dans le pays.



Immeubles détruits dans la vieille ville de Benghazi, en Libye. Malgré une diminution significative du nombre de personnes déplacées, les retournés sont toujours confrontés à des défis importants, notamment des infrastructures endommagées, l'insécurité alimentaire et le manque d'accès à l'eau.

Catastrophes

Les données sur les déplacements liés aux catastrophes en Afrique du Nord sont rares, et la plupart de celles qui sont disponibles concernent des événements de grande ampleur. Les mouvements déclenchés par des catastrophes récurrentes et de petite ou moyenne échelle ont tendance à ne pas être signalés. Il est important de combler cette lacune, étant donné que la sous-région connaît des variations de précipitations d'une année à l'autre parmi les plus importantes au monde, ce qui signifie qu'elle est touchée à la fois par de longues sécheresses et de graves inondations, qui devraient s'aggraver en raison du changement climatique.²⁹⁴ La sous-région n'est pas non plus épargnée par les risques associés aux tremblements de terre et aux tsunamis.

Près de 60 % des 384 000 déplacements liés à des catastrophes dans la sous-région au cours des 15 dernières années ont eu lieu en 2023. Ils étaient le résultat d'un tremblement de terre qui a frappé le Maroc et de la tempête Daniel en Libye, qui ont eu lieu à quelques jours d'intervalle.

Le 8 septembre 2023, un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 a frappé le **Maroc**, déclenchant 146 000 mouvements, l'événement de déplacement le plus important du pays depuis que les données sont disponibles en 2008. Ce chiffre est toutefois largement sous-estimé basé sur plus de 19 000 maisons détruites mais qui ne tient pas compte des déplacements à court terme des personnes qui sont rapidement retournées chez elles.²⁹⁵ Le tremblement de terre a principalement frappé la région de Marrakech-Safi, où il a surtout touché des villages isolés dans les montagnes du Haut Atlas, dont beaucoup avaient des maisons en terre incapables de résister à un tel événement. Les routes ont également été endommagées, ce qui a compliqué l'acheminement de l'aide.²⁹⁶

Le gouvernement a installé des tentes et pris des mesures pour répondre aux besoins les plus pressants des personnes déplacées, notamment en matière d'eau, d'assainissement et de santé.²⁹⁷ Les efforts de redressement et de reconstruction ont commencé peu après le tremblement de terre, mais aucune donnée sur les déplacements

n'était disponible, ce qui rend difficile l'estimation du nombre de personnes encore déplacées à la fin de l'année.²⁹⁸

La tempête Daniel, un ouragan méditerranéen rare et puissant, a frappé la côte nord-est de la **Libye** le 10 septembre, provoquant plus de 52 000 déplacements. Environ 24 000 ont eu lieu dans la ville côtière de Derna, qui a reçu l'équivalent de 100 fois le niveau de précipitations mensuelles moyennes.²⁹⁹ Le manque d'investissement dans les infrastructures a considérablement aggravé les conséquences de la catastrophe. Deux barrages vieillissants situés près de la ville se sont effondrés, provoquant des inondations dévastatrices qui ont tué des milliers de personnes et gravement endommagé les infrastructures.³⁰⁰

Derna avait déjà été touchée par plus d'une décennie de conflits et de déplacements et ses habitants se trouvaient déjà dans une situation vulnérable, illustrant la façon dont



Des habitants regardent un véhicule enlisé dans la boue après des inondations dans la province de Ghardaïa, en Algérie. Les déplacements provoqués par les inondations ont représenté 44 % de tous les déplacements liés aux catastrophes en Afrique du Nord au cours des 15 dernières années.

© Fayed Nureldine/AFP/Getty Images

les impacts des catastrophes et des conflits peuvent se combiner et conduire à des résultats catastrophiques.³⁰¹ Les désaccords entre les deux gouvernements libyens ont d'abord entravé les efforts de réponse, mais la situation s'est améliorée au fil du temps et la participation des partenaires internationaux a permis d'accélérer la réponse et le redressement rapide.³⁰² La tempête Daniel a été de loin l'événement de déplacement le plus important en Libye depuis que des données sont devenues disponibles pour le pays en 2013.

Au-delà de ces deux événements majeurs, les aléas liés au climat ont déclenché la plupart des déplacements internes en Afrique du Nord entre 2009 et 2023, en particulier en **Algérie**. Les inondations de 2015 ont provoqué plus de 19 000 mouvements, dont la grande majorité dans le camp de réfugiés sahraouis de la commune occidentale de Tindouf, où de nombreuses personnes ont été contraintes de se déplacer.³⁰³

L'Algérie a également représenté plus des deux tiers des déplacements liés aux incendies de forêt dans la sous-région, ce qui s'explique en partie par le fait que les données sont plus accessibles pour ce pays que d'autres. L'événement le plus important a eu lieu en 2023, lorsque des températures anormalement élevées ont alimenté des incendies dans les régions côtières qui ont déclenché environ 20 000 déplacements.³⁰⁴

Les périodes de sécheresse et de chaleur extrême sont courantes en Afrique du Nord, ce qui augmente le risque d'inondations et de crues soudaines lorsque les pluies saisonnières surviennent, car elles réduisent la capacité d'absorption du sol. Des systèmes de drainage inadéquats contribuent également à accroître le risque d'inondation.³⁰⁵ Après une grave sécheresse en Mauritanie en 2021, des précipitations supérieures à la moyenne et des inondations ont provoqué 23 000 déplacements en juillet 2022, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays. Les inondations ont touché les régions centrales et méridionales du Hodh El Gharbi, de l'Assaba et du Tagant, où plus de 3 800 maisons ont été détruites et où les infrastructures et les terres agricoles ont été endommagées.³⁰⁶

Outre la sécheresse, d'autres types d'aléas à évolution lente méritent d'être suivis de plus près. La plupart des pays d'Afrique du Nord possèdent des zones côtières, mais les données sur les déplacements liés à l'élévation du niveau de la mer, à l'érosion côtière et à la salinisation sont pratiquement inexistantes. En Égypte, les zones côtières d'Alexandrie sont devenues de plus en plus vulnérables aux affaissements de terrain, aux inondations et à la salinisation. Si la tendance se poursuit, des millions de personnes pourraient être déplacées.³⁰⁷

La région élargie du delta du Nil abrite environ un quart de la population du pays et représente également près de la moitié des terres agricoles du pays. La salinisation des terres agricoles a eu un impact négatif sur le rendement des cultures, nuisant à la fois aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire, et certaines personnes ont eu recours à la migration circulaire comme forme d'adaptation.³⁰⁸

Déplacements par type d'aléa en Afrique du Nord

44 %
Inondations



42 %
Tremblements de terre



11 %
Incendies de forêt



3 %
Autres

Avancées politiques sur le déplacement interne en Afrique

15 ans après la Convention de Kampala

Au cours des 15 dernières années, les pays africains ont constamment accueilli la plus grande population de déplacés internes. Des efforts ont été déployés pour élaborer des cadres juridiques et politiques afin de répondre à la question du déplacement interne à différents niveaux, mais plusieurs difficultés ont entravé leur mise en œuvre.

L'adoption en 2009 de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, connue sous le nom de Convention de Kampala, a marqué une avancée importante. Elle reflète la détermination des pays africains à traiter la question du déplacement et à établir des normes régionales et internationales pour sa gestion.³⁰⁹ S'appuyant sur les Principes directeurs relatifs au déplacement interne de 1998 et le Protocole des Grands Lacs sur la protection et l'assistance à apporter aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays de 2006, la Convention de Kampala est le premier et unique instrument régional juridiquement contraignant au monde qui aborde toutes les causes et toutes les phases du déplacement.

Elle souligne la responsabilité première des États de protéger et d'assister les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, et définit les obligations des autres parties prenantes, notamment les groupes armés non étatiques, les entreprises privées,

les agences humanitaires et les personnes déplacées elles-mêmes.³¹⁰ Trente-trois des 55 États membres de l'Union africaine l'avaient ratifiée en 2023 et elle est progressivement intégrée dans les cadres juridiques et politiques nationaux.³¹¹

Depuis son adoption, la Convention a servi de référence pour orienter et mesurer les progrès juridiques et politiques en matière de déplacement interne en Afrique. Pour aider les pays à la mettre en œuvre, la Commission de l'Union africaine (CUA) a élaboré un modèle de loi pouvant être adapté à la législation nationale.³¹² La CUA et l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) organisent régulièrement des formations pour les décideurs politiques et les fonctionnaires afin d'améliorer leur compréhension des instruments internationaux et régionaux relatifs à la protection et à l'assistance des personnes déplacées.³¹³

Cette année marque le 15^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention, mais malgré les efforts régionaux, nationaux et locaux, le nombre de personnes déplacées en Afrique a plus que triplé depuis 2009.³¹⁴ Cette dure réalité rappelle combien il est urgent d'accélérer la mise en œuvre de la Convention. La persistance des conflits et de la violence, ainsi que les impacts croissants des catastrophes et du changement climatique vont continuer d'accroître les vulnérabilités et les besoins des personnes déplacées et de poser des obstacles supplémentaires au développement durable du continent.

Au cours des 15 dernières années, des progrès significatifs ont été réalisés dans la région en matière de mise en place de cadres visant à prévenir, à répondre et à résoudre les problèmes liés au déplacement. Vingt-sept pays avaient établi au moins un cadre traitant ou faisant référence aux déplacements liés aux catastrophes ou aux conflits à la fin de 2023, ce qui signifie que la moitié des États de la région ont fait preuve d'une volonté politique de progresser.³¹⁵

Leur mise en œuvre est toutefois limitée par de nombreux facteurs. L'absence de mécanismes d'application, le manque de ressources financières, les capacités institutionnelles restreintes et le manque d'expertise technique entravent souvent la traduction des lois et politiques en actions concrètes. Les différents niveaux de volonté politique et d'engagement des gouvernements peuvent également constituer un obstacle. Les conflits prolongés, l'instabilité politique et les effets combinés du changement climatique et des catastrophes freinent également la mise en œuvre de ces cadres, en fragilisant les structures de gouvernance, en détournant les ressources et en exacerbant les vulnérabilités des populations touchées.

Depuis la création du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur le déplacement interne en 2019, un nouvel élan politique a été donné au niveau mondial pour répondre à ce phénomène.³¹⁶ Le Programme d'action sur le déplacement interne publié en 2022 définit trois objectifs principaux pour les gouvernements et les parties prenantes internationales et locales: prévenir les nouveaux déplacements, protéger et assister les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les aider à trouver des solutions durables.³¹⁷ Ces objectifs interconnectés nécessitent l'élaboration de cadres complets traitant simultanément ces trois aspects.

La section suivante aborde certains des progrès réalisés dans la lutte contre le déplacement interne en Afrique, et met en lumière certaines bonnes pratiques ainsi que les défis qui restent à relever.

Prévenir le déplacement

La plupart des cadres nationaux visant à gérer le déplacement interne en Afrique considèrent toutes les phases du déplacement, de la prévention et de la protection à l'assistance aux solutions durables. Cependant, la majorité se concentre principalement sur la réponse humanitaire et offre peu de mesures de prévention concrètes. La prévention est souvent abordée en termes généraux, avec une reconnaissance de l'obligation des États de réduire le risque de déplacement en s'attaquant à ses causes sous-jacentes et en protégeant les personnes contre les mouvements arbitraires. L'absence de stratégies de prévention spécifiques représente une lacune importante dans les efforts visant à réduire le phénomène.

Les instruments spécifiques au déplacement en Afrique se sont traditionnellement concentrés sur les conflits et la violence, mais des cadres récents adoptés au Tchad, au Mozambique, au Niger, au Nigeria et en République du Congo reconnaissent également les catastrophes et le changement

climatique comme des causes importantes.³¹⁸ Ils décrivent des mesures visant à prévenir et à gérer les déplacements liés aux catastrophes, notamment des systèmes d'alerte précoce, des plans d'évacuation, des stratégies de réduction des risques de catastrophes (RRC) et des initiatives visant à renforcer la résilience des communautés.

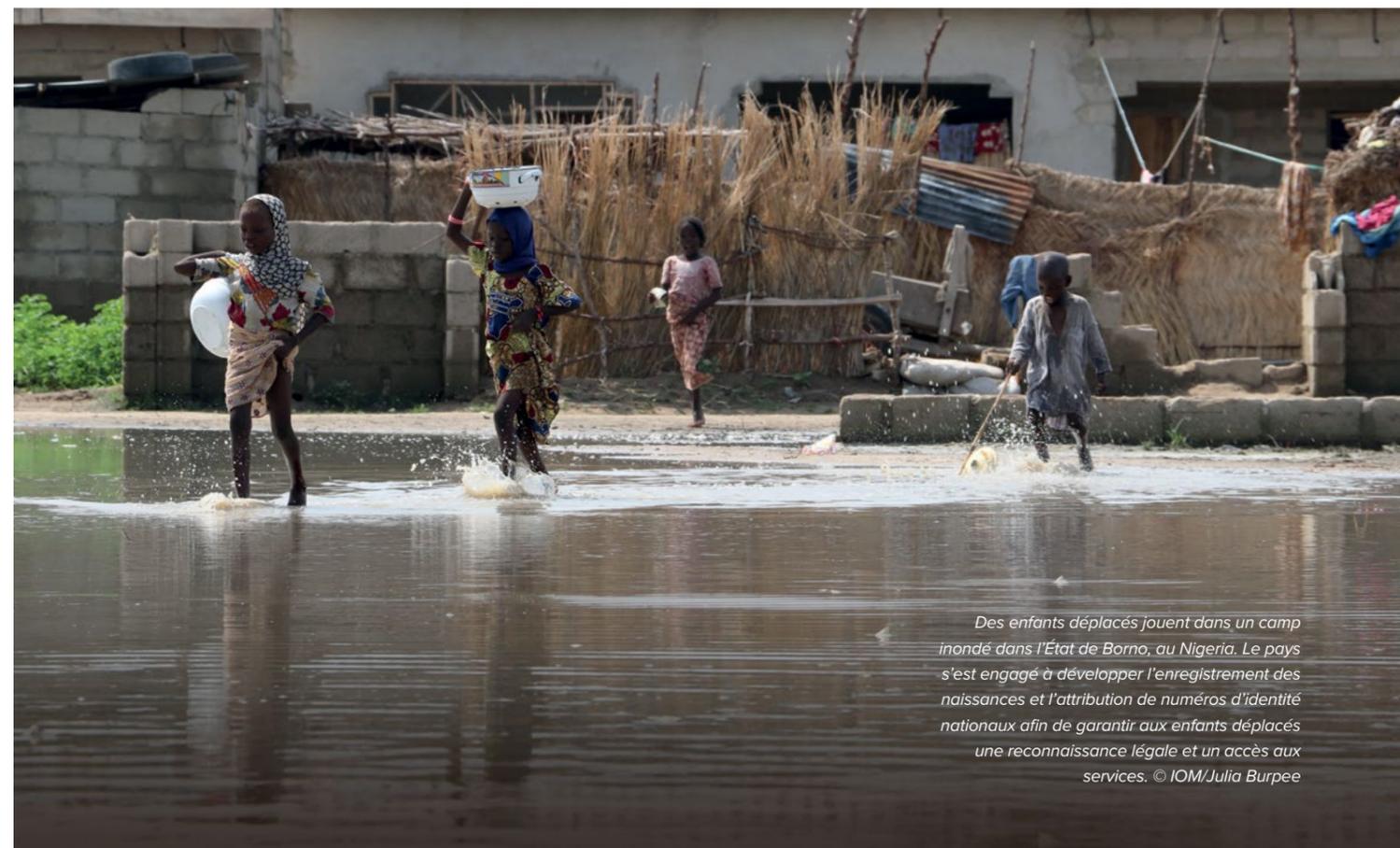
S'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits et promouvoir la paix demeure essentiel.³¹⁹ La Somalie et le Soudan du Sud mettent l'accent sur les efforts de consolidation de la paix et de réconciliation, ainsi que l'aide au retour et à la réintégration des personnes déplacées. Ces mesures sont nécessaires pour parvenir à des solutions durables et prévenir de futurs déplacements.³²⁰

Des approches globales qui prennent en compte les multiples facettes du déplacement sont nécessaires pour améliorer la coordination, le suivi et l'allocation de ressources, en particulier dans les situations où les conflits et les catastrophes se chevauchent, et pour protéger et assister les personnes déplacées. D'autres instruments non spécifiques au déplacement jouent

également un rôle important dans la prévention.³²¹ Les mesures visant à garantir la cohésion sociale et la stabilité économique ou à prévenir les conflits, la discrimination et l'extrémisme sont aussi essentielles pour protéger les personnes contre les déplacements et trouver des solutions durables.

De nombreux pays africains ont également intégré la question du déplacement dans des stratégies plus larges de RRC et d'adaptation au changement climatique.³²² Toutefois, il n'est pas toujours possible d'empêcher le déplacement, et celui-ci peut même, dans certains cas, être une mesure de résilience pour réduire les dommages et les décès. Ces stratégies permettent alors d'éviter la multiplication des vulnérabilités à la suite de catastrophes et de déplacements. Le Burkina Faso, le Mozambique et le Nigeria figurent parmi les pays ayant inclus le déplacement dans leurs stratégies et cadres de RRC.³²³

Dix-sept États font référence au déplacement interne dans leurs plans nationaux d'adaptation au changement climatique.³²⁴ La Zambie s'engage à renforcer la résilience



Des enfants déplacés jouent dans un camp inondé dans l'État de Borno, au Nigeria. Le pays s'est engagé à développer l'enregistrement des naissances et l'attribution de numéros d'identité nationaux afin de garantir aux enfants déplacés une reconnaissance légale et un accès aux services. © IOM/Julia Burpee

des moyens de subsistance pour les populations risquant d'être déplacées et prévoit de relocaliser les communautés exposées aux inondations dans des zones plus sûres.³²⁵

Le Niger vise à renforcer les capacités des personnes déplacées en matière de gestion durable des terres et à améliorer l'accès aux prévisions climatiques. Ces stratégies reflètent une reconnaissance croissante du besoin de répondre aux défis liés au déplacement posés par le changement climatique grâce à des efforts d'adaptation ciblés.³²⁶

Les efforts de coopération régionale pour garantir la stabilité grâce à la prévention des conflits, des catastrophes et des déplacements se multiplient également. La Stratégie régionale et le Plan d'action sur le changement climatique (2023-2030) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) reconnaissent que la région est fortement touchée par des déplacements liés aux conflits prolongés qui découlent souvent de la compétition

pour des ressources qui se rarifient, et risquent d'être aggravés par le changement climatique.³²⁷

Cette stratégie priorise les efforts de prévention visant à atténuer les conséquences socio-économiques du changement climatique et propose des lignes directrices pour les plans d'évacuation d'urgence en cas de catastrophe, ainsi que pour la résolution des conflits. Ces mesures sont essentielles pour prévenir l'aggravation de l'instabilité et des déplacements en Afrique de l'Est.

L'interaction entre les conflits, la violence, les catastrophes et le changement climatique, qui se superposent dans de nombreux pays africains, devient de plus en plus complexe. Cela rend l'implication conjointe des acteurs de la consolidation de la paix, du développement, de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe encore plus importante dans la prévention du déplacement. Cela souligne

également la nécessité de mettre en place des mécanismes de coordination solides et d'assurer la cohérence entre les différents cadres afin de garantir l'harmonisation des efforts déployés pour lutter contre les multiples causes du déplacement.³²⁸

Protéger et aider les personnes déplacées

Plusieurs pays africains ont élaboré des cadres nationaux et infranationaux pour protéger et aider les personnes déplacées, guidés par la convention de Kampala et des normes internationales telles que les Principes directeurs relatifs au déplacement interne.

Le Niger a transposé la Convention de Kampala dans sa législation nationale en adoptant une loi sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en 2018. Le Tchad et la République du Congo l'ont suivi en 2023.³²⁹ Le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, le Mali, le Nigeria et le Soudan du Sud avancent sur des processus législatifs similaires.³³⁰

L'Ouganda est le premier pays africain à avoir adopté une politique sur les personnes déplacées, en 2004, avant même l'adoption de la Convention de Kampala. Cette politique définit les droits des personnes déplacées et met en place des mécanismes de protection et d'assistance, y compris d'accès à la terre, au logement et aux services de base. D'autres pays ont suivi l'exemple. La Somalie a adopté une politique pour gérer le déplacement interne en 2019, et le Mozambique et le Nigeria ont fait de même en 2021.³³¹

Des organismes régionaux tels que l'IGAD et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont contribué à soutenir ces efforts nationaux. Dans son Cadre régional de politique migratoire, l'IGAD a donné la priorité à la domestication et à la mise en œuvre de la Convention de Kampala et offre un soutien aux États membres pour y parvenir.³³² De même, la CEDEAO a organisé des réunions en 2020 et 2021 pour encourager ses États membres à élaborer une législation nationale conforme à la Convention.³³³ Ces initiatives sont essentielles pour favoriser une approche coordonnée et harmonisée de la protection des personnes déplacées à travers le continent.

Au-delà de la législation nationale, les gouvernements peuvent renforcer la protection des personnes déplacées par le biais d'actions ciblées. Le Nigeria, par exemple, s'est engagé à augmenter l'émission de certificats de naissance et de documents d'identité nationaux, afin de garantir aux enfants déplacés une reconnaissance légale et un accès aux services. En collaboration avec le HCR, le gouvernement a mené une campagne d'enregistrement des naissances en 2021 qui a permis de délivrer des certificats à plus de 1 500 enfants dans trois camps de déplacés.³³⁴

Malgré ces développements positifs, des défis importants persistent. De nombreux États africains n'ont pas domestiqué la Convention de Kampala faute de capacité ou de volonté politique suffisantes, laissant des lacunes en matière de protection. Lorsque des politiques existent, elles tendent à mettre l'accent sur la protection des personnes vivant dans les camps de déplacés, laissant de côté celles résidant dans des communautés d'accueil et qui peuvent également avoir des besoins en matière de protection.

Des ressources limitées et l'absence de répartition claire des rôles et des responsabilités entre les différentes autorités entravent également la mise en œuvre effective des lois et des politiques relatives aux personnes déplacées. De même, la persistance des conflits et de l'insécurité complique les efforts visant à soutenir les populations déplacées dans plusieurs pays.

Même en l'absence de cadres et de mandats nationaux clairs, certains pays ont pris des mesures pour soutenir la préparation et les réponses au déplacement, y compris au niveau infranational. Au Kenya, par exemple, les gouvernements des comtés ont été consultés au cours du premier semestre 2024 pour élaborer une stratégie nationale en matière d'hébergement d'urgence afin d'aider à gérer les évacuations et les déplacements. Une initiative nationale de préparation axée sur le renforcement des capacités en cas d'évacuation est actuellement mise en œuvre au niveau des comtés.³³⁵

Les autorités des comtés de Garissa, Homa Bay, Kisumu et Mombasa ont également évalué les capacités à intégrer le déplacement dans les actions de RRC et de gestion des risques de catastrophe, soulignant



Un garçon de dix ans court après ses chameaux dans la région de Somali, en Éthiopie, un des pays élaborant des lois nationales sur le déplacement interne.
© UNICEF/UN0583967/Mulugeta Ayene

comment les institutions infranationales peuvent être à l'avant-garde des progrès politiques, en particulier dans les pays favorisant la décentralisation.³³⁶

Des engagements plus forts de la part des gouvernements et un soutien international accru, notamment en matière de financement et de renforcement des capacités, seront essentiels pour que les droits des personnes déplacées soient respectés et que leurs besoins soient satisfaits. Il est également important d'inclure les personnes déplacées dans la conception et la mise en œuvre des politiques qui les concernent afin de s'assurer que les solutions soient adaptées à leurs besoins, défis et aspirations personnelles.

Résoudre les problèmes de déplacement

La nature prolongée et répétée du déplacement interne à travers le continent souligne le besoin urgent de renforcer les efforts pour résoudre ce phénomène. Les réponses ont tendance à être focalisées sur l'aide humanitaire immédiate, nécessaire dans les premiers moments qui suivent le déplacement. Cependant, elle ne suffit pas à répondre aux besoins à plus long terme des personnes déplacées, ce qui prolonge leur situation, accentue la pauvreté, freine le développement et compromet la stabilité.

Des solutions durables sont essentielles pour briser ce cycle, que ce soit sous la forme d'un retour digne et volontaire des personnes déplacées vers leur lieu d'origine, de leur intégration locale dans les communautés d'accueil ou de leur réinstallation ailleurs dans le pays. De telles solutions nécessitent un fort leadership national ainsi qu'un changement de perspective, allant d'une vision purement humanitaire du déplacement à sa reconnaissance en tant qu'enjeu également pour le développement, la consolidation de la paix et l'action climatique. Cette conception est notamment défendue dans le Programme d'action du Secrétaire général des Nations Unies sur le déplacement interne.³³⁷

Renforcer l'appropriation nationale et le leadership local

Le besoin d'une approche globale est souligné par le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les solutions à la question des déplacements internes, qui a soutenu les efforts nationaux et locaux visant à renforcer une approche pangouvernementale dans des pays comme l'Éthiopie, la Libye, le Mozambique, le Nigeria, la Somalie et le Soudan du Sud.³³⁸ Cela a impliqué des initiatives coordonnées entre différents secteurs, reconnaissant que les défis inhérents à la recherche de solutions durables doivent être abordés dans le cadre d'agendas de développement nationaux et locaux plus larges.

Certains pays ont déjà pris des mesures importantes dans ce sens en mettant en place des mécanismes et des stratégies spécifiques pour mettre fin durablement au déplacement. La Somalie a créé en 2019 une unité chargée des solutions durables au sein du ministère de la Planification, des Investissements et du Développement économique et a lancé en 2021 une stratégie nationale pour des solutions durables (voir « En détail », p.19).³³⁹ La Libye, le Niger et le Tchad ont mis en place des comités interministériels sur les solutions au déplacement auxquels participent des personnes déplacées internes.³⁴⁰

L'appropriation et le leadership au niveau national sont essentiels pour créer un environnement favorable à des solutions durables, mais le rôle des autorités infranationales ne doit pas être négligé. Les gouvernements locaux sont souvent en première ligne pour répondre aux situations de déplacement, étant responsables de la gestion de leurs impacts immédiats et de la fourniture de services. Les États de Borno, Yobe et Adamawa au Nigeria ont élaboré des stratégies ou des plans d'action pour des solutions durables en 2024, et les régions de Banadir et du Somaliland ont mis en place des cadres similaires en Somalie.³⁴¹

Ces stratégies comprennent des mécanismes de coordination qui définissent les rôles et les responsabilités des différentes institutions

et des différents niveaux de gouvernement, garantissant ainsi des réponses articulées et efficaces. Il est également essentiel d'inclure des plans chiffrés afin de garantir que des ressources suffisantes soient allouées à leur mise en œuvre.³⁴² L'État de Borno s'est engagé à consacrer 15 % de ses revenus à la gestion des déplacements internes entre 2025 et 2027, tandis que les États d'Adamawa et de Yobe se sont respectivement engagés à hauteur de 5 % et 7 %.³⁴³

Intégration du déplacement dans les cadres nationaux pertinents

Il est tout aussi important d'intégrer le déplacement interne dans des cadres nationaux plus larges, tels que les plans de développement nationaux, les stratégies de RRC et les instruments connexes, les politiques d'adaptation au changement climatique, les accords de paix ainsi que les politiques urbaines et éducatives. Cela garantit que les questions de déplacement soient prises en compte dans tous les secteurs du gouvernement.

La Stratégie nationale de développement du Soudan du Sud révisée pour 2021-2024 comprend des objectifs visant à rénover les écoles endommagées par le conflit et à faciliter le retour et la réintégration des enfants déplacés.³⁴⁴

Le Mozambique a fait des progrès significatifs en alignant sa politique d'urbanisation de 2024 avec sa politique nationale de déplacement afin de répondre aux vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées vivant dans les zones urbaines. Le pays collabore également avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'OIM dans la ville de Pemba pour favoriser l'intégration durable

des personnes déplacées à travers des initiatives tenant compte des différences liées au genre et favorisant la cohésion sociale, les moyens de subsistance et l'amélioration de l'infrastructure.³⁴⁵

Le Mozambique a également intégré le déplacement interne dans ses efforts de consolidation de la paix, notamment par le biais du plan de reconstruction de Cabo Delgado, qui comprend des projets visant à renforcer la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil grâce à la formation professionnelle, l'éducation et la création de moyens de subsistance (voir « En détail », p.47).

Le gouvernement du Tchad a mené des efforts de stabilisation pour transformer les camps de déplacés en villages et a travaillé avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour soutenir les moyens de subsistance des personnes déplacées et des communautés d'accueil autour du lac Tchad en établissant des comités de négociation pour créer de nouvelles terres agricoles.³⁴⁶ L'accord de paix du Soudan du Sud contient des dispositions pour le retour et la réintégration en toute sécurité des personnes déplacées après le cessez-le-feu permanent et pendant la période de transition.³⁴⁷

L'adoption de lois et de politiques globales sur le déplacement interne constitue une étape importante, mais le succès de leur mise en œuvre dépend d'une volonté politique soutenue et de l'attribution suffisante de ressources. La reconnaissance des personnes déplacées internes comme citoyens ou résidents de leur pays, à travers la pleine inclusion de la question du déplacement dans d'autres cadres sectoriels, est tout aussi importante.

Les acteurs du développement doivent être impliqués et les financements intégrant les déplacements dans les stratégies et les budgets de développement à long terme doivent être mobilisés. Le suivi continu des progrès et la résolution des problèmes persistants sont également essentiels pour traduire les politiques en pratiques efficaces qui atténuent les risques de déplacement, améliorent la vie des personnes déplacées et les aident à surmonter leurs difficultés.

Vers de meilleures données sur le déplacement interne en Afrique

Les données sur le déplacement interne en Afrique ont vu une évolution significative au cours des 15 dernières années: davantage d'informations sur l'ampleur, la durée et l'impact du phénomène sont désormais disponibles. Cependant, de nombreuses lacunes et difficultés subsistent, notamment des inconsistances méthodologiques, des duplications d'efforts et une coordination insuffisante entre les agences chargées de la collecte de données.

Cette situation entrave la production de données harmonisées et interopérables, compromettant ainsi la conception et la mise en œuvre de mesures visant à prévenir, à répondre et à résoudre le déplacement interne, notamment dans les pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées internes en Afrique et au niveau mondial. Le chiffre total pour le continent a été multiplié par trois au cours des 15 dernières années, mais il est encore difficile de déterminer la durée du déplacement dans la plupart des pays.

Il est nécessaire d'améliorer les méthodes de collecte de données, d'assurer la coordination et la collaboration et de renforcer les capacités de suivi des gouvernements nationaux et locaux afin d'établir une base de référence plus solide sur l'ampleur, la durée et la sévérité du déplacement en Afrique. Cela permettrait également de mieux estimer le risque de futurs déplacements. Cette section présente des exemples concrets de bonnes pratiques dans la région pour contribuer à la mise en œuvre de la Convention de Kampala et d'autres politiques et stratégies nationales et régionales.

Améliorer la collecte de données

Lorsque plusieurs acteurs utilisent des méthodes différentes pour collecter des données dans les mêmes zones ou à la suite des mêmes événements, les estimations du nombre de personnes déplacées, de mouvements nouveaux et répétés ou de retours peuvent être contradictoires. Cette situation risque alors de semer la confusion chez les décideurs politiques, les donateurs et les organisations qui s'efforcent de répondre aux besoins des personnes déplacées, ce qui nuit à la priorisation des ressources et à une réponse efficace.

L'absence de systèmes et de standards harmonisés signifie aussi que les données ne sont pas toujours comparables, ce qui complique la compréhension de l'évolution des crises de déplacement au sein des pays ainsi que d'un pays à l'autre. Des standards tels que les recommandations internationales sur les statistiques relatives aux personnes déplacées (IRIS) élaborées par le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées internes et les apatrides (EGRIS) n'ont pas encore été mises en œuvre de manière systématique.

Pour être considérées comme complètes, les données doivent inclure les déclencheurs et les impacts du déplacement sous toutes ses formes, indépendamment de l'ampleur et de la durée.³⁴⁸ Des protocoles d'analyse doivent être définis afin d'examiner les tendances. Étant donné que les catastrophes et les conflits se chevauchent dans de nombreux pays, il est essentiel de comprendre l'interaction de ces causes.

Afin de bien saisir et différencier les catastrophes ou les violences locales de petite ampleur des événements majeurs qui déclenchent du déplacement, les données doivent être enregistrées à l'aide de méthodes qui permettent de suivre les mouvements en tenant compte de leur origine et leur destination, ainsi que de la date à laquelle ils se sont produits. Il est également important de savoir s'il s'agit de mouvements nouveaux ou répétés. Pour garantir l'identification des besoins et des risques de protection des groupes vulnérables, les données doivent également être désagrégées selon les caractéristiques géographiques, démographiques et socio-économiques, tant pour les communautés déplacées que pour les communautés d'accueil.

Au Burkina Faso, le Groupe de coordination de la réponse opérationnelle (GCORR), codirigé par OCHA et le NRC, a été créé afin d'enregistrer des données sur les déplacements liés aux conflits et aux catastrophes et de coordonner la réponse humanitaire. Le GCORR constitue un exemple de bonne pratique en matière de suivi des déplacements internes.³⁴⁹ Le groupe travaille avec un réseau de partenaires qui opèrent dans toutes les régions du pays pour fournir des alertes suite à un déplacement.³⁵⁰ Les données fournissent des informations sur l'origine et la destination des personnes déplacées, leurs caractéristiques démographiques et leurs besoins les plus urgents.

De manière générale, plus d'efforts sont nécessaires pour suivre les déplacements répétés de manière plus systématique, y compris en fonction des différents déclencheurs. Par exemple, si un camp abritant des personnes déplacées par la violence est inondé, les obligeant à se déplacer à nouveau, les organisations pourraient utiliser les données relatives au déplacement pour adapter leurs interventions en fournissant des abris plus résistants à de tels aléas ou en installant des camps dans des zones moins sujettes aux inondations.³⁵¹ Ces mêmes données permettraient de calibrer les modèles de risque de catastrophe qui pourraient servir de support à la planification et à l'action humanitaire futures.

Les résultats de la dernière itération du modèle de risque de déplacement en cas de catastrophes développé par l'IDMC et ses partenaires révèlent à quel point les personnes qui ont fui les conflits et la

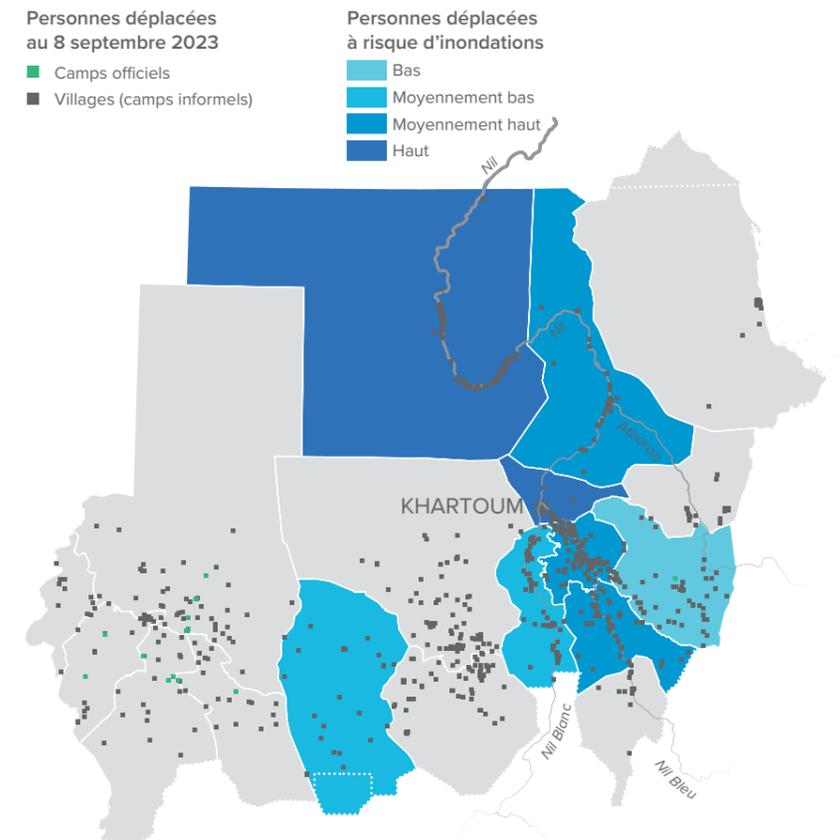
violence risquent d'être à nouveau déplacées par les inondations.³⁵² Au Soudan, par exemple, elles montrent que de nombreuses personnes déplacées par le conflit vivaient dans des zones à haut risque d'inondation en septembre 2023, en particulier le long des principaux bassins fluviaux du pays.

Les données révèlent également une forte concentration de personnes déplacées autour du confluent du Nil blanc et du Nil bleu, près de la capitale, Khartoum, où d'importants déplacements liés aux inondations ont eu lieu par le passé. Le risque de déplacements lié aux inondations fluviales dans la région est l'un des plus élevés du pays, avec environ 15 % des sites de déplacement dans l'État de Khartoum étant à risque d'être gravement endommagés. La situation reste très volatile étant donné le conflit, mais l'utilisation de ces données pourrait néanmoins contribuer à une action humanitaire plus résiliente aux catastrophes.

Il est important de mesurer la durée du déplacement pour mieux comprendre comment les vulnérabilités des personnes déplacées évoluent au fil du temps. Quelques exemples de collecte de données de ce type existent déjà en Afrique. La Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) travaille avec ses sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour faire le point sur une situation de déplacement un an après l'événement, en évaluant combien de personnes sont encore dans des abris d'urgence, quelle aide elles ont reçue et comment elles se préparent à la prochaine saison des pluies.³⁵³ De telles évaluations ont récemment eu lieu au Maroc et au Tchad.³⁵⁴

La collecte et l'analyse de ce type d'informations permettraient de mesurer le temps nécessaire aux personnes déplacées pour trouver des solutions et de mieux comprendre les facteurs contextuels qui jouent un rôle dans ces dynamiques. Évaluer leurs conditions de vie au fil du temps est un élément essentiel de ce travail. L'IDMC utilise les données collectées par les évaluations multisectorielles des besoins d'IMPACT Initiatives pour comparer les conditions de vie des personnes déplacées, celles étant retournées ainsi que les communautés d'accueil. Ces évaluations annuelles de la sévérité du déplacement couvrent le logement, le revenu, la sécurité alimentaire, l'éducation, la perception de l'insécurité, les munitions non explosées et d'autres dangers.³⁵⁵

Au Soudan, les camps de déplacés sont exposés au risque d'inondations fluviales



Source: IOM-DTM, Sudan Weekly Displacement Snapshot (3), 8 September 2023

Les résultats sont disponibles pour le Burkina Faso, la République centrafricaine, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Niger et la Somalie. Ils améliorent notre compréhension des conditions des personnes déplacées dans différents pays et les nuances au sein même de leur pays. Combinés avec une analyse contextuelle, ces résultats peuvent informer les décisions sur les localités à prioriser et le type d'assistance les plus nécessaires pour soutenir les personnes déplacées dans leur recherche de solutions durables.³⁵⁶

Ces analyses et outils permettraient également de mieux comprendre les besoins et les risques spécifiques auxquels sont confrontés les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes LGBTQI+ et d'autres minorités qui sont forcés de fuir leur foyer. Il existe actuellement peu d'informations, par exemple, sur l'âge et le sexe des enfants déplacés, s'ils ont fui avec leur famille ou seuls, et l'impact du déplacement sur leur éducation et leur nutrition.³⁵⁷ Même lorsque ces informations sont disponibles, les groupes d'âge ne sont généralement pas homogènes

entre les agences, ce qui complique la compilation de données au niveau national et leur comparaison entre les pays.

Il existe cependant quelques exemples de bonnes pratiques. Le gouvernement du Burundi collabore avec la Croix-Rouge burundaise et l'OIM DTM pour produire des données sur les déplacements qui contiennent des informations désagrégées par sexe et par âge et sur les besoins spécifiques des personnes déplacées. Ces données sont utilisées pour informer les efforts de prévention et adapter la réponse.³⁵⁸

Assurer une meilleure collaboration et coordination

La collecte de données sur le déplacement impliquera toujours diverses parties prenantes et il est donc important de développer des approches claires et harmonisées. Dans certains contextes, il existe des chevauchements et des inconsistances qui empêchent le développement d'une base de référence solide sur l'ampleur, la portée et la sévérité du déplacement interne.

Les partenariats doivent être renforcés au niveau local, national et international. De même, la capacité des gouvernements à enregistrer les données relatives au déplacement doit être renforcée. Une meilleure collaboration permettrait d'augmenter le potentiel des données pour générer des informations sur l'ensemble de la mobilité humaine et ses liens avec les défis et les opportunités liés au développement.

Des progrès ont déjà été accomplis. La mise en place de groupes de travail et de systèmes de collecte conjoints a permis de produire des données plus complètes et interopérables sur le déplacement dans des pays tels que la République centrafricaine et le Mali. Ces deux pays ont mis en place des Commissions mouvements de populations qui rassemblent tous les acteurs concernés, qu'il s'agisse d'agences gouvernementales, d'ONG ou de l'ONU. Les commissions se réunissent tous les mois pour assurer une compréhension commune des situations de déplacement et pour valider les données à publier, ce qui permet d'obtenir des estimations concertées.³⁵⁹

Des systèmes similaires, connus sous le nom de mécanismes de réponse rapide, existent au Cameroun et au Niger et montrent comment la collaboration et la coordination

peuvent être structurées au sein des pays.³⁶⁰ L'étape suivante consisterait à élaborer des standards applicables à l'ensemble des pays, idéalement alignés sur IRIS. Le Joint IDP Profiling Service (JIPS) travaille déjà avec les communautés économiques d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ainsi qu'avec l'Institut panafricain de statistique pour promouvoir IRIS, ce qui constitue une avancée.³⁶¹

L'application systématique de ces standards aux niveaux national et régional permettrait de renforcer les liens entre les données et l'élaboration de politiques visant à prévenir, à répondre et à résoudre le déplacement interne en Afrique.

Renforcer les capacités locales et nationales

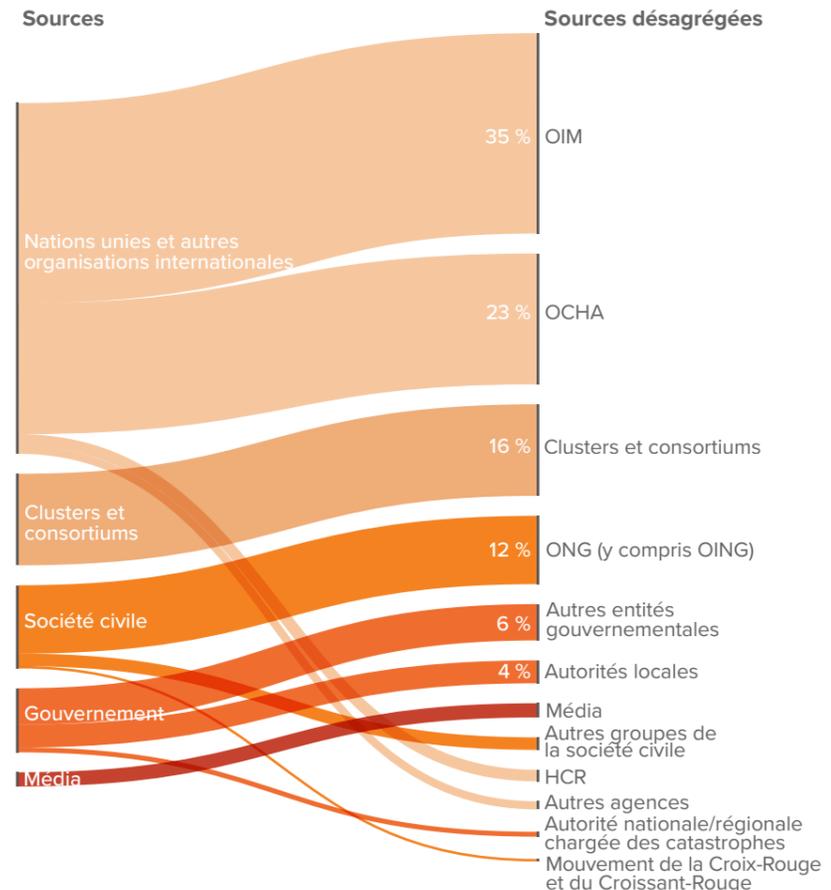
Grâce au travail d'agences telles que l'OIM, l'OCHA, le HCR et la FICR, des évaluations sur la mobilité humaine et les besoins huma-

nitaires ont été réalisées dans certaines des plus grandes crises de déplacement en Afrique. Elles ont permis non seulement d'aider les personnes déplacées, mais aussi de mettre en lumière l'ampleur et la portée du phénomène sur le continent et dans le monde.

Les organisations internationales produisent la plupart des données sur le déplacement interne en Afrique. Les agences des Nations unies, en particulier l'OIM, ont produit 61 % de toutes les données sur les déplacements liés aux conflits et à la violence en 2023, tandis que les gouvernements en représentaient 11 %. Pour les déplacements liés à des catastrophes, les données étaient respectivement de 39 % et 34 %.

De nombreux facteurs expliquent pourquoi l'appropriation des systèmes de données par les gouvernements est moins étendue que celle des organisations internationales, mais

Sources des données de l'IDMC concernant les déplacements liés aux conflits et à la violence en Afrique



La somme des pourcentages peut dépasser 100 %, car les données de déplacement peuvent être associées à plusieurs sources. Les proportions inférieures à 4 % ne sont pas affichées.

la situation montre la nécessité de renforcer la gouvernance des données au niveau national et le rôle des gouvernements dans le maintien des systèmes de données.

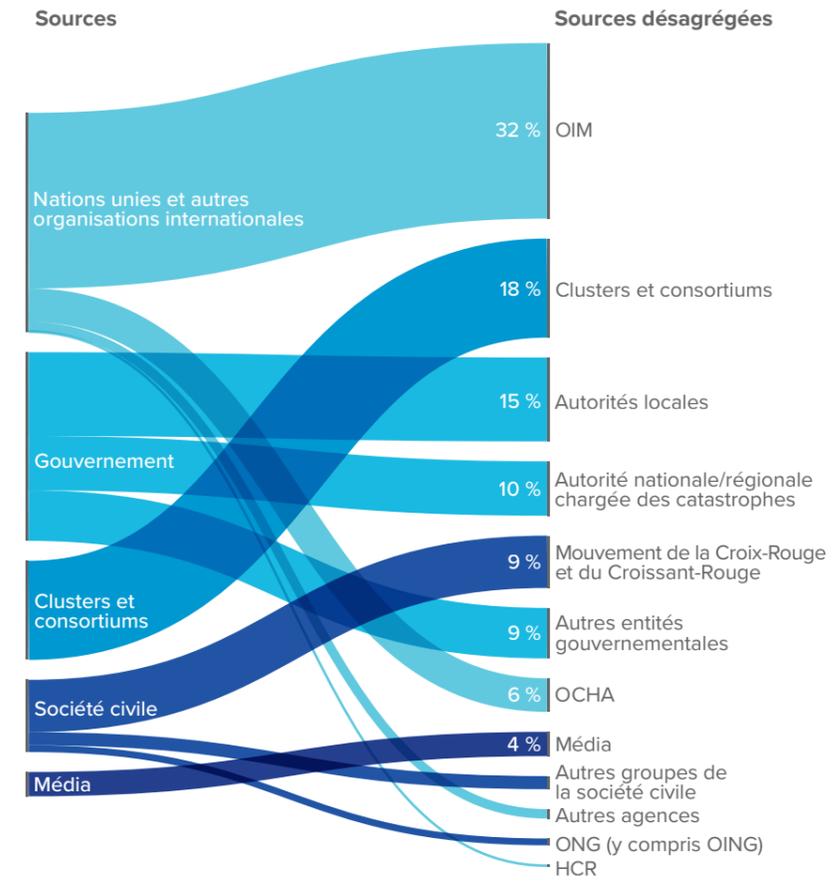
Une meilleure collaboration sera essentielle pour atteindre cet objectif. Les organisations internationales collaborent déjà avec plusieurs gouvernements de la région. Dans certains cas, elles ont soutenu le renforcement des capacités des fonctionnaires et formé des agents en charge de la collecte de données au niveau local. Elles ont également créé des formations destinées à garantir que la collecte respecte des normes éthiques et des protocoles de protection des données.³⁶²

Le renforcement de ces compétences est essentiel, car le fait de s'appuyer entièrement, et même en partie, sur les organisations internationales pour effectuer ce travail comporte des risques, notamment

en ce qui concerne la durabilité de ces systèmes. Les évaluations ont tendance à être menées dans les zones définies par les plans annuels de réponse humanitaire, alors que les déplacements peuvent également se produire dans d'autres endroits. Au Nigeria, par exemple, la collecte de données sur les déplacements liés au conflit est bien développée dans les régions du centre et du nord. Il y a toutefois également des signalements de violences intercommunautaires déclenchant des mouvements dans les régions méridionales, mais aucun suivi exhaustif n'y est effectué. Si la collecte de données au niveau local est maintenue, il devient possible de produire des évidences plus complètes dans le long terme.

Certaines initiatives sont déjà en place. L'OIM DTM a transféré son processus de collecte et d'analyse des données à la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) du Mali en 2014. Celle-ci a

Sources des données de l'IDMC concernant les déplacements liés aux catastrophes en Afrique



La somme des pourcentages peut dépasser 100 %, car les données de déplacement peuvent être associées à plusieurs sources. Les proportions inférieures à 4 % ne sont pas affichées.

mis en place un système de collecte, de validation et de publication des données sur le déplacement piloté par le gouvernement. De nombreuses organisations forment également du personnel local à la collecte de données à travers le continent.³⁶³

Un autre exemple de bonne pratique est la façon dont les sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont structurées en Afrique et dans le monde. Elles ont mis l'accent sur la formation de personnel local chargé de recueillir des données sur les besoins et les impacts humanitaires, y compris le déplacement, même dans les pays qui ne sont pas confrontés à des crises de grande ampleur.³⁶⁴

Cela permet non seulement de garantir la durabilité de la collecte de données, mais également de mettre en lumière les impacts des événements à petite et moyenne échelle susceptibles de déclencher des déplacements. Ces informations constituent une contribution précieuse à la localisation des politiques et des actions en matière de résilience et de solutions. Lorsqu'elles sont agrégées, les informations collectées montrent aussi que les impacts localisés des catastrophes peuvent être significatifs.

Certains gouvernements ont pris l'initiative de montrer à quoi pourrait ressembler l'appropriation totale des systèmes de données sur le déplacement interne. Le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) de Madagascar est chargé du suivi, de l'analyse et de la production de rapports sur le déplacement lié aux catastrophes dans le pays. Il collecte des données spatiales et temporelles désagrégées sur les impacts des aléas en collaboration avec la Cellule de Prévention et d'appui à la gestion des urgences. Ces informations sont ensuite complétées par des évaluations ad-hoc de l'OIM DTM afin de dresser un tableau plus complet des tendances, des risques et des impacts des déplacements.³⁶⁵

Ces exemples, parmi d'autres, montrent que les gouvernements peuvent diriger la conception et la maintenance des systèmes de données sur le déplacement interne sans exclure le soutien financier et technique des organisations internationales, des banques multilatérales de développement, des ONG et d'autres parties prenantes.

Références

1 ACLED, Assessing Al-Shabaab's Threat to the Region as Somalia Joins the East Africa Community, 8 December 2023; Council on Foreign Relations, Al-Shabaab in East Africa 2004-2022, undated; AMISOM, African Union Mission in Somalia homepage, undated; ATMIS, About the African Union Transition Mission in Somalia, undated

2 IDMC, Global Overview 2014, May 2015

3 IDMC, Ethiopia: New waves of conflict cause unprecedented displacement, May 2019

4 IOM DTM, Mobility Site Assessments, Emergency Site Assessments, Emergency Event Tracking Tool, 2021; International Crisis Group, Ethiopia's Tigray War: A Deadly, Dangerous Stalemate, 2 April 2021; Center for Preventive Action, Conflict in Ethiopia, 19 December 2023; Financial Times, War in Tigray may have killed 600,000 people, peace mediator says, 14 January 2023

5 US Department of State, Five Months of a Humanitarian Truce in Ethiopia, 24 August 2022; AU, Cessation of Hostilities Agreement between the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia and the Tigray Peoples' Liberation Front (TPLF), 2 November 2022; OCHA, Ethiopia - Humanitarian Catastrophe Unfolding Before Our Eyes, Secretary-General Tells Security Council, Warning Ethiopia's Youth Will Be Ultimate Casualties, 27 August 2021; International Crisis Group, Ethiopia's Civil War: Cutting a Deal to Stop the Bloodshed, 26 October 2021; International Crisis Group, A Rare Chance for Peace in Ethiopia, 23 December 2021

6 International Crisis Group, Ethiopia's Ominous New War in Amhara, 16 November 2024; The Guardian, Ethiopia declares a state of emergency in Amhara amid increasing violence, 4 August 2023; ACLED, Fact Sheet: Crisis in Ethiopia's Amhara Region, 10 August 2023

7 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2024, May 2024

8 Government of Ethiopia, Somali region durable solutions strategy 2017-2020, 6 October 2017; Somali Regional State, Durable Solutions Strategy 2022-2025, 18 August 2022

9 Government of Ethiopia, Ministry of Peace, undated

10 UNHCR, UNHCR welcomes Ethiopia's ratification of Kampala Convention, 14 February 2020

11 OCHA, Ethiopia: Conflict Displacement Situation Report, 23 January 2018; Addis Standard, Ethiopia sees return of over 2.5 million IDPs, nearly 4.4 million still displaced, 16 July 2024; OCHA, Ethiopia: Internal Displacement Overview, 4 July 2024

12 Government of South Sudan, Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan, 12 September 2018; UNGA, UN chief welcomes South Sudan's Unity government, lauds parties for 'significant achievement', 24 February 2020; International Crisis Group, A Major Step Toward Ending South Sudan's Civil War, 25 February 2020

13 IGAD, IGAD, South Sudan Conclude National Consultations on the Launch of South Sudan Durable Solutions Strategy, 17 April 2024

14 Weathering Risk, Climate Risk Profile for Eastern Africa, March 2023; Oxfam, Food Crisis in the Horn of Africa: Progress Report, 5 July 2012; UNHCR, Tens of thousands of drought-displaced Somalis head to Mogadishu, 26 July 2011; IOM, Somalia Drought Response, 20 December 2022; UNECA, 2016-2017 Horn of Africa Drought, 4 July 2023

15 UN News, UN declares famine in two regions of southern Somalia, 20 July 2011; Elsevier, Global implications of Somalia 2011 for famine prevention, mitigation and response, 19 September 2012

16 IOM, 15 Million People Face Humanitarian Crisis Due to Drought in the Horn of Africa, 8 April 2022; REACH, Drought in the Horn of Africa – Regional analysis, 15 February 2023

17 FSNWG, Food Security and Nutrition Update, 27 February 2023; Climate Refugees, Case Study: Non-Economic Loss And Damage In Kenya, 13 November 2023

18 FAO/WFP, Hunger Hotspots: FAO-WFP early warnings on acute food insecurity, March to July 2021 outlook, 23 March 2021; IPC, Ethiopia: IPC Acute Food Insecurity Analysis, 10 June 2021; FEWS NET/WFP, Ethiopia Food Security Outlook, June 2021 to January 2022, 6 August 2021; OCHA, Ethiopia: Drought Update No.4, 18 April 2022

19 UNDP, Preventing droughts, floods and soil erosion in land desperately needed by some of the poorest farmers and herders, 20 August 2023; IOM, Devastating Floods Displace Thousands in

Somalia, after Prolonged Drought, 1 August 2023; FEWS NET, Historic multi-season drought leads to Emergency (IPC Phase 4), with risk of further deterioration, undated; IDMC, Drought-stricken communities hit by destructive floods in the Horn of Africa, 22 May 2018

20 IDMC, Drought-stricken communities hit by destructive floods in the Horn of Africa, 22 May 2018

21 IDMC, Disasters meet political unrest, displacing millions in East Africa, 1 July 2020

22 OCHA, Somalia Situation Report, 26 December 2023

23 IOM, Japan Supports IOM's Flood Response in Ethiopia, Kenya, and Somalia, 28 February 2024; OCHA, Kenya: Humanitarian impact of heavy rains and flooding - Flash Update #2, 20 November 2023

24 FEWS NET, Ethiopia Key Message Update: Severe flooding in the pastoral south restricts household recovery from drought, 6 January 2024

25 Save the Children, Ethiopia: At least 23 killed as a new cholera outbreak poses deadly threat to thousands of displaced children, 30 November 2023; OCHA, Ethiopia: Cholera Outbreak - Flash Update #8, 20 June 2023

26 UNEP, Are South Sudan's wetlands in danger of drying up? 8 July 2017; World Bank, Rising from the Depths: Water Security and Fragility in South Sudan, 2 May 2023

27 FAO/Government of Sudan, Flood impact rapid assessment, September 2020; OCHA, South Sudan Flooding Situation Report: Inter-Cluster Coordination Group, 24 December 2020; CERF, Uganda Rapid Response: Flood 2020, 25 November 2020

28 NASA Earth Observatory, Record Flooding in Sudan, undated

29 JRS, South Sudan: devastating flooding displaced thousands of people, 22 March 2020; Sudd Institute, South Sudan's devastating floods: why they happen and why they need a coherent national policy, 15 November 2019; UN News, Flooding leaves South Sudan facing threat of "catastrophic" hunger levels, 29 September 2020; BBC, "Emergency unfolding" in flooded South Sudan, 8 November 2019

30 ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022; OCHA, South Sudan: Humanitarian Needs and Response Plan 2024, 22 November 2023

31 OCHA, Sudan floods 2023 homepage, undated; IOM DTM, Sudan - Monthly Displacement Overview, 5 December 2023

32 Bündnis Entwicklung Hilft, WorldRiskReport 2022 - Focus: Digitalization, 8 September 2022; Environmental Research: Climate, Limited role of climate change in extreme low rainfall associated with southern Madagascar food insecurity, 2019–21, 30 December 2022

33 UNCT, Cyclone Giovanna, Irina and Floods Situation Report #8, 22 March 2022; Shelter Project, Madagascar – 2012 – Tropical Storm, 2012

34 IOM DTM, Madagascar – Baseline Mobility Assessment, Grand Sud, September 2022; UNU, From drought to hunger: 5 facts on southern Madagascar's food insecurity, 23 November 2022

35 ACAPS, CrisisInSight Weekly Picks, 21 July 2021; OCHA, Madagascar Humanitarian Snapshot, March 2021; France Info, Madagascar: sécheresse, famine et dahalo dévastent le Sud, 28 May 2021

36 AFD, Protecting The Population From Flood Risks In Antananarivo, 2016–2022, undated; Water journal, Urbanization and Floods in Sub-Saharan Africa: Spatiotemporal Study and Analysis of Vulnerability Factors—Case of Antananarivo Agglomeration (Madagascar), 10 January 2021; USAID, Risques climatiques dans les zones urbaines et en voie d'urbanisation Madagascar, March 2018; IDMC, More than half a million displacements across south-eastern Africa as five tropical storms strike in two months, 25 March 2022

37 NRC, The world's most neglected displacement crises in 2023, 3 June 2024; IDMC, Sudan – Conflict triggers more displacement than in previous 14 years combined, 14 May 2024

38 International Crisis Group, The Rise of Sudan's RSF and Their Leader "Hemedti", 11 May 2023; UN News, Darfur: Trial of Janjaweed leader must not be 'a false dawn' for justice, Security Council hears, 23 August 2022

39 International Crisis Group, The Rise of Sudan's RSF and Their Leader "Hemedti", 11 May 2023; UNDGC, Sudan: The United Nations and Darfur - Fact sheet, 16 August 2007

40 International Crisis Group, Situation in Darfur, Sudan, undated; Coalition for the ICC, Omar al-Bashir, undated

41 IDMC, Global Overview 2011, May 2011

42 Forced Migration Review, Emerging options for durable solutions in Darfur, October 2019

43 FEWS NET, Well above average staple food prices expected to drive high 2019 assistance needs, December 2018 to May 2019; International Crisis Group, Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, 14 January 2019

44 UN News, 'Democratic aspirations of the Sudanese people' must be met urges Guterres, following military removal of al-Bashir from power, 11 April 2019; UN News, UN chief welcomes power-sharing deal between Sudanese military and opposition, 5 July 2019

45 EU Emergency Trust Fund for Africa, "Sudan celebrates peace agreement to end decades of war" 13 October 2020; UNSC, Security Council Press Statement on the Juba Peace Agreement (Sudan), 9 October 2020

46 RVI, What next for the Juba Peace Agreement? Evolving political and security dynamics in Darfur, January/February 2022; OCHA, Sudan: Conflict in Darfur – Flash Update Number 1, 9 December 2021

47 FIDH, Delays and Dilemmas: New Violence in Darfur and Uncertain Justice Efforts within Sudan's Fragile Transition, November 2021; The New Humanitarian, UN peacekeeper withdrawal leaves security vacuum in Darfur, 25 May 2021

48 IDMC, Sudan: A five-fold increase in internal displacement, May 2022

49 IDMC, Sudan – Conflict triggers more displacement than in previous 14 years combined, 14 May 2024

50 Ibid; UNHCR, Displacement crisis in Sudan deepens as fighting spreads, 19 December 2023

51 IOM DTM Sudan, Internally Displaced Persons 2023 Estimates, January 2024

52 International Crisis Group, Fearing the Worst in Darfur, Again, 6 July 2023; The Conversation, Darfur: tracing the origins of the region's strife and suffering, 1 March 2020; Norwegian, UK and US governments (the Troika), Statement on Atrocities in Darfur, Sudan, 04 August 2023; Norwegian, UK and US governments (the Troika), Joint Statement on Attacks in Darfur, Sudan and the Need for a Cessation of Violence, 17 November 2023; OHCHR, Sudan: Killings in Ardamata, 17 November 2023; UN News, "Six days of terror" in West Darfur: Ethnically-based attacks on the rise, 17 November 2023; OHCHR, Sudan: At least 87 buried in mass

grave in Darfur as Rapid Support Forces deny victims decent burials, 17 July 2023

53 IOM DTM Sudan, Monthly Displacement Overview (04), December 2023; World Bank Data Portal, Population, total – Sudan, undated

54 NRC, The world's most neglected displacement crises 2023, undated; NRC, The world's most neglected displacement crises 2022, undated; NRC, The world's most neglected displacement crises 2021, 1 June 2022

55 International Crisis Group, Sudan: A Year of War, 11 April 2024; NRC, Survivors of Sudan's brutal war have been forgotten, 14 February 2024

56 UNFPA, World Population Dashboard: Somalia, undated

57 World Bank, Somalia Urbanization Review: Fostering Cities as Anchors of Development, 2020; Refugees International, No Going Back: The New Urban Face of Internal Displacement in Somalia, 25 May 2023

58 ACLED, Assessing Al-Shabaab's Threat to the Region as Somalia Joins the East Africa Community, 8 December 2023; Council on Foreign Relations, Al-Shabaab in East Africa 2004-2022, undated; UNICEF, Conflict Analysis Summary: Somalia, June 2014

59 IOM DTM, Understanding the key drivers of displacement in Somalia during the 2021/22 drought, September 2022; World Bank/UNHCR, The Toll of Drought on Displaced and Vulnerable Persons in Somalia, June 2023; Oxfam, Drought, Displacement and Livelihoods in Somalia/Somaliland, June 2018

60 WHH, Flood disaster in East Africa after devastating drought, 7 December 2023; Aquaread, What Causes Droughts & Why Do They Lead to Floods? 4 November 2022

61 IDMC, Somalia: worst drought in 40 years fuels food insecurity and displacement, May 2023

62 World Bank, Informing Durable Solutions for Internal Displacement in Nigeria, Somalia, South Sudan, and Sudan: Country Case Studies, 18 April 2019; IOM, Somalia Drought Response (November 2022), 20 December 2022

63 UNHCR, Somalia - Internal Displacement, last accessed 2 March 2022; UN press release, IOM, World Bank, Government of Somalia to Provide Lasting Solutions for 71,000 People Affected by Drought, 18 October 2022

- 64 IDMC, New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia, 2018; IDMC, Hidden in plain sight: Women and girls in internal displacement, March 2020
- 65 IDMC, City of flight: New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia, November 2018; Global Protection Cluster, Somalia Protection Analysis Update: September 2022, 11 October 2022; IDMC, Measuring the Costs of Internal Displacement on IDPs and Hosts: Case studies in Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia, January 2020
- 66 IDMC, Good Practices: Protecting the Housing, Land and Property Rights for Displacement Affected Communities in Urban Centres in Somalia, undated; OCHA, Somalia: Actions taken in support of the protection against forced evictions during COVID-19, 7 September 2020; Danwadaag, Addressing forced evictions as a key obstacle to achieving durable solutions in Somalia, March 2021; RedDSS, Forced evictions as an obstacle to durable solutions in Somalia, September 2019
- 67 UN Somalia, Towards Sustainable Urban Development in Somalia and IDP Durable Solutions at Scale, September 2019; IDMC, Drought-stricken communities hit by destructive floods in the Horn of Africa, 2018; IDMC, Flood displacement in Beledweyne, 2021
- 68 IDMC, Flood displacement in Beledweyne, 2021; IDMC, Global Report on Internal Displacement, May 2024
- 69 The New Humanitarian, Amid Drought, Somali Pastoralists Watch Their 'Sources of Life' Perish, 20 June 2017; FAO, Global Information and Early Warning System: Country Briefs – Somalia, 13 September 2022; ACTED, Somalia: Supporting drought-affected Internally Displaced Persons (IDPs) in rural Baidoa, 23 April 2024; UN Somalia, Towards Sustainable Urban Development in Somalia and IDP Durable Solutions at Scale, September 2019; IPC, Somalia: Acute Malnutrition Situation for October 2023 - February 2024 and Projection for March - June 2024, undated
- 70 IDMC, Somalia: window of opportunity for addressing one of the world's worst internal displacement crises, 10 January 2006; ICRC, Somalia: Climatic shocks displace old pastoral way of life, 30 August 2021; Hussein S, The Future of Somali Pastoralism: Losing to Environmental Destruction and Resultant Droughts, 28 December 2019
- 71 International Trade Administration, Somalia: Agribusiness and Food, 22 January 2024; Government of Somalia, National Development Plan 2020-2024, undated
- 72 UNHCR, UNHCR welcomes Somalia's ratification of the Kampala Convention, 27 November 2019
- 73 Government of Somalia, Durable Solutions Unit homepage, undated
- 74 Government of Somalia, National Development Plan 2020-2024, undated; Government of Somalia, National Durable Solutions Strategy 2020-2024, undated
- 75 Government of Somalia, Durable Solutions Progress Survey 2024, Interactive Platform and Terms of Reference, 2024
- 76 IDMC, City of flight, New and secondary displacements in Mogadishu, Somalia; IDMC, City of challenge and opportunity: Employment and livelihoods for internally displaced people in Maiduguri, Borno state; International Rescue Committee, Urban Refuge: How Cities Are Building, Inclusive Communities; UN press release, The Federal Government of Somalia and UN Partners launch Saameynta Project to Provide Lasting Solutions for People Displaced by Conflict and Climate Change, 20 March 2022
- 77 IDMC, Harmonisation of IDP data through the IDP working group in Somalia, undated
- 78 IDMC, Drought displacement modelling, September 2022; IDMC, Drought, food insecurity and displacement modelling in Somalia, May 2023
- 79 JIPS, Improving Official Statistics on Internal Displacement in Somalia: Multi-Stakeholder Workshop & Key Recommendations, 2 September 2022
- 80 IDMC, DRC: An acute L3 emergency without the funding to match, May 2018; The New Humanitarian, Briefing: The conflict in Kasai, DRC, 31 July 2017; NRC, UN 'Level 3 emergency' declared in DR Congo highlights scale of crisis, 23 October 2017
- 81 Action Against Hunger; Kasai Locals Rebuild Livelihoods After Years of Displacement, 16 February 2023
- 82 IDMC, The Democratic Republic of the Congo: overlapping displacement and food insecurity in the east, May 2023
- 83 OCHA, Global Humanitarian Overview 2020, December 2019
- 84 IDMC, Cameroon: A deepening but neglected crisis, May 2019; OCHA, Cameroon: Humanitarian Dashboard, January to June 2023
- 85 IDMC, Cameroon: A deepening but neglected crisis, May 2019
- 86 OCHA, Emergency Response Plan, Summary, Cameroon North-West and South-West, May 2018
- 87 UNICEF, Humanitarian Action for Children - Cameroon, 2019; Accord, Impact of the ongoing crisis on the education of the North West Region of Cameroon, 5 September 2024
- 88 NRC, World's most neglected displacement crises 2023, undated
- 89 IOM, A Path to New Beginnings for Chadians Returning from Sudan, 24 October 2023; IOM DTM, Tchad – Réponse à la crise au Soudan: Bulletin d'informations 26, 29 December 2023
- 90 OCHA, Insecurity in Lake Province and Humanitarian Consequences, Flash Update no 1, 31 July 2023; OCHA, Chad: Humanitarian Response Plan, 8 December 2023
- 91 New Yorker, Lake Chad: The World's Most Complex Humanitarian Disaster, 27 November 2017; Le Mag, Le lac Tchad ne s'assèche pas, 30 March 2020; Refugees International, Climate-fueled Violence and Displacement in the Lake Chad Basin: Focus on Chad and Cameroon, 19 January 2023
- 92 International Crisis Group, Chad: Breaking the Cycle of Farmer-Herder Violence, 23 August 2024
- 93 NRC, Survivors of Sudan's brutal war have been forgotten, 14 February 2024; IOM, A Path to New Beginnings for Chadians Returning from Sudan, 24 October 2023
- 94 Center for Preventive Action, Conflict in the Central African Republic, 9 July 2024; IDMC, Central African Republic: IDPs face significant challenges as instability and political transition continue, 26 May 2015
- 95 IDMC, Global Overview 2014, May 2014
- 96 UNSC, MINUSCA mandate extended until November 2024, 15 November 2024
- 97 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2021, May 2021; International Crisis Group, Ten Years After the Coup, Is the Central African Republic Facing Another Major Crisis? 22 March 2023
- 98 IDMC analysis of ACLED data for CAR for 2015-2021; UN News, Central African Republic entrenched in 'unprecedented humanitarian crisis', 23 June 2021; International Crisis Group,

- Russia's Influence in the Central African Republic, 3 December 2021
- 99 IDMC, The hopeless case of the displaced people in Bangui, 4 February 2019
- 100 UNHCR/NRC, Securing Housing, Land and Property Rights in Conflict-Affected Central African Republic, December 2014; The New Humanitarian, After peace deal, a bittersweet homecoming for CAR refugees, 4 September 2019
- 101 ACAPS, Republic of Congo: Conflict in Pool department – briefing note, 6 June 2017; Freedom House, Freedom in the World 2017 – Congo, Republic of (Brazzaville), 1 September 2017
- 102 UNHCR, Refugee Data Finder, Annex 1 - Populations protected and / or assisted by UNHCR by country/territory of asylum, data as of end of 2023
- 103 University of Edinburgh, Burundian Civil War (1993-2005), undated; IDMC, Global Overview 2014, May 2014
- 104 ACLED, Burundi: October 2015 Update, 9 October 2015
- 105 IOM DTM, Burundi – Rapport d'évaluation des besoins multisectoriels (Juillet 2023), 8 May 2024
- 106 IFRC, Democratic Republic of Congo (DRC) Final Report: Floods – Emergency Plan of Action (EPoA) (MDRCD016), 20 September 2016; OCHA, Democratic Republic of the Congo - Flash Update #1: Floods caused by heavy rains in Kinshasa, 14 December 2022
- 107 Mugisho GM et al, Urban anthropization: community vulnerability and resilience to flood hazards in eastern Democratic Republic of Congo, 7 February 2024; OCHA, DR Congo: Floods and Landslides - May 2023, undated
- 108 UNHCR, Massive floods in DRC's South Kivu impact 80,000 people, kill dozens, 21 April 2020; IFRC, Emergency Plan of Action (EPoA) DRC: Floods in Uvira, 5 May 2020
- 109 OCHA, République Démocratique du Congo: Note d'information humanitaire pour les provinces du Haut-Katanga, du Haut-Lomami, du Lualaba et du Tanganyika, 24 May 2021; IOM, Tanganyika Rising – the Juxtaposition of Destruction and Resilience in Burundi, undated
- 110 IOM, Photo Story: Tanganyika Rising – the Juxtaposition of Destruction and Resilience in Burundi, undated
- 111 OCHA, Humanitarian Situation Overview: Nyiragongo Volcanic Eruption, 25 May 2021; IFRC, Revised Emergency Appeal: Democratic Republic of Congo and Rwanda | Mount Nyiragongo Eruption: Complex Multi-hazard Emergency, Appeal N°: MDRNYIRA21, 18 September 2021; ACAPS, Briefing note: Mount Nyiragongo eruption, 26 May 2021; UNICEF, Flash appeal: Nyiragongo Volcano Eruption, 28 May 2021
- 112 IPC, DRC: Acute Food Insecurity and Acute Malnutrition Situation, September 2021 - August 2022; Annals of Public Health, Impact of Nyiragongo Volcanic Eruptions on the Resilience to the COVID-19 and Ebola in the Democratic Republic of the Congo, 2022; Uwishema O et al, Nyiragongo Volcano's Eruption Amidst the COVID-19 Pandemic in the Democratic Republic of Congo: A Crisis Within a Crisis, 18 October 2021
- 113 IFRC, Emergency Appeal Operation Update. Chad: Floods, 1 March 2013; OCHA, Chad: Humanitarian Snapshot, 2 October 2012; IOM, Flood victims in Chad receive aid, 15 February 2013
- 114 UNICEF, Chad Flash Update No. 4 Floods, 31 October 2022
- 115 OCHA, N'djamena, Chad - Flooding situation, 20 October 2022
- 116 OCHA, Chad: Flooding situation in N'Djamena – Situation Report N° 08, 13 December 2022; IFRC, Chad: Floods – Emergency Appeal n° MDRTD021, 26 October 2022
- 117 OCHA, N'djamena, Chad – Flooding situation, 20 October 2022
- 118 OCHA, République du Congo: Inondations. Flash Update N°1, 10 December 2019; OCHA, Central African Republic: Floods force thousands to flee their homes, 4 December 2019
- 119 Africa Center for Strategic Studies, Understanding the Democratic Republic of the Congo's Push for MONUSCO's Departure, 20 May 2024; MONUSCO, The Government of the DRC and MONUSCO sign a disengagement plan for the withdrawal of the Mission, 22 November 2023; Institute for Security Studies, Africa's international borders as potential sources of conflict and future threats to peace and security, May 2012; UNSG, Secretary-General Welcomes Regional Engagement, Ceasefire Announcement in Democratic Republic of the Congo, 6 March 2023; International Crisis Group, Regional Powers Should Drive Diplomacy in DR Congo as M23 Surrounds Goma, 30 November 2022
- 120 IDMC, Global Overview 2012, May 2013; MONUSCO, MONUSCO's remarkable efforts in assisting the FARDC fight the M23 rebels, 29 November 2012
- 121 MONUSCO, Symbolic destruction of weapons and ammunitions in Goma, 28 November 2013; ACLED, Actor Profile: The March 23 Movement (M23), 23 March 2023; M23, Declaration of Commitments by the Movement of March 23 at the Conclusion of the Kampala Dialogue, 12 December 2013
- 122 Congo Research Group, Massacres à Beni: Violence politique, dissimulation, et cooptation, September 2017
- 123 ACSS, Rwanda and the DRC at risk of war as new M23 rebellion emerges: an explainer, 29 June 2022; allAfrica, Congo-Kinshasa: M23 - Four Things You Should Know About the Rebel Group's Campaign in Rwanda-DRC Conflict, 23 November 2022; International Crisis Group, Supporting Dialogue and Demobilisation in the DR Congo, 10 October 2022
- 124 NRC, DR Congo: Deepening humanitarian catastrophe in Ituri completely forgotten, 28 March 2024; MSF, Thousands of families caught in neglected crisis in South Kivu, 30 May 2023
- 125 Congo Research Group, What's happening in Ituri? 5 March 2018; International Crisis Group, DR Congo: Ending the Cycle of Violence in Ituri, 15 July 2020; thousands of houses burned down and more than 100,000 displaced people, including 42,000 refugees in neighbouring Uganda. Those are the consequences so far of the violence in the north-eastern Ituri province of the Democratic Republic of Congo (DRC)
- 126 FEWSNET, Acute food insecurity remains high in conflict zones during the lean season, May 2024
- 127 USAID, Democratic Republic of the Congo - Complex Emergency Fact Sheet #5 Fiscal Year, 30 September 2022
- 128 ACAPS, Displacement in Sud Kivu: briefing note, 29 May 2019
- 129 MSF, Thousands of families caught in neglected crisis in South Kivu, 30 May 2023
- 130 ACAPS, Displacement in Sud Kivu: briefing note, 29 May 2019; Voice of America, UN Seeks Extra Funding for DRC Displaced, 21 September 2012

131 OCHA, République démocratique du Congo: Nord-Kivu – Mouvements de population: Crise affectant Rutshuru – Nyiragongo – Lubero, 21 December 2022; IOM DTM, RDC – Nord Kivu: Suivi des urgences #100, 13-14 juin 2022; NRC, DR Congo: 37,000 people displaced in four days amid a resurgence of fighting in North Kivu, 27 May 2022

132 ACAPS, Humanitarian Access Overview, July 2023

133 IDMC, Severity Assessments 2024, May 2024

134 MONUSCO, The Government of the Democratic Republic of the Congo and MONUSCO sign a disengagement plan for the withdrawal of the Mission, 22 November 2023

135 East African Community, Regional Force (EACRF), undated; The Conversation, East Africa's troops are leaving the DRC: what went wrong and what comes next, 11 December 2023

136 SADC, Deployment of the SADC Mission in the Democratic Republic of Congo, 4 January 2024; NRC, What's happening in the Democratic Republic of the Congo? 6 June 2024; Xinhua, Minova, a town trapped in crisis in eastern DRC, 19 March 2024; IDMC, Mid-year update on internal displacement, September 2024

137 OCHA, Crise Humanitaire au Sahel: Mali, Niger, Burkina Faso, May 2019; The Economist, The West is fighting a forgotten war against jihadists in Africa, 2 May 2019; Center for Preventive Action, Violent Extremism in the Sahel, 14 February 2024.

138 IDMC, "Once the road is safe": Displacement and return in north-eastern Nigeria, August 2019; UNDP, Dynamics of Violent Extremism in Africa: Conflict Ecosystems, Political Ecology and the Spread of the Proto-State, 2022

139 IRRRC, Challenges to implementation of humanitarian access norms in the Sahel, 2021

140 African Security, Boko Haram Insurgency in Nigeria: Between Islamic Fundamentalism, Politics, and Poverty, 2015; Third World Quarterly, Boko Haram: understanding the context, 2016; IDMC, Understanding the root causes of displacement: towards a comprehensive approach to prevention and solutions, 2015

141 IDMC, "Once the road is safe": Displacement and return in north-eastern Nigeria, August 2019; IDMC, North-east Nigeria: A massive internal displacement crisis, December 2019

142 Government of Borno State, Borno State Return Strategy, September 2018

143 International Crisis Group, Rethinking Resettlement and Return in Nigeria's North East, 16 January 2023; UNHCR, North-East Nigeria Operational Update, September 2021; Global Protection Cluster, Advocacy Note on Protection Concerns related to the Closure of Camps in Local Government Areas (LGAs) in Borno State, North-East Nigeria, 19 December 2023

144 Government of Nigeria, National Policy on Internally Displaced Persons, September 2021

145 IOM DTM, Nigeria: North-Central and North-West Displacement Report 12, December 2023; The Conversation, Bandits in Nigeria: how protection payments to militias escalate conflict in the north-west, 15 August 2023

146 IRC, Climate and Humanitarian Crisis in the Central Sahel, 5 June 2023

147 IDMC, They call it exodus: Breaking the cycle of distress migration in Niger, 27 September 2019

148 International Crisis Group, South-western Niger: Preventing a New Insurrection, 29 April 2021; OCHA, Sahel Crisis: Humanitarian Needs and Requirements Overview, 26 April 2021

149 NRC, The world's most neglected displacement crises 2023, undated; NRC, The world's most neglected displacement crises 2022, undated

150 IDMC, Burkina Faso: People caught in a perfect storm of conflict, displacement and food insecurity, 5 June 2023; NRC, Burkina Faso: Aid from INGOs only reached 1% of civilians in half of the towns under blockade, 14 March 2024

151 International Crisis Group, Mali: Eviter l'escalade, 18 July 2012

152 Africa Center for Strategic Studies, Responding to the Rise in Violent Extremism in the Sahel, 2 December 2019; RTS, Le Sahel en proie aux violences djihadistes et intercommunautaires, 5 April 2019

153 Government of Mali, Agreement for Peace and Reconciliation in Mali Resulting from the Algiers Process, March 2015

154 Le Monde, Le Mali suspendu des institutions de la Cedeao en réponse au coup d'Etat, 30 May 2021

155 The Conversation, UN troops to withdraw from Mali: what will change in terms of security, 17 July 2023; UN, Security Council ends MINUSMA mandate, adopts withdrawal resolution, 30 June 2023; France 24, La France et ses partenaires annoncent leur retrait militaire du Mali, 17 February 2022

156 Sipri, The impact of armed groups on the populations of central and northern Mali, October 2019; International Crisis Group, Reversing Central Mali's Descent into Communal Violence, 9 November 2020

157 International Crisis Group, Military Rule and Russian Mercenaries in the Sahel, 1 March 2024; Digithèque MJP, Alliance des États du Sahel: Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des États du Sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger, 16 Septembre 2023; MINUSMA, Closure of MINUSMA, 31 December 2023

158 WFP, Gulf of Guinea Response: Benin, Côte d'Ivoire, Ghana and Togo - External Situation Report #03, 6 February 2024

159 IFRC, Togo, Africa – Population Movement, Emergency Appeal Operational Strategy, 15 January 2024; IOM DTM, Togo - Evaluation multi-Sectorielle des lieux Région des Savanes 1, June – July 2023

160 IOM, Northern Côte d'Ivoire Crisis Response Plan 2024, 17 April 2024; UN, Gulf of Guinea Joint Response Plan for refugees, asylum-seekers, internally displaced persons, & host communities - Côte d'Ivoire Response Plan, 18 March 2024

161 International Crisis Group, Keeping Jihadists Out of Northern Côte d'Ivoire, 11 August 2023; Coginta, Support for the fight against terrorism in the north of Côte d'Ivoire, undated; AfDB, Côte d'Ivoire: Social Inclusion and Cohesion #ImprovingthelivesofAfricans, undated

162 UNHCR, Global Report 2011 - Côte d'Ivoire, undated; IDMC, Global Overview 2011, May 2012

163 Clivar, About the African Monsoon, undated

164 World Bank, Living on the water's edge: Flood risk and resilience of coastal cities in Sub-Saharan Africa, 2022

165 Zacharia M et al, Climate change exacerbated heavy rainfall leading to large scale flooding in highly vulnerable communities in West Africa, undated

166 ACAPS, Nigeria, Floods in Borno, Delta, Kebbi, and Kogi states: Briefing note, 17 October 2019; IOM, Over 15,000 Internally Displaced Persons in Immediate Need of Shelter as Flood Ravages Camps in Northeast Nigeria, 7 October 2022

167 OCHA, Niger floods: Prevention is better than cure, 15 December 2017; VOA, Des fortes pluies ont fait 9 morts et 20.000 sinistrés depuis juin au Niger, 21 July 2020; IFRC, Republic of Niger: Mapping of Legal and Policy Arrangements for Disaster Risk Management, including Public Health Emergencies and International Disaster Assistance, undated

168 OCHA, Niger: Overview of flooding in 2022, 1 November 2022

169 NASA Earth Observatory, Flooding in Benin, undated; Shelter Projects, Benin floods 2010-2011, undated; OCHA, Benin: Floods Situation Report #10, 20 November 2010

170 Carbon Brief, Climate change made west Africa's 'dangerous humid heatwave' 10 times more likely, 21 March 2024; SIPRI, Climate Change and Security in West Africa: Regional Perspectives on Addressing Climate-related Security Risks, 24 March 2023; IOM DTM, Mauritanie: Système d'alertes précoces liées aux catastrophes – Moughataa de Bassikounou et d'Adel Bagrou, 18 July 2024

171 Coastal Management journal, Coastal Erosion in Ghana: Causes, Policies, and Management, 3 March 2016; World Bank, West Africa's Coast: Losing Over \$3.8 Billion a Year to Erosion, Flooding and Pollution, 14 March 2019

172 Space for Climate Observatory, OSS Saint Louis, undated; Government of Sierra Leone, Fiscal Report January - December 2022, 2022; IDMC, Impacts of displacement: Displacement linked to sea level rise on Plantain Island, Sierra Leone, September 2024

173 IDMC, No matter of choice: displacement in a changing climate, 2019; FAO, Migration, Agriculture and Rural Development: Addressing the root causes of migration and harnessing its potential for development, 2016; IOM, Pastoral Mobility in the Context of Climate Change in Mali, 2023

174 IRC, Climate and Humanitarian Crisis in the Central Sahel, 5 June 2023; UN, Moving from Reaction to Action: Anticipating Vulnerability Hotspots in the Sahel, 16 November 2022

175 World Bank, Climate Risk Profile: Nigeria, 2021; Ahmed Abubakar, Flooding in Nigeria: A review. African Journal of Sustainable Development, Vol. 10 No. 1, 2020

176 IDMC, Global Estimates 2012: people displaced by disasters, May 2013; Government of Nigeria, Post-Disaster Needs Assessment: 2012 Floods, June 2013; OCHA, Nigeria: Humanitarian Dashboard – Floods, 26 November 2012

177 IDMC, Global Estimates 2012: people displaced by disasters, May 2013; Government of Nigeria, Post-Disaster Needs Assessment: 2012 Floods, June 2013

178 Government of Nigeria, Post-Disaster Needs Assessment: 2012 Floods, June 2013

179 Office of the UN Resident Coordinator Nigeria, Situation Report N°1, 7 November 2012; OCHA, Nigeria Floods Situation Report No. 2, 15 November 2012

180 OCHA, Nigeria Floods Response: Flash Update 4, 14 December 2022; IFRC, Nigeria Floods Emergency Appeal, 24 October 2022; Government of Nigeria/UNDP, Nigeria Flood Impact, Recovery and Mitigation Assessment Report 2022-2023, undated

181 Government of Nigeria/UNDP, Nigeria Flood Impact, Recovery and Mitigation Assessment Report 2022-2023, undated

182 IOM, Over 15,000 Internally Displaced Persons in Immediate Need of Shelter as Flood Ravages Camps in Northeast Nigeria, 7 October 2022

183 Government of Nigeria/UNDP, Nigeria Flood Impact, Recovery and Mitigation Assessment Report 2022-2023, undated

184 IOM, Over 15,000 Internally Displaced Persons in Immediate Need of Shelter as Flood Ravages Camps in Northeast Nigeria, 7 October 2022

185 World Bank, Population total – Nigeria, undated

186 World Bank, Climate Risk Profile: Nigeria, 2021

187 *Ibid*

188 IOM DTM, Internal displacement in urban and rural areas: An analysis of IDP distribution and access to services in Nigeria and Ethiopia, May 2019; Roberts R and Lawanson T, Understanding IDPs in Nigerian Cities, May 2023; IDMC, City of challenge and opportunity: Employment and livelihoods for internally displaced people in Maiduguri, Borno State, February 2018

189 Nkwunonwo UC, Whitworth M and Baily B, A review and critical analysis of the efforts towards urban flood risk management in the Lagos region of

Nigeria, 5 February 2016; World Bank, The Cost of Coastal Zone Degradation in Nigeria: Cross River, Delta and Lagos States, October 2020; Oladokun VO and Proverbs D, Flood Risk Management in Nigeria: A Review of the Challenges and Opportunities, 2016

190 Goldface – Irokalibe IJ, Water Management in Federal and Federal-Type Countries: Nigerian Perspectives, 2008; Scientific African, Assessing River Benue flow data for flood mitigation and management in Adamawa catchment, Nigeria, July 2022; Lower Benue River Basin Development Authority, projects homepage, undated; Abud Journal of Social and Management Sciences, Flood and Food Security in the Benue Valley: Stylized Facts, 19 December 2023

191 Lucas B, Urban Flood Risks, Impacts, and Management in Nigeria, January 2021

192 IDMC, Publication des risques, 2024

193 Government of Nigeria, National Disaster Risk Management Policy, 2018

194 *Ibid*

195 Government of Nigeria, National climate change policy 2021-2030

196 Nigeria Hydrological Services Agency, Federal Government Unfolds National Strategic Plan for Flood Management in Nigeria, 24 May 2023; Federal Radio Corporation of Nigeria, Federal government approves emergency plans to mitigate flood impact, 12 October 2022

197 Africa Center for Strategic Studies, Burkina Faso Crisis Continues to Spiral, 29 August 2023; International Crisis Group, The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North, 12 October 2017; Tapsoba AT, Combes Motel P and Combes J-L, Youth resentment and violence: evidence from Burkina Faso, July 2020; Noria Research, Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso: La concurrence pour les ressources, l'État et les armes, 28 January 2020

198 Africa Center for Strategic Studies, Ansaroul Islam: The Rise and Decline of a Militant Islamist Group in the Sahel, 29 July 2019; Africa Center for Strategic Studies, The Complex and Growing Threat of Militant Islamist Groups in the Sahel, 15 February 2019; IDMC, Global Report on Internal Displacement 2020, April 2020; ACAPS, Burkina Faso: Escalation of armed violence, 1 November 2019

199 Voice of America, Terror Attacks on the Rise in Burkina Faso, 30 April 2019; The New Humanitarian, Burkina Faso, part 1: Spreading violence

triggers an 'unprecedented' crisis', 17 April 2019; Parliament of Burkina Faso, Portant Institution de Volontaires pour la Defense de la Patrie, 21 January 2020; International Crisis Group, Burkina Faso: armer les civils au prix de la cohésion sociale? 15 December 2023

200 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2024, May 2024

201 RTS, Le putschiste Ibrahim Traoré nommé président de la transition au Burkina Faso, 15 October 2022; UNSC, Security Council Press Statement on Situation in Burkina Faso, October 2022

202 Brons J, 'Better to be raped than to be killed': A gendered analysis of internal displacement in Burkina Faso, novembre 2021; Oxfam, Survivors and Heroines: Women in the crisis in Burkina Faso, mai 2020

203 Brons J, 'Better to be raped than to be killed': A gendered analysis of internal displacement in Burkina Faso, November 2021

204 *Ibid*; Women for Women International, Promoting Safety, Economic Opportunities, and Human Rights for Displaced Women in Burkina Faso, undated

205 NRC, Burkina Faso: The children who fear school, undated

206 UNICEF, Burkina Faso: Insecurity pushes more than 1 in 10 children into acute malnutrition in heavily affected areas, 28 November 2023

207 UNICEF, Burkina Faso: New academic year starts with one million children out of school due to ongoing violence and insecurity, 2 October 2023

208 IDMC/NRC, Surviving in crisis: Unpacking the link between conflict, displacement and food security in Burkina Faso, May 2023

209 *Ibid*

210 IDMC analysis based on IPC data as of 30 June 2024

211 NRC, Burkina Faso: Almost 2 million people displaced amid worst food crisis in a decade, 5 September 2022

212 ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2022; NRC, Burkina Faso: Aid from INGOs only reached 1% of civilians in half of the towns under blockade, 14 March 2024

213 NRC, Burkina Faso: Over a quarter million people victims of new "water war" in peak dry season, 3 May 2022; WASH Cluster, Burkina Faso Sitrep, Jan - Sept 2022, 14 October 2022

214 OCHA, Burkina Faso: GCORR Rapport Annuel de la Réponse Rapide Année 2023, 17 April 2024; GCORR, Contribution du RRM Frontline à la Réponse Rapide, undated

215 MSF, Severe humanitarian crisis persists for people living under blockade in Djibo, 5 May 2023; FEWS NET, After a year-long blockade, the population of Djibo faces a risk of Famine (IPC Phase 5), September 2023

216 MétéoFrance, Climatology, undated

217 World Vision, Cyclone Idai: Facts, FAQs and how to help, 27 August 2019

218 OCHA, Southern Africa: Tropical Cyclone Kenneth Flash Update N°. 4, 28 April 2019

219 *Ibid*; IDMC, Global Report on Internal Displacement 2020, May 2020; Club of Mozambique, Cabo Delgado insurgency: Expert reports over 200 attacks - Carta, 26 November 2019; Lawfare, Counterproductive Counterinsurgency: Is Mozambique Creating the Next Boko Haram? 1 September 2019; The Times, Mozambique calls on Russian firepower 2 October 2019; Club of Mozambique, Official: About 4,000 registered voters are excluded from the process in [now] uninhabited areas in Cabo Delgado - Sala da Paz, 14 October 2019; Atlantic Council, Ahead of elections, Mozambique grapples with violent insurgency, 11 October 2019; UNICEF, Cyclone Idai and Kenneth cause devastation and suffering in Mozambique, undated

220 FEWS NET, Mozambique Food Security Outlook Update: Poorly distributed rainfall through December limits planting in southern Mozambique, December 2020; IPC, Mozambique: IPC Acture food insecurity analysis, April 2019-February 2020, Issued in July 2019; FEWSNET, Food Security Outlook Mozambique: Atypically high humanitarian assistance needs will persist through the start of the lean season, June 2019 – January 2020; IPC, IPC Acute Food Insecurity Analysis, Mozambique, October 2020 - September 2021, January 2021

221 IFRC, Malawi: Red Cross scales up response to worst cholera outbreak in two decades, 25 January 2023; WHO, Tropical storms, flooding and Cholera: Malawi faces cholera emergency amidst severe climate events, 23 March 2022; OCHA, Malawi – Flash Appeal – Tropical Storm Ana, 26 February 2022

222 Government of Malawi, Tropical Cyclone Freddy Post-Disaster Needs Assessment, April 2023

223 *Ibid*; IFRC, Malawi: Tropical Cyclone Freddy – Operation update #2, 25 November 2023

224 DoDMA, Disaster Risk Management Act, 21 July 2023

225 *Ibid*

226 FAO, Tropical cyclone Freddy: Mozambique, 17 March 2023; World Bank, The Faster Mozambique Rebuilds After Cyclones, the Better it Limits Their Devastating Impact on the Economy, 1 June 2023

227 UNDRR, Cyclone Freddy puts Mozambique's early warning system to the test, 9 June 2023

228 WMO, Climate change increased extreme rainfall in Southeast Africa storms, 12 April 2022

229 Government of Malawi, Malawi 2015 Floods Post Disaster Needs Assessment Report, 31 March 2015; Global Shelter Cluster, Malawi Floods 2015, undated

230 Government of Malawi, Malawi 2015 Floods Post Disaster Needs Assessment Report, 31 March 2015

231 IFRC, Mozambique: Floods, 24 January 2010

232 *Ibid*

233 Floodlist, Floods in Mozambique, 2013, 26 April 2013; NASA Earth Observatory, Flooding in Mozambique, January 25 2013

234 ThinkHazard, Luanda river flood risk, undated; Floodlist, Angola – 8 Dead, Thousands Displaced After Floods in 3 Provinces, 5 March 2018; Floodlist, Angola – 11 Dead, 13 Missing After Floods in Luanda Province, 21 April 2020; Floodlist, Angola – Deadly Flash Floods in Luanda, 18 March 2021; Floodlist, Angola – Luanda Flash Floods Leave 14 Dead, Hundreds of Homes Damaged, 20 April 2021

235 Jornal de Angola, Mais de 36 mil pessoas afectadas pelas chuvas, 14 December 2023

236 Jornal de Angola, Chuva em Malanje já provocou oito mortos, 13 November 2023

237 Government of South Africa, Disaster management, floods - January 2011, undated

238 SA News, Ongoing heavy rains classified as national disaster, 20 January 2022; SA News, Flood warning as Vaal and Bloemhof dams overflow, 20

January 2022; IFRC, KwaZulu-Natal floods: Red Cross steps up response amid mounting humanitarian needs, 26 April 2022; IFRC, South Africa: Floods in KwaZulu Natal - Emergency Plan of Action (EPoA), DREF Operation MDRZA012, 19 April 2022

239 ECHO, South Africa – Floods and landslides update, 19 April 2022; International Charter and Major Disasters, Charter Activations, undated

240 Government of South Africa, Home Affairs to hand over IDs to KZN floods victims, 6 May 2022; Government of South Africa, Companies appointed to build temporary homes in KZN, 19 May 2022

241 IFRC, South Africa: Floods, DREF Operational Update (MDRZA015), 4 February 2024; Associated Press, Flash Flooding Kills 21 in South African Coastal Province, 30 December 2023

242 SADC, SADC disaster preparedness and response strategy and fund, 2017

243 IOM, Spaces of vulnerability and areas prone to natural disaster and crisis in six SADC countries, 2017

244 Weathering Risk, Climate Risk Profile for Southern Africa, September 2023

245 FEWSNET, Southern Africa Acute Food Insecurity, undated; World Weather Attribution, El Niño key driver of drought in highly vulnerable Southern African countries, 18 April 2024; Jagerskok A, Southern African Drought Resilience Initiative (SADRI) and its tools for addressing droughts at various levels, February 2024; CERF, Angola Rapid Response Drought 2021, undated

246 World Bank, Southern Africa Drought Resilience Initiative (SADRI): Mozambique Drought Profile, 2021

247 SADC, Climate Change Adaptation, undated; SADC, Climate change adaptation in SADC: A strategy for the Water Sector, May 2014; UNCCD, Southern Africa Thematic Report Leveraging the Land, Water and Energy Nexus in SADC, 2022

248 CIWA, Drought resilience profiles, undated; CIWA, Southern Africa, undated; Engle N, Building regional drought resilience is a marathon, not a sprint: Lessons from Southern Africa, 18 September 2023

249 Africa Drought Monitoring Advisory homepage, undated

250 SADC, Climate change adaptation in SADC: A strategy for the Water Sector, May 2014

251 World Bank, "Strong but not Broadly Shared Growth" - Mozambique Poverty Assessment, April 2018; OCHA, Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique – May-December 2020, June 2020; International Crisis Group, Understanding the New U.S. Terrorism Designations in Africa, 18 March 2021

252 Institute for Security Studies and Mozambique's Ministry of Justice, Violent extremism in Mozambique: Drivers and links to transnational organised crime, Southern Africa Report 51, August 2022; ACLED, Actor Profiles: Islamic State Mozambique (ISM), 30 October 2023; Red Cross Red Crescent Climate Centre, Climate, disasters, and conflict in Cabo Delgado: The case of Cyclone Kenneth in 2019, June 2022; African Development Bank Group, Mozambique: Resettlement Action Plan Summary, April 2019; Aslak Orre and Salvador Forquilha, Poorly designed youth employment programmes will boost the insurgency in Mozambique, Chr. Michelsen Institute, May 2023; Institute for Defense Analyses, Crisis in Cabo Delgado and Lessons for Combating Violent Extremism in Africa, 1 December 2020; MSF, Invisible conflict has very real consequences for people in northern Mozambique, 13 February 2020

253 IOM DTM, Baseline Assessment Round 9, December 2020; OCHA, Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique – May-December 2020, June 2020; World Bank Group, "Strong but not Broadly Shared Growth" – Mozambique Poverty Assessment, April 2018; OCHA, Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique – May-December 2020, June 2020; International Crisis Group, Understanding the New U.S. Terrorism Designations in Africa, 18 March 2021; International Crisis Group, Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado, 11 June 2021

254 International Crisis Group, Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado, 11 June 2021; Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack 2022: Mozambique country profile, 2022

255 IOM DTM, Baseline Assessment Round 9, December 2020; OCHA, Mozambique Situation Report - Last updated: 30 October 2020, 4 November 2020

256 Center for Strategic and International Studies, Trajectory of Violence in Northern Mozambique Points to Long-term Security Challenge, 16 November 2020 outlined in the October 2019 CSIS report Northern Mozambique at a Crossroads: Scenarios for Violence in the Resource-rich Cabo Delgado Province. During the past year, the Ahlu Sunna wa Jama (ASWJ

257 IOM DTM, Baseline Assessment Round 9, December 2020

258 Institute for Security Studies, Cabo Delgado: two years since the Palma invasion, 3 April 2023; Cabo Ligado, Cabo Ligado Weekly: 22-28 March, 30 March 2021; OCHA, Mozambique – Attacks In Palma District, Flash Update N°.1, 29 March 2021

259 IOM DTM, Mozambique: Emergency Tracking Tool - Palma Crisis Report, 27 March - 4 June 2021; SADC, Executive Secretary presents instruments of authority for Standby Force Deployment Mission to Mozambique, 17 July 2021; Al Jazeera, In Mozambique, Kagame says Rwandan troops' work not over, 24 September 2021

260 MSF, Six things to know about the destruction of Mocímboa da Praia, 14 September 2023

261 *Ibid*

262 João Feijó, Return of the populations and reconstruction of the northeast of Cabo Delgado - From the weakening of the state to the emergence of a *Totaland*, Observatório do Meio Rural, Destque Rural N°221, 6 March 2023; Agency for Peacebuilding, Conflict analysis of Cabo Delgado Province in Mozambique: Research Report, February 2024; Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict, Operationalising the Peacebuilding and Sustaining Peace Agenda in Mozambique - Making a case for peacebuilding leadership, March 2022

263 OCHA, Mozambique Humanitarian Needs and Response Plan 2024, December 2023

264 *Ibid*

265 *Ibid*

266 UNHCR, UNHCR's Grandi and UN's Piper call for renewed focus on Mozambique displacement, 8 March 2024

267 World Bank, Mozambique – Northern Crisis Recovery Project, April 2021; IOM Mozambique, Roadmap for Northern Mozambique, 2023

268 World Bank, Restoring Hope in Conflict-torn Northern Mozambique: Identification Documents and Livelihoods, 9 August 2023

269 World Bank, Mozambique – Northern Crisis Recovery Project, April 2021; World Bank Blogs, Promoting peacebuilding and development in northern Mozambique: A story of hope, 21 September 2023

- 270 OCHA, Rapid Response Plan Cabo Delgado Province, Mozambique – May-December 2020, June 2020
- 271 Government of Mozambique, Policy/Strategy on the Management of Internally Displaced People (Resolution 41/2021), 2021
- 272 *Ibid*
- 273 IOM DTM, Libya – Displacement and Solutions Report, August 2023
- 274 IOM DTM, Libya – Displacement and Solutions Report, August 2023
- 275 IDMC, Global Overview 2011: People internally displaced by conflict and violence, April 2012
- 276 UNSC, Security Council Approves ‘No-Fly Zone’ over Libya, Authorizing ‘All Necessary Measures’ to Protect Civilians, by Vote of 10 in Favour with 5 Abstentions, 17 March 2011; NATO, NATO and Libya (archived), 9 November 2015
- 277 UNHCR, Revision to the UNHCR Supplementary Budget: The Libya Situation 2011, July 2011; Brookings-LSE, Displacement in Libya: Humanitarian Priorities, 15 August 2011; IDMC, Global Overview 2011: People internally displaced by conflict and violence, April 2012
- 278 The New York Times, In Libya, Fighting May Outlast the Revolution, 2 November 2011; The Economist, Is the tide turning? 15 June 2013; IDMC, Global Overview 2014: People internally displaced by conflict and violence, May 2014; IOM-DTM, Internal Displacement in Libya: 2016 in Review, 17 March 2017; Norwegian Peacebuilding Resource Centre, Stealing the revolution: violence and predation in Libya, October 2014; IDMC, Global Overview 2011: People internally displaced by conflict and violence, April 2012
- 279 The New York Times, In Libya, Fighting May Outlast the Revolution, 2 November 2011; The Economist, Is the tide turning? 15 June 2013; IDMC, Global Overview 2014: People internally displaced by conflict and violence, May 2014; IOM-DTM, Internal Displacement in Libya: 2016 in Review, 17 March 2017; Norwegian Peacebuilding Resource Centre, Stealing the revolution: violence and predation in Libya, October 2014
- 280 IDMC, Global Overview 2015: People internally displaced by conflict and violence, May 2015
- 281 IDMC, Libya country profile, undated
- 282 United Nations, Unanimously Adopting Resolution 2259 (2015), Security Council Welcomes Signing of Libyan Political Agreement on New Government for Strife-Torn Country, 23 December 2015; IDMC, 2016 Global Report on Internal Displacement, May 2016
- 283 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2018, May 2018; IOM-DTM, Internal Displacement in Libya: 2016 in Review, 17 March 2017
- 284 OCHA, Situation Report: Libya, 25 November 2020; IOM-DTM, Libya – IDP And Returnee Report 34 (November - December 2020), 18 February 2021; UNSMIL, UNSMIL Statement on the resumption of intra-Libyan political and military talks, 10 October 2020; UN News, UN salutes new Libya ceasefire agreement that points to “a better, safer, and more peaceful future”, 23 October 2020; International Crisis Group, Crisis Watch October 2020, 31 October 2020
- 285 International Crisis Group, Reuniting Libya, Divided Once More, 25 May 2022; UN News, ‘Protracted political impasse’ further polarizing Libya, 26 May 2022
- 286 REACH, Libya Multi Sector Needs Assessment: Key Findings, November 2021
- 287 IOM, Libya: Displacement and Solutions Report, August 2023
- 288 *Ibid*
- 289 OCHA, Libya durable solutions strategy for internally displaced people: a necessary step towards long-term recovery, 24 August 2022; IOM, Libya – IDP and Returnee Report 43 (July - August 2022), 11 January 2023; OCHA, Libya: More displaced people are returning home, 18 May 2021; IOM, Libya: Displacement and Solutions Report, August 2023
- 290 Geneva Academy, Non-International Armed Conflict to continue in Sinai? November 2019
- 291 Zurich Center for Security Studies, Sinai Peninsula: from Buffer Zone to Battlefield, February 2015; IDMC, A decade of displacement in the Middle East and North Africa, 2021
- 292 UNHRC, Detailed report in response to the letter from the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context, 30 May 2015^{11,27}]; “issued”:[“-date-parts”:[["2015",5,30]]]; “schema”:[“https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json”]
- 293 Letter from the Permanent Mission of Egypt to the UN in Geneva addressed to IDMC, 4 August 2020
- 294 World Bank, Water in the shadow of conflict in the Middle East and North Africa, 2021; Climate & Development Knowledge Network and African Climate & Development Initiative, The IPCC’s Sixth Assessment Report: Impacts, adaptation options and investment areas for a climate-resilient North Africa, 2022
- 295 The 146,000 figure was later revised pointing at c.a. 500,000.
- 296 Reuters, Morocco earthquake affected 2.8 million people, says minister, 22 September 2023; IFRC, Morocco Earthquake 2023 Operation Update #2, 1 February 2024; ACAPS, Morocco Earthquake: Short Note, 10 September 2023; HOPE, 2023 Morocco Earthquakes Response Situation Report #5, 18 September 2023; Miyamoto International, Morocco M6.8 Earthquake 2023 Situation Report: Update #1, 13 September 2023; IFRC, Morocco earthquake: IFRC and Moroccan Red Crescent response to date, 9 September 2023; IFRC, 2023 Morocco Earthquake Disaster Brief, 11 September 2023
- 297 HOPE, 2023 Morocco Earthquakes Response Situation Report #5, 18 September 2023
- 298 Miyamoto International, 2023 Morocco Earthquake Emergency Response, Recovery, and Reconstruction, 9 October 2023; European Bank for Reconstruction and Development, EBRD mobilises earthquake recovery response for Morocco, 25 October 2023
- 299 REACH, Libya 2023 floods – Emergency Situation Overview, 13 September 2023; IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: Displacement and Needs Update: Derna Municipality, 31 October 2023; UNFPA, Libya flood response situation report # 1, 15 September 2023
- 300 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs, November 2023
- 301 ACAPS, Thematic report – Libya: Pre-crisis humanitarian situation in Derna, 19 September 2023
- 302 Insecurity Insight, Eastern Libya Situation Report, November 2023
- 303 UNHCR, Devastating flooding affects 25,000 Sahrawi refugees in Tindouf camps, 23 October 2015

- 304 IFRC, Algeria Fire 2023: DREF Operation No. MDRDZ009, 7 August 2023
- 305 Urban Water Journal, Flood risk management in the Middle East and North Africa (MENA) region, 18 June 2020
- 306 IFRC, Mauritania: Floods - Emergency Action Plan: DREF Operation MDRMR014, 23 August 2022
- 307 Middle East Eye, Sinking cities: How climate change is ravaging the Middle East, 23 November 2018; African Shifts, Africa Climate Mobility Initiative, 2023
- 308 Race to Zero, Salt resistant crops and the race to secure the resilience of smallholder farmers in Egypt’s Nile Delta, 22 March 2024; Bonnefoi F, Sea-Level Rise in the Nile Delta: Promoting Adaptation Through Circular Migration, 2 May 2024
- 309 AU, African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa (Kampala Convention), 23 October 2009
- 310 Walter Kälin, Internal Displacement and the Law, Oxford University Press, 2023
- 311 AU, List of countries which have signed, ratified/acceded to Kampala Convention, June 2020
- 312 AUC, African Union model law for the implementation of the African Union Convention for the protection of and assistance to internally displaced persons in Africa, April 2018
- 313 UNHCR, Global Report on Law and Policy on Internal Displacement, 2024
- 314 IDMC, Global Internal Displacement Database homepage, undated
- 315 Data compiled from the UNHCR-GPC IDP Law and Policy Instruments Database and IDMC, 25 years of progress on internal displacement 1998-2023, 2 October 2023
- 316 UN, Secretary-General’s High-Level Panel on Internal Displacement, undated
- 317 UN, Secretary-General’s Action Agenda on Internal Displacement, June 2022
- 318 Government of Chad, Loi N° 012/PT/2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes en République du Tchad, 1 June 2023; Government of Mozambique, Policy and Strategy for Management of IDPs, September 2021; Government of Niger, Loi n° 2018-74 relative à la protection et à l’assistance aux personnes déplacées internes, 10 December 2018; Government of Nigeria, National Policy on Internally Displaced Persons, 1 September 2021; Government of the Republic of the Congo, République du Congo: Loi n°29-2023 du 30 septembre 2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes en République du Congo, 30 September 2023
- 319 Brookings Institution, Addressing Internal Displacement in Peace Processes, Peace Agreements and Peace-Building, September 2017
- 320 Government of Somalia, National Policy on Refugee-Returnees and Internally Displaced Persons, 2019; Government of South Sudan, National Framework for the Return, Resettlement and Reintegration of Displaced Persons, February 2017
- 321 UNHCR, Global Report on Law and Policy on Internal Displacement, 2024
- 322 SLYCAN Trust, Briefing Note: Human Mobility in National Adaptation Plans (updated version), March 2024
- 323 IFRC, Disaster Recovery in Mozambique: A Legal and Policy Survey, 2022; Government of Burkina Faso, Law No. 012-2014/NA on the prevention and management of risks, humanitarian crises and disasters, April 2014; Government of Nigeria, National Disaster Risk Management Policy, 2018
- 324 SLYCAN Trust, Briefing Note: Human Mobility in National Adaptation Plans (updated version), March 2024
- 325 Government of Zambia, National Adaptation Plan for Zambia, October 2023
- 326 Government of Niger, Plan National d’Adaptation aux Changements Climatiques, October 2022
- 327 IGAD, Regional Climate Change Strategy and Action Plan (2023-2030), August 2022
- 328 UNSG High Level Panel on Internal Displacement, Preventing Internal Displacement when Disasters and Armed Conflict Cross Paths: Challenges and opportunities, October 2020
- 329 UNHCR, Global Report on Law and Policy on Internal Displacement, 2024
- 330 *Ibid*
- 331 Government of Somalia, National Policy on Refugee-Returnees and Internally Displaced Persons, 2019; Government of Mozambique, Policy and Strategy for Management of IDPs, September 2021; Government of Nigeria, National Policy on Internally Displaced Persons, 1 September 2021; Government of the Republic of the Congo, République du Congo: Loi n°29-2023 du 30 septembre 2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes en République du Congo, 30 September 2023
- 332 IGAD, Regional Migration Policy Framework, July 2012
- 333 ECOWAS, ECOWAS Holds In-Country Engagement Workshop on the Domestication and Implementation of the Kampala Convention, 4 October 2021; ECOWAS, ECOWAS Engages Stakeholders on Domestication of the Kampala Convention on Internally Displaced Persons, 13 November 2020
- 334 UNHCR, Addressing Internal Displacement: background guide, undated
- 335 Interview with Lorenzo Guadagno, Platform on Disaster Displacement, 19 August 2024
- 336 PDD, Practices from Kenya – Mobilising communities to address displacement in ASAL areas, 29 November 2023; PDD, Kisumu assesses local capacities to avert, minimise and address disaster displacement, 22 November 2023; PDD, Empowering communities to address environmental challenges in urban areas, undated; PDD, Home Bay assesses local capacities to avert, minimise and address disaster displacement, 24 November 2023
- 337 UN, Secretary-General’s Action Agenda on Internal Displacement, 2022
- 338 IOM, Global Report on the State of Solutions to Internal Displacement, 2023
- 339 Government of Somalia, The National Durable Solutions Strategy (2020 – 2024), March 2021
- 340 Interview with William Chemaly, Principal Advisor, Office of the Special Adviser on Solutions to Internal Displacement, 20 August 2024
- 341 Government of Borno State, Strategy for Durable Solutions to Internal Displacement, June 2024; Government of Yobe State, Action Plan on Durable Solutions to Internal Displacement 2025-2027, May 2024; Government of Adamawa State, Homegrown Durable Solutions Action Plan for Internal Displacement, May 2024; Banadir Regional Administration & Municipality of Mogadishu, Internally Displaced Person & Refugee Returnees Policy, January 2019; Government of Somaliland, National Displacement and Refugee Agency (NDRA) Strategic Plan
- 342 The Internal Displacement Solutions Fund, Leaving No One Behind, 7 June 2024

343 Government of Borno State, Strategy for Durable Solutions to Internal Displacement, June 2024; Government of Yobe State, Action Plan on Durable Solutions to Internal Displacement 2025-2027

344 Government of South Sudan, Revised National Development Strategy 2021-2024, 21 June 2022

345 Club of Mozambique, Canada finances €1.3 million integration project in Pemba, 17 July 2023

346 Interview with William Chemaly, Principal Adviser, Office of the Special Adviser on Solutions to Internal Displacement, 20 August 2024

347 IGAD, Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan, 12 September 2018

348 EGRISS, International Recommendations on Internally Displaced Persons Statistics, March 2020

349 OCHA, Burkina Faso: GCORR Rapport Annuel de la Réponse Rapide Année 2023, 17 April 2024

350 OCHA, Burkina Faso: GCORR Rapport Annuel de la Réponse Rapide Année 2022, 27 March 2023

351 IOM, Climate Change, Disasters, Insecurity, and Displacement: The Impact of Flooding on Youth Marginalization and Human Mobility in Nigeria, 30 May 2024

352 IDMC, Global Disaster Displacement Risk Model, forthcoming

353 IFRC, IFRC Disaster Response and Preparedness, undated

354 IFRC, Morocco Earthquake 2023: Operation Update #4 (MDRMA010), 14 August 2024; IFRC, Chad Floods - Simplified Early Action Protocol (SEAP No: 2023CD01), 26 August 2024

355 IDMC, Displacement severity assessments, May 2024

356 IDMC, Latest severity assessments help quantify differences in displacement experiences, 6 May 2024

357 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2019, May 2019

358 IOM, "Cursed Twice": How Climate Change Exacerbates Gender-Based Violence in Burundi, 6 December 2022; IOM, Not Merely Soil: Access to Land Rights for Women in Burundi Means More, 20 March 2023

359 IOM, Mali: Rapport sur les Mouvements de Populations CMP, September 2022

360 Government of Niger, Rapid Response Mechanism (RRM), undated; Journal of Global Health Reports, Rapid response mechanism in conflict-affected settings of Cameroon: lessons learned from a multisector intervention for internally displaced persons, August 2023

361 EGRISS, ECOWAS Regional Workshop Series, undated

362 IOM, DTM enumerators training package, 24 January 2023; IOM, Guide for Enumerators: Migrant Integration Measurement Tool, undated; UNHCR, Considerations for ethical data collection - RMS, undated; IFRC, Data Protection, undated

363 IOM, Mali country strategy 2021-2024: Resilience, mobility and governance, 2021

364 MRCS/DRC/FAO, Malawi National Anticipatory Action: Technical Training for Districts, July 2024

365 Government of Madagascar, Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes 2016-2030, 9 May 2012

Remerciements

Équipe IDMC

Direction: Alexandra Bilak

Coordination: Vicente Anzellini

Recherche et analyse: Xiao-Fen Hernan

Auteurs:

Ce rapport a été écrit par Clémentine André, Vicente Anzellini, Alice Baillat, Ivana Hajžmanová et Xiao-Fen Hernan avec les contributions de Christelle Cazabat, Thannaletchimy Housset, Youssef Jai, Laura Jullien, Alesia O'Connor, Tomás Martins Paes de Almeida, Sylvain Ponserre et Damian Uebersax.

Suivi des données:

Clémentine André, Katharina Börsig, Laura Jullien, Tomás Martins Paes de Almeida et Damian Uebersax

Analyse des données: Sylvain Ponserre et Fanny Teppe

Design, mise en page, et visualisation des données: Vivcie Bendo, Sylvain Ponserre et Fanny Teppe

Engagement des partenaires: Clémentine André, Alice Baillat, Katharina Börsig, Youssef Jai, Laura Jullien, Tomás Martins Paes de Almeida et Damian Uebersax

Communications: Johanna Bohl, Mark Gnad et Bram Verweij

Traductions: Vicente Anzellini et Xiao-Fen Hernan

Contributions externes et soutien

Éditeur: Jeremy Lennard

Support pour design, mise en page et graphiques: Julie Schneider

Cartes: Stéphane Kluser (Komplo)

Conseils d'experts et examen par les pairs:

L'IDMC tient à remercier tout particulièrement les experts suivants pour leurs contributions et leurs conseils avisés: Farah Adan, Nina M Birkeland, Ulrika Blom, Hassane Hamadou, Christelle Huré, Prince Kadilumako Lumueno, Katleen Maes, Amr Munibari, Dorah Mutogoh, Mahaman Moussoubahou Mani Naino, Thomas Okedi, Sabiu Shehu, Jeremy Taylor, Nelson Tivane, Anne Trehondart et Mathilde Vu (NRC); Waqas Ahmed, Yaseen Alshereda, Melissa Branca, Tariro Chimanga, Jo De Backer, Perry De Marche, Khobib Elsayed Awad Mohamed, Carvalho Magalhaes, Léa Mahfouz, Charlie Pitcairn, Tessa Claire Richardson, Sokhna Sy, Pavla Snajdrova, Christopher Zapp et Zerihun Zewdie Hurissa (IOM); Christopher Agutu, Trond Jensen, Doreen Kansime, Chima Onwe et Chukwudi Ukanacho (OCHA); Ramsey Beck et Chigo Mabila (DLA Piper); William Chemaly et Mona Folkesson (Office of the UN Secretary-General's Special Adviser on Solutions to Internal Displacement); Lorenzo Guadagno, Sarah Koeltzow et Timo Schmidt (Platform on Disaster Displacement); Martina Caterina et Nadine Walicki (UNHCR).

Chaque jour, des personnes sont obligées de fuir les conflits et les catastrophes et sont déplacées dans leur propre pays. L'IDMC fournit des données, des analyses, et soutient ses partenaires afin d'identifier et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre le déplacement interne.

Rejoignez-nous dans nos efforts pour instaurer de véritables changements durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans la décennie à venir.



Observatoire des situations de déplacement interne

Humanitarian Hub Office, La Voie Creuse 16, 1202 Genève

info@idmc.ch



internal-displacement.org



x.com/IDMC_Geneva



facebook.com/IDMC.Geneva



youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC



linkedin.com/company/idmc-geneva